

d'un traitement (bureaucratie au sens le plus large); 15 familles de rente capitaliste. La richesse totale est de trois millions, c'est-à-dire 6 000 liras par habitant (en considérant que chaque famille est composée de 5 personnes : père, mère, deux enfants et un vieux ou un malade incapable de produire). La rente de cette richesse est le produit du travail des prolétaires. Sa valeur monétaire est de 2 250 liras [sic] par jour, ainsi partagées : 850 liras aux 85 familles des ouvriers et des employés; 1500 liras aux familles capitalistes. En temps normal les deux parties oscillent continuellement : la production s'accroît, la monnaie vaut davantage, elle s'emploie à acquérir plus de marchandises, le bien-être relatif augmente, les besoins se font plus nombreux, la conscience de ces besoins augmente et par conséquent la demande d'améliorations augmente aussi. Pour que cela soit possible, la bourgeoisie aiguise son intelligence, améliore la technique, la production se multiplie : la thèse et l'antithèse développent le jeu de leur force qui se synthétise dans les accélérations progressives du rythme du travail : ces accélérations sont les étapes historiques de la société bourgeoise qui se surpasse continuellement en élargissant son souffle, en réduisant le plus possible les antagonismes, en cherchant à satisfaire, dans les limites de sa propre conservation, toutes les demandes, tous les désirs, les volontés, toujours plus grands, de bien-être, de toujours plus d'indépendance et d'autonomie des individus. Mais le rapport juridique de classe reste inchangé, puisque la règle mathématique bien connue nous dit qu'en changeant les membres d'une équation en proportion égale, l'équation ne change pas. Le prolétaire est à 1, comme le capitaliste est à 100; si le prolétaire devient 2, 3, 4, etc. les rapports restent toujours de 1 à 100; le prolétaire reste prolétaire et le capitaliste capitaliste. [*Environ quarante lignes censurées.*]

Sans doute le modèle n'est-il qu'un schéma; sans doute a-t-il ses défauts et ses manques. Mais est-il vraiment si loin de la vérité? Dans la vie normale le scorbut est une exception; mais l'analphabétisme, la vie dans les souterrains humides et infects de l'Italie méridionale, est-ce là des exceptions? les cas de tuberculose parmi les tisserands, l'absence de toute vie spirituelle, la nécessité de faire travailler les enfants et tous les autres malheurs, que chacun peut constater autour de soi, est-ce là des exceptions? Eh bien, pour chacun de ces malheurs c'est le modèle

#### *Le mouvement des jeunesses socialistes 113*

qui agit, qui dicte ses lois, qui détruit une partie de l'humanité, et avec son sang pourpre ravive les artères des misérables épuisés de l'autre rive, leur permettant tous les vices et les rendant malades de crapulerie. Voilà pourquoi [*quelques mots censurés*] prolétaire est en même temps un devoir de morale commune.

Sans signature, La Città futura, Torino, 11 février 1917, p. 4, et Avanti !, page piémontaise, 19 février 1917, sous le titre « Le delizie dell'economia liberale. La legge del libero acquisto ».

## LE MOUVEMENT

### DES JEUNESSES SOCIALISTES

« Le mouvement des jeunesses s'est toujours caractérisé en Italie par une ardeur et une activité inlassables et maximalistes. Dans le problème des tendances, il a pris clairement et ouvertement position, ainsi du reste que le veut l'âge (malheur aux jeunes vieillards !), pour les thèses les plus intransigeantes, les plus pures et les plus extrémistes. Il s'est préoccupé des problèmes les plus délicats de la vie italienne, comme celui de la démocratie chrétienne, qu'il a ardemment combattue dès son apparition. Il a soulevé et, en quelque sorte, imposé le problème de la franc-maçonnerie, chancre rongeur de l'unité et de l'autonomie du vieux socialisme populisant et collaborateur de classe.

« Résolu et sûr, il a été également à l'avant-garde de la campagne contre la guerre de Libye et pour la neutralité dans l'actuel et si tragique conflit européen. Face aux légères hésitations des dirigeants, d'abord surpris par la complexité du phénomène historique, le mouvement a réagi comme un seul homme, et il a été le seul mouvement d'Europe qui n'ait pas fourni la moindre minorité à la guerre fascinante»

C'est ainsi qu'Arturo Vella caractérise, dans l'Almanacco socialista (1), le mouvement des jeunesses. Et il pourrait en dire beaucoup plus, n'était-ce la censure, prête à couper court à tout ce qui va contre le courant.

En Italie le mouvement des jeunesses a commencé de se former vers 1898. Et c'est là une grande date dans l'histoire de l'Italie. C'est une force neuve qui fait son entrée dans le jeu des luttes politiques. Force désintéressée, pleine d'une profonde énergie morale, qui se fera singulièrement agissante pour transformer l'esprit public ita

lien, le rendre plus sérieux, plus grave, plus réfléchi. Et ce, particulièrement, en Italie méridionale.

Certes, le mouvement des jeunesses est particulièrement répandu et vigoureux dans le Piémont, en Lombardie, en Émilie, en Toscane. Mais, dans ces régions, le phénomène ne revêt pas la même signification qu'en Italie méridionale. La vie politique y est plus complexe; l'activité politique a déjà investi les couches profondes de la population. Il en va tout autrement en Italie méridionale, où la vie politique est inexistante et où tous les présidents du Conseil cultivent les fiefs électoraux, qui serviront à remplir la bedaine parlementaire et à constituer la majorité (1). Là, le mouvement des jeunesses signifie la première apparition d'une nouvelle génération, libre, sans préjugés, qui brisera la tradition et asséchera le marécage politique.

Voici un tableau synthétique des adhérents de la Fédération italienne des jeunesses socialistes :

ANNÉE	NOMBRE DE SECTIONS	ADHÉRENTS (CARTES)
1907	40	1449
1908	142	2955
1909	141	3362
1910	186	4403
1911	227	5361
1912	273	5810
1913	280	6040
1914	283	6145

Pour les deux dernières années, on ne peut pas encore donner de chiffres officiels. Nous pouvons pourtant dire que, quoique la guerre ait privé l'organisation d'au moins la moitié de ses membres, le nombre des inscrits n'en a pas moins augmenté. Leur nombre dépasse certainement les 10 000. Un effort admirable a été accompli. La guerre a secoué les indécis, elle a confronté violemment leur conscience à la réalité; et elle les a contraints à choisir, à faire ce qui n'était en fait que leur devoir le plus élémentaire.

Le seul Piémont compte environ 2 000 adhérents. Il existe à Turin 9 sections, avec plus de 500 adhérents. Ces sections fonctionnent régulièrement et ces jeunes font peser leur conviction dans la vie socialiste et politique de la ville.

En voici la liste :

Fascio Centro, Corso Siccardi 12  
Borgo San Paolo e Cenisia, Via Virle 9 bis  
« Andrea Costa », Via Massena 103

*Une vérité qui a l'air d'un paradoxe* 115

« Augusto Bebel », Via Pomaro 4  
« Carlo Marx », Via Nizza 222  
« Amadeo Catanesi », Via Feletto 5  
Borgo Vittoria, Casa del Popolo  
« Avanguardia », Via Lessolo 31  
Pozzo Strada, Via Freidour

Quelques autres sont en formation.. Et la progression ne s'arrêtera pas là. Le mouvement des jeunes accomplit un travail d'éducation riche d'inspiration. Un nombre toujours grandissant de jeunes sentent le besoin de se former, de se doter d'une conscience qui sache appréhender et résoudre convenablement tous les problèmes que pose la vie. On sent dans l'air un souffle nouveau. Le monde est à la veille d'un tournant décisif. Tout le monde sent qu'il faut être solidement planté sur ses pieds pour résister à la secousse et qu'il faut être prêt à mettre à la place du vieux bâtiment un nouvel édifice, qu'éclaire le soleil et qu'aère l'idéal immortel.

Sans signature, La Città futura, 11 février 1917.

## UNE VÉRITÉ QUI A L'AIR D'UN PARADOXE

L'activité scientifique est en très grande partie faite d'efforts d'imagination : si l'on est incapable de construire des hypothèses, on ne sera jamais un savant. Dans l'activité politique également, l'imagination a une très grande part; mais en matière d'activité politique, l'hypothèse ne concerne pas des faits inertes, une matière sourde à la vie; en politique, l'imagination a pour éléments les hommes, la société des hommes, les douleurs, les sentiments, les nécessités vitales des hommes. Si un savant se trompe dans son hypothèse, au fond, ce n'est pas grave : on perd une certaine quantité de richesse *de choses*; on est passé à côté d'une solution, un ballon a crevé. Si le politicien se trompe dans son hypothèse, c'est la vie des hommes qui est en danger; c'est une affaire de famine, de révolte, de révolution pour ne pas mourir de faim. Dans

la vie politique, l'activité de l'imagination doit être éclairée par une force morale : la sympathie humaine; et l'amateurisme l'étiolo, comme il étiole la science. L'amateurisme se ramène dans ce cas à un manque de profondeur spirituelle, un manque de sentiment, un manque de sympathie humaine. Afin de pourvoir de façon adéquate aux besoins des hommes d'une ville, d'une région, d'une nation, il est nécessaire de sentir quels sont ces besoins, il est nécessaire de réussir à se représenter concrètement, par l'imagination, ces hommes, dans tout ce qu'ils vivent, dans tout ce qu'ils font quotidiennement; nécessaire de se représenter leurs souffrances, leurs douleurs, les tristesses de la vie qu'ils sont contraints de mener. Si l'on ne possède pas ce pouvoir de dramatisation de la vie, on ne peut pressentir les mesures générales et particulières qui pourront réussir à harmoniser les nécessités de la vie et les possibilités d'action dont dispose l'État. On déclenche une action dans la vie, il faut savoir prévoir les réactions qu'elle éveillera, les contrecoups qu'elle aura. C'est sa force de prévision qui fait la grandeur d'un homme politique, et la force d'un parti politique dépend du nombre d'hommes de cette trempe dont il dispose.

En Italie les partis gouvernementaux ne peuvent disposer d'aucun homme de cette trempe : il n'y a personne de grand, personne qui soit au moins médiocre. Un des caractères de l'Italie, et peut-être le plus nuisible à l'efficacité dans la vie publique du pays, c'est le manque d'imagination dramatique. Cette affirmation peut avoir l'air d'un paradoxe littéraire, et en réalité c'est une observation profondément réaliste.

Toute mesure prise est une anticipation sur la réalité, une prévision implicite. La mesure prise est d'autant plus utile qu'elle adhère davantage à la réalité. Et pour que cela puisse être, il est nécessaire que l'intense activité préparatoire soit complète, que dans cette activité préparatoire aucune hypothèse ne soit négligée et que, parmi les innombrables hypothèses possibles, soient écartées celles qui ne résistent pas à l'épreuve de la représentation dramatique. Or, jusqu'à présent, les autorités italiennes, tant gouvernementales que provinciales. et municipales, n'ont pas décrété une seule mesure qui ne soit arrivée trop tard, elles n'ont pas élaboré une seule décision qui n'ait eu besoin d'être modifiée, d'être tôt ou tard cassée, comme venant exacerber le malaise au lieu de le dissiper. Ces autorités n'ont pas réussi à mettre de l'harmonie dans la réalité,

*Une vérité qui a l'air d'un paradoxe* 117

parce qu'elles ont été incapables d'harmoniser, par avance, en pensée, les éléments de cette même réalité. Elles ignorent la réalité, elles ignorent l'Italie, dans la mesure où l'Italie est constituée d'hommes qui vivent, en travaillant, en souffrant, en mourant. Ce sont des amateurs : ils n'ont aucune sympathie pour les hommes. Ce sont des rhéteurs bourrés de sentimentalisme et non des hommes dotés du sens du concret. Ils imposent des souffrances inutiles au moment même où ils élèvent des hymnes de haute volée à la vertu, à la force de sacrifice du citoyen

italien. La foule est ignorée des hommes du Gouvernement, des bureaucrates des préfectures et des mairies; par foule, nous entendons celle qui est composée d'individus, non la foule en tant que peuple, cette idole des démocraties. Tout en adorant l'idole, ils font souffrir chaque individu. Ils sont cruels, parce que leur imagination n'arrive pas à se figurer quelle souffrance la cruauté finit par susciter. Ils ne savent pas se représenter la douleur d'autrui, c'est pourquoi ils sont inutilement cruels. Ils ont déclenché l'action suprême : la guerre, et ils n'ont prévu ni son importance, ni la profondeur de ses effets, immédiats et lointains. Ils savaient bien que l'Italie ne produit pas de quoi suffire à sa subsistance; et ils n'ont pas prévu qu'un jour viendrait à manquer non seulement tout ce que l'on mange avec le pain, mais le pain lui-même. Quand ils s'en sont aperçus, c'était trop tard; peu importe, ils auraient encore pu y pourvoir, ils auraient pu répartir équitablement la souffrance. Mais ils n'ont pas senti la souffrance, ils ont créé le chaos, et ont laissé ceux qui étaient économiquement forts faire main basse sur tout; ils ont laissé gaspiller le peu qui restait encore. Ils ont imposé des normes draconiennes pour la fabrication du pain, et le décret était à peine promulgué que les victimes s'apercevaient qu'il était aberrant. Pourquoi les responsables ne s'en sont-ils pas aperçus? Pourquoi ne s'étaient-ils pas représenté en pensée ces victimes? Pourquoi n'ont-ils pas senti qu'il y aurait des victimes? Ils partent en guerre contre les riches qui jettent la mie du pain, et ils ne ressentent pas que tout ce gâchis est souffrance pour les pauvres; ils limitent les heures d'utilisation du gaz, et ils ne se préoccupent pas du fait que deux heures seulement de distribution de gaz, cela signifie qu'on ne peut préparer de repas pour celui qui travaille, pour celui qui doit se nourrir pour travailler et travailler pour se nourrir, alors que deux heures au tout début de la matinée sont beaucoup trop, et sont donc inutiles.

[Quatre lignes un quart censurées.] parce que le blé n'arrive pas, bien qu'il y en ait, parce qu'on 'on ne peut acheter de la nourriture même si on a des billets de banque, si l'on n'a pas l'appoint en menue monnaie, parce que les boulangeries ferment à une heure de l'après-midi, parce que le bébé ne veut pas avaler le médicament qu'on ne peut sucrer faute de sucre, alors que les fabricants de vermouth continuent à travailler. Ils ne savent pas organiser la pénible réalité pour diminuer la pénurie générale, ils n'ont pas l'idée que, là où il y a de quoi manger pour cinquante, on peut, en organisant les besoins, en faire vivre cent. [Vingt-sept lignes censurées.]

Sans signature,  
Avanti !, édition piémontaise, 3 avril 1917.

#### NOTES SUR LA RÉVOLUTION RUSSE

Pourquoi est-ce que la Révolution russe est une révolution prolétarienne?

A lire les journaux, à lire l'ensemble des nouvelles que la censure a permis de publier, on ne le comprend guère. Nous savons que la révolution a été faite par des prolétaires (ouvriers et soldats), nous savons qu'il existe un comité de délégués ouvriers qui contrôle le travail des organismes administratifs qui ont dû nécessairement être maintenus pour l'expédition des affaires courantes. Mais suffit-il qu'une révolution ait été faite par des prolétaires pour qu'elle soit une révolution prolétarienne? La guerre aussi est faite par des prolétaires, et pourtant cela ne suffit pas à en faire une entreprise prolétarienne. Pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire qu'interviennent d'autres facteurs, qui sont des facteurs spirituels. Il est nécessaire que le fait révolutionnaire se manifeste, non seulement comme un phénomène de prise du pouvoir, mais aussi comme un phénomène de mœurs, un phénomène moral. Les journaux bourgeois ont insisté sur le problème du pouvoir, ils nous ont dit comment s'est passé le remplacement du pouvoir de l'autocratie par un autre pouvoir, encore mal défini, et qu'ils espèrent bien devoir être le pouvoir bourgeois. Et ils ont aussitôt établi le parallèle : Révolution russe /

Notes sur la Révolution russe 119

Révolution française, et ils ont trouvé que les événements se ressemblaient. Mais ce n'est qu'en surface que les faits se ressemblent, tout comme un acte de violence ressemble à un autre acte de violence, et une destruction à une autre destruction.

Et pourtant, nous autres, nous sommes persuadés que la Révolution russe est non seulement un événement, mais un acte prolétarien, et qu'elle doit naturellement déboucher sur le régime

socialiste. Les rares nouvelles vraiment concrètes, vraiment substantielles, ne permettent pas une démonstration complète. Toutefois nous possédons quelques éléments qui nous permettent d'arriver à cette conclusion.

La Révolution russe n'a pas connu le jacobinisme. La révolution a dû abattre l'autocratie, elle n'a pas eu à conquérir la majorité par la violence. Le jacobinisme est un phénomène purement bourgeois : il caractérise la Révolution bourgeoise française. La bourgeoisie, quand elle a fait sa révolution, n'avait pas de programme universel : elle servait des intérêts particuliers, les intérêts de sa classe; et elle les servait avec la mentalité étroite et mesquine de tous ceux qui tendent à des fins particularistes. L'action violente des révolutions bourgeoises est doublement violente : elle détruit l'ordre ancien, elle impose l'ordre nouveau. La bourgeoisie impose sa force et ses idées, non seulement à la classe jusqu'alors dominante, mais aussi au peuple, qu'elle s'applique à dominer. C'est un régime autoritaire qui se substitue à un autre régime autoritaire.

La Révolution russe a détruit l'autoritarisme, et lui a substitué le suffrage universel, étendu même aux femmes. Elle a remplacé l'autoritarisme par la liberté, la constitution par la libre expression de la conscience universelle. Pourquoi donc les révolutionnaires russes ne sont-ils pas jacobins, c'est-à-dire pourquoi n'ont-ils pas remplacé la dictature d'un seul par la dictature d'une minorité audacieuse et décidée à tout, pourvu que triomphe son programme? C'est parce qu'ils poursuivent un idéal qui ne peut se limiter à être celui de quelques-uns, parce qu'ils sont certains que, lorsque le prolétariat russe, dans son ensemble, sera consulté par eux, il ne pourra y avoir de doute sur la réponse : elle est inscrite dans la conscience de tous, et se transformera en décision irrévocable dès qu'elle pourra s'exprimer dans une atmosphère de liberté d'esprit absolue, sans que le suffrage soit faussé par l'intervention de la police et par la menace du gibet ou de l'exil.



Le prolétariat industriel est déjà préparé à cette transformation, même culturellement; le prolétariat agricole, qui connaît les formes traditionnelles du communisme communal, est, lui aussi, préparé au passage à une nouvelle forme de société. Les révolutionnaires socialistes ne peuvent être des jacobins. En Russie, ils ont pour l'instant une seule tâche : veiller à ce que les organismes bourgeois (la *Douma*, les *Zemstva*) ne se mettent précisément pas à faire du jacobinisme pour rendre équivoque la réponse du suffrage universel, et détourner à leur profit les résultats de l'action violente.

Les journaux bourgeois n'ont guère accordé d'importance à cet autre événement : les révolutionnaires russes ont ouvert les prisons, non seulement pour les condamnés politiques, mais aussi pour les condamnés de droit commun. Or les condamnés de droit commun d'un pénitencier, quand on leur annonça qu'ils étaient libres, ont répondu qu'ils ne se sentaient pas le droit d'accepter la liberté, car ils devaient expier leurs fautes. A Odessa, ils se sont rassemblés dans la cour de la prison, ils ont fait spontanément le serment de devenir honnêtes, et se sont engagés à vivre de leur travail. Quant aux fins de la révolution socialiste, cette nouvelle est aussi importante, si ce n'est plus, que celle de la chute du tsar et des grands-ducs. Les bourgeois eux aussi auraient chassé le tsar. Mais pour les bourgeois, ces condamnés de droit commun seraient toujours restés les ennemis de leur ordre, les ennemis sournois de leur richesse, de leur tranquillité.

Voilà quelle est pour nous la signification de cette libération : en Russie, c'est une nouvelle conception de la vie qu'a créée la révolution. La révolution ne s'est pas contentée de remplacer un pouvoir par un autre, elle a remplacé des mœurs par d'autres mœurs, elle a créé une nouvelle atmosphère morale, elle a instauré la liberté de l'esprit, en plus de la liberté physique. Les révolutionnaires n'ont pas craint de rendre à la vie publique des hommes que la justice bourgeoise avait stigmatisés du nom infamant de repris de justice, que la science bourgeoise avait catalogués parmi les divers types de délinquants criminels. Un tel fait ne peut se produire que dans une atmosphère de passion sociale, lorsque changent les mœurs, lorsque change la mentalité dominante. La liberté rend les hommes libres, elle élargit leur horizon moral; de celui qui, sous un régime autoritaire, était le pire des malfaiteurs, elle fait un martyr du devoir, un héros de

#### *Les maximalistes russes 121*

l'honnêteté. On lit dans un journal que, dans une prison, ces *malfaiteurs* ont refusé la liberté, et ont élu eux-mêmes leurs gardiens. Pourquoi n'avaient-ils jamais fait cela précédemment? Est-ce parce que leur prison était ceinte de murailles et leurs fenêtres défendues par des barreaux? Certes, ceux qui vinrent les libérer devaient avoir un visage bien différent des visages des juges des tribunaux et des argousins de la prison, et ce sont des mots bien différents de ceux dont ils

avaient l'habitude, qu'ils durent entendre, ces *criminels de droit commun*, s'ils devinrent, d'un coup, *libres* au point d'être en mesure de préférer la réclusion à la liberté, au point de s'imposer eux-mêmes, volontairement, une expiation. Ils ont dû sentir que le monde avait changé, qu'eux aussi, cessant d'être des rebuts de la société étaient devenus quelque chose, qu'eux aussi, les parias, avaient une volonté de choix.

C'est là le phénomène le plus grandiose qu'œuvre humaine ait jamais produit. L'homme qui n'était que le *criminel de droit commun* est devenu, dans la Révolution russe, l'Homme, tel qu'Emmanuel Kant, le théoricien de la morale absolue, l'a exalté : l'homme qui dit : « Hors de moi, l'immensité du ciel; en moi, l'impératif de la conscience (1). » C'est la libération des esprits, c'est l'instauration d'une nouvelle morale qui nous est révélée à partir de ces courtes nouvelles. C'est l'avènement d'un ordre nouveau qui coïncide avec tout ce que nos maîtres nous avaient enseigné.

Et, une fois de plus, la lumière vient d'Orient, et rayonne sur le vieux monde occidental, qui en reste stupéfait, et ne sait y opposer que la banale et sottise plaisanterie de ses scribouillards.

Signé A. G.,  
Il *Grido del Popolo*, 29 avril 1917.

## LES MAXIMALISTES RUSSES

Les maximalistes russes sont la Révolution russe elle-même (2).

Kerenski, Tseretelli, Tchernov, sont le moment actuel de la révolution; ils sont les réalisateurs d'un premier équilibre social, la résultante de forces où les modérés ont

encore beaucoup d'importance. Les maximalistes sont la continuité de la révolution, ils sont le rythme de la révolution : c'est pourquoi ils sont la révolution elle-même.

Ils incarnent l'idée limite du socialisme : ils veulent le socialisme *tout entier*. Et ils ont cette mission : empêcher qu'on n'en arrive à un compromis définitif entre le passé millénaire et l'idée, être le symbole vivant du but suprême auquel on doit tendre; empêcher que le problème immédiat, qui doit être résolu aujourd'hui, ne s'étende jusqu'à envahir toute la conscience et ne devienne l'unique préoccupation, ne devienne une frénésie spasmodique qui dresserait des barrières insurmontables devant d'ultérieures possibilités de réalisation.

Le plus grand danger que courent toutes les révolutions, c'est que l'on commence à se convaincre qu'un moment déterminé de la vie nouvelle est définitif, et qu'il faut s'arrêter pour regarder en arrière, pour affermir les réalisations, pour jouir enfin du succès obtenu. Pour se reposer. Une crise révolutionnaire use rapidement les hommes. Elle fatigue rapidement. On comprend donc un tel état d'esprit. La Russie a eu cependant une chance : elle n'a pas connu le jacobinisme.

C'est ce qui a permis la fulgurante propagation de toutes les idées; à la faveur de cette activité de propagande se sont formés de nouveaux groupes politiques, tous plus audacieux les uns que les autres, refusant de s'arrêter en chemin, tous persuadés que l'étape définitive à atteindre est encore plus loin, est toujours distante. Les maximalistes, les extrémistes, sont le dernier maillon logique de ce devenir révolutionnaire. C'est pourquoi on persévère dans la lutte, on va de l'avant. Tout le monde va de l'avant parce qu'il y a toujours au moins un groupe pour vouloir aller de l'avant, pour travailler au sein de la masse, et susciter toujours de nouvelles énergies prolétariennes, et organiser de nouvelles forces sociales qui traquent les paresseux, qui les surveillent, et se montrent capables de les remplacer, de les éliminer s'ils ne s'amendent pas, s'ils ne reprennent pas courage pour aller de l'avant. Ainsi la révolution ne s'arrête pas, elle ne s'enferme pas dans un cercle fermé. Elle dévore ses hommes, elle remplace un groupe par un autre, plus audacieux encore, et c'est par cette instabilité même, par cette quête perpétuelle de la perfection, qu'elle est véritablement et essentiellement révolution.

Les maximalistes sont en Russie les ennemis des pares.

*Les maximalistes russes* 123

seux. Ils sont l'aiguillon qui stimule les paresseux : jusqu'à présent ils ont renversé toutes les tentatives d'endiguement du torrent révolutionnaire, ils ont empêché que ne se forment des marais stagnants, des marécages morts \*. C'est pour cela qu'ils sont haïs par les bourgeoisies

occidentales, pour cela que les journaux d'Italie, de France et d'Angleterre les diffament, cherchent à les discréditer, à les submerger sous une masse énorme de calomnies. Les bourgeoisies occidentales espéraient qu'après l'effort immense de pensée et d'action qu'a coûté la venue au monde de la vie nouvelle, viendrait une crise de paresse mentale, un repli de l'activité dynamique des révolutionnaires, qui marquerait le début d'un tassement définitif du nouvel état de choses.

Mais en Russie, il n'y a pas de jacobins. Le groupe des socialistes modérés qui a eu le pouvoir entre ses mains n'a pas détruit l'avant-garde, il n'a pas cherché à l'étouffer dans le sang. Dans la Révolution socialiste, Lénine n'a pas eu le sort de Babeuf. Il a pu transformer sa pensée en force active de l'histoire. Il a suscité des énergies qui ne mourront plus. Lui, et ses camarades bolcheviques, sont persuadés qu'il est à tout moment possible de réaliser le socialisme. Ils sont nourris de pensée marxiste. Ce sont des révolutionnaires, non des évolutionnistes. Et la pensée révolutionnaire nie que le temps soit un facteur de progrès. Elle nie que toutes les étapes intermédiaires entre la conception du socialisme et sa réalisation doivent s'accomplir dans le temps et dans l'espace d'une façon absolue et intégrale. Il suffit que ces étapes se réalisent en pensée pour qu'elles soient dépassées, et qu'on puisse aller de l'avant. Il est, par contre, nécessaire de réveiller les consciences, de conquérir les consciences. Et Lénine et ses camarades ont éveillé bien des consciences, ils en ont conquis plus d'une. Leur conviction n'est pas demeurée simple audace de pensée : elle s'est incarnée dans des individus, dans beaucoup d'individus, elle a porté ses fruits dans le domaine de l'action. Elle a créé ce groupe, précisément celui qu'il fallait pour s'opposer aux compromis définitifs, à tout ce qui risquait de devenir définitif. Et la révolution continue. La vie tout entière est devenue vraiment révolutionnaire : c'est une activité toujours efficiente, c'est un échange continu, un incessant travail de taupe dans le bloc

\* *Morta gora* est une expression dantesque. C'est le marécage immobile de la stagnation définitive : « Mentre noi correvam la morta gora » (D.C., I, VIII, 5, 31) (N.d.T.).

amorphe du peuple. On suscite de nouvelles énergies, on répand de nouvelles idées forces. Ainsi, les hommes sont finalement les artisans de leur destin, tous les hommes. La création de minorités despotiques est impossible. Le contrôle est toujours actif et vigilant. Désormais, il existe un ferment qui disperse et regroupe sans relâche les agrégats sociaux et empêche les fossilisations, et empêche que la vie ne s'installe dans le succès du moment.

Lénine et ses camarades les plus en vue peuvent être entraînés par le déchaînement des bourrasques qu'ils ont eux-mêmes suscitées, tous leurs disciples ne peuvent disparaître. Ils sont désormais trop nombreux. Et l'incendie révolutionnaire se propage, il enflamme de nouveaux cœurs et de nouveaux cerveaux, il en fait des flambeaux qui brûlent d'une lumière nouvelle, de flammes nouvelles, dévoreuses des paresse et des lassitudes. La révolution avance, jusqu'à sa complète réalisation. Il est encore loin le temps où sera possible un relatif repos. Et la vie est toujours révolution.

Signé A. G., *Il Grido del Popolo*, 28 juillet 1917.

## L'HORLOGER

Il est souvent question d'un « avant » et d'un « après ». On attend une date fixe. Nous autres, nous ne croyons pas qu'il existe une date fixe, et nous croyons que nous ne sommes spécifiquement nous-mêmes qu'autant seulement que notre pensée saisit toujours dans la vie le moyen d'adhérer continûment à ce que nous pensons.

Entre la routinière vie sociale quotidienne, et la vie exceptionnelle des révolutions, il n'y a pas de différence qualitative, mais bien une différence quantitative.. Un peu plus, ou un peu moins de certains facteurs déterminés. Les énergies sociales actives sont l'apparence sensible et humaine de ces quelques facteurs déterminés. Les énergies sociales actives sont l'apparence sensible et humaine de certains programmes déterminés, de certaines idées déterminées; en temps normal, il existe un équilibre de forces qui n'a que de négligeables oscillations d'instabilité; plus

*L'horloger* 125

ces oscillations deviennent irrégulières et capricieuses, et plus l'on qualifie les temps de calamiteux; lorsque l'équilibre tend irrésistiblement à se rompre, on admet que l'on est entré dans une période de vie nouvelle. Mais la nouveauté est quantitative, non pas qualitative.

Ce qui est arrivé, c'est qu'on a creusé plus profondément dans la gangue sociale. Maintenant, cette gangue est en train de se transformer entièrement en métal, et ce nouveau métal ne rend qu'un son, le nôtre. Ce phénomène cependant a toujours existé, parce que nous ne sommes pas différents de ce que nous étions hier, parce que nous continuons notre hier. Nous nous retrouvons dans ce phénomène, les autres s'en effraient. Il est notre réalité, notre conception, il est notre chef-d'œuvre historique, puisque, au bout du compte, ces deux termes : conception et *réalité* se recouvrent largement et non de façon occasionnelle. La vie de la pensée est en train de se substituer à l'inertie mentale, à l'indifférence : c'est la première des substitutions révolutionnaires; une nouvelle habitude se forme : celle de ne pas redouter l'événement nouveau; d'abord parce que cela ne peut aller plus mal que cela ne va, ensuite parce qu'on se persuade que ça va aller mieux.

Le procès idéal du régime est entamé, on commence à déclarer sa faillite : il a perdu la confiance instinctive et moutonnaire des indifférents, parce qu'il a fermé trop de portes. Voici maintenant qu'il en repousse une autre : celle de la vie, la gueule du four, l'entrée du grenier à blé; la fermera-t-il complètement? La question angoissante parcourt les longues files de femmes qui font la queue à cinq heures du matin devant les boulangeries, elle atteint tout le monde, même dans les couches les plus humbles de la passivité sociale, elle frappe et secoue les bases mêmes de la vie. Et la gangue se fait métal; pour vivre, tout le monde a besoin de manger, que se tarissent les sources de la vie, et ce qui était passivité s'organise et se fait pensée, afin de se défendre (1).

Pendant trois ans, avec la confiance d'une partie active de la société, on a discipliné de l'extérieur l'immense passivité sociale, les indifférents : l'autre partie active, celle qui ne supporte pas de pressions extérieures, n'a accordé ni sa confiance, ni sa collaboration. Maintenant l'immense passivité elle-même s'organise en une pensée, elle se discipline, non pas selon des schémas extérieurs, mais selon les nécessités de sa vie propre, de sa pensée en train de naître... Point n'est besoin qu'existe un accord,

une harmonie préétablie. Si, comme le fait Leibniz, nous comparons les unités de cette humanité naissante aux montres qui se trouvent dans une boutique d'horloger, nous observons qu'il se passe la même chose, l'harmonie préétablie, le fait que toutes les montres marquent la même heure, le fait que tous pensent la même chose, que tous sont harcelés par la même inquiétude, ne résulte pas d'un accord, d'une convergence de volontés. La disette est l'horloger qui déclenche simultanément tous les ressorts qui impriment un mouvement synchrone à toutes les aiguilles. La disette est l'horloger qui a créé une unité sociale neuve basée sur des motivations intérieures et non plus extérieures. Une unité sociale plus vaste que celle qui existait hier, déterminée par la même cause. Hier pour une pensée politique et économique donnée la disette était le rapport d'insatisfaction existant entre un besoin et sa déception, aujourd'hui le rapport est le même, mais il est ressenti par une multitude, presque par tous. Et c'est la continuation de notre hier, c'est pour nous une continuité, parce que la vie est toujours une révolution, une substitution de valeurs, de personnes, de catégories, de classes.

Cependant les hommes réservent le nom de révolution à la grande révolution, celle à laquelle participe le plus grand nombre d'individus, qui renverse un plus grand nombre de rapports; qui détruit tout un équilibre pour le remplacer par un autre, faisant un tout organique. Ce qui nous distingue des autres, c'est que nous concevons la vie comme étant *toujours* révolutionnaire, et c'est pourquoi, demain, nous ne qualifierons pas de définitif le monde que nous aurons réalisé, mais laisserons toujours ouverte la voie vers le mieux : vers des harmonies supérieures. Nous ne serons jamais des conservateurs, même en régime socialiste; mais nous voulons que l'horloger des révolutions, au lieu d'être un fait mécanique comme la disette, soit cette audace de la pensée qui crée des mythes sociaux toujours plus élevés et toujours plus lumineux.

Signé A. G., *Il Grido del Popolo*, 18 août 1917.

*Kerenski-Tchernov* 127

KERENSKI-TCHERNOV

La Révolution russe va bientôt entrer dans une de ses

phases décisives, dans la plus importante de ses phases décisives, puisque c'est la première, celle qui permettra de mesurer la force effective des révolutionnaires socialistes et celle des révolutionnaires bourgeois. L'équilibre établi sur la base des libertés politiques, sur la proclamation des droits de l'homme, est menacée de rupture. Kerenski, qui a été jusqu'ici le gage vivant de cet équilibre, a accompli sa tâche, il est dépassé par les événements : la force et la

conscience acquises par l'organisation prolétarienne le rendent même inutile. Le prolétariat russe qui a fait la révolution ne pouvait pas s'en rendre maître dès le premier moment. Il n'avait pas la possibilité de créer les organes nécessaires à la vie du pays, il n'avait pas encore trouvé en lui un nombre suffisant d'individus jouissant de toute sa confiance pour leur confier la responsabilité des pouvoirs.

Le prolétariat était faible en raison même de son énorme puissance : il ne connaissait pas toute sa force et il ne savait pas l'utiliser rationnellement. C'était encore un foisonnement d'individus isolés, qui ne se comprenaient pas entre eux, qui n'étaient pas organisés spirituellement autour d'une idée claire et concrète, qui ne s'étaient pas encore organisés matériellement sur un programme d'action clair et concret.

Dans un premier temps la révolution a eu comme but essentiel : conquérir la liberté de penser et d'agir et une fois conquise, la consolider, ne plus se la laisser enlever. Une fois conquise la liberté est devenue un instrument de réalisations ultérieures. Réalisations qui naturellement n'avaient été jusqu'alors que des velléités, des désirs vagues. Elles n'étaient une volonté ardente et décidée que pour un nombre très restreint. Il fallait qu'elles deviennent

une volonté ardente et décidée pour tous, pour le prolétariat entier. Sept mois de liberté, de discussions, de propagande ont permis au prolétariat russe de se reconnaître, de s'organiser, de se fixer une nouvelle étape à rejoindre immédiatement. Sept mois de liberté absolue, pendant laquelle on a vécu quand même, on a quand même produit, on a quand même continué la vie quotidienne de



travail et de peine. Pour pouvoir continuer à travailler, à produire sans perturbations quotidiennes, sans avoir à bivouaquer continuellement dans les rues, il a fallu en venir à un compromis. Et Kerenski a été le gage de ce compromis. Entre les forces obscures de la réaction tsariste et la perpétuelle menace d'une révolte populaire chaotique et désordonnée, la bourgeoisie capitaliste a dû accepter le contrôle des organisations ouvrières existantes, et renoncer à toute tentative violente d'imposer sa propre dictature. Lorsqu'elle a essayé de le faire, non seulement elle a échoué, mais elle n'a fait qu'accélérer la marche des événements. Le travail de propagande et d'organisation effectué sous l'aiguillon ardent des maximalistes, avait produit ses effets. Une charpente s'était mise en place dans le monde prolétarien. Le chaos était devenu cosmos, il était devenu discipline consciente, conscience collective, conscience de ses forces et de sa mission. Les maximalistes russes sont en majorité dans de nombreuses villes, ils sont en train de devenir la majorité dans toute la Russie. L'œuvre révolutionnaire se fait toujours plus claire et se concrétise toujours davantage. Le compromis est dépassé et l'homme qui en était l'otage est lui aussi dépassé. La pure et simple liberté juridique, la liberté de discuter et de faire de la propagande, ne suffit plus. Une autre liberté est nécessaire, la liberté d'action, la liberté d'entamer concrètement la transformation du monde économique et social de la vieille Russie tsariste. Le compromis avec les bourgeois n'est plus d'aucune utilité, il n'est plus nécessaire, c'est un obstacle. Et Kerenski aussi c'est un obstacle. Un homme nouveau a surgi, s'est dressé contre lui: Tchernov (1). Le maximalisme russe a trouvé son chef. Lénine était le maître de vie, l'agitateur des consciences, l'éveilleur des âmes dormantes. Tchernov est le réalisateur, l'homme qui a un programme concret à réaliser, un programme entièrement socialiste, qui n'admet aucune collaboration, un programme que les bourgeois ne peuvent accepter, parce qu'il renverse le principe de la propriété privée, parce qu'il ouvre enfin la révolution sociale, parce qu'il ouvre la porte, dans l'histoire du monde, au socialisme collectiviste.

La phase la plus dangereuse de la Révolution russe va bientôt s'achever. L'homme auquel la révolution avait confié le plus grand des pouvoirs, l'homme le plus représentatif de la première révolution va bientôt s'effacer, pour rentrer dans le cadre qui est le sien, pour ne plus représenter que lui-même et sa propre tendance. Et le prolé

*Lectures 129*

tariat russe, désormais fort, discipliné, conscient, va lui succéder. Une collectivité va monter sur le trône de toutes les Russies.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 29 septembre 1917.

## LECTURES

J'ai ici, sur mon bureau, quelques publications toutes récentes. J'en vois d'autres qui sont annoncées. J'ai reçu deux ou trois prospectus qui annoncent la parution de périodiques qui traiteront des problèmes qui touchent à l'action complexe que le prolétariat doit entreprendre pour atteindre ses buts, tant immédiats qu'ultimes. Je discute avec des camarades, avec des amis, avec des sympathisants. Je sens chez tous un je ne sais quoi de changé. Des besoins nouveaux sont nés, qui stimulent la pensée. La réalité qui nous entoure est vue désormais sous des angles nouveaux. Tout le monde est agité, il y a chez tout le monde un tumulte d'intentions encore incertaines et vagues qui s'expriment en termes généraux, qui ne parviennent pas à se concrétiser.

Pourquoi le cacher? je partage aussi cette inquiétude, cette incertitude. J'essaie de freiner ces impulsions, de ne pas me laisser submerger par ces vagues d'impressions nouvelles qui viennent heurter à la porte de la conscience et prétendent être accueillies, et prétendent être prises en considération.

Trois années de guerre ont apporté bien des modifications dans le monde. Mais voici qui est peut-être la plus grande de ces modifications : trois années de guerre nous ont rendus *sensibles au monde*. Nous *sentons* le monde. Avant, nous nous contentions de le *penser*. Nous ne sentions que notre petit monde à nous, nous ne participions qu'aux douleurs, aux espoirs, aux volontés du petit monde dans lequel nous étions le plus directement plongés. Ce n'était que par un effort de pensée, par un énorme effort d'abstraction, que nous arrivions à nous fondre à une collectivité plus vaste. Maintenant, la fusion est devenue plus intime. Nous voyons distinctement ce qui

auparavant était incertain et vague. Nous voyons des hommes, des multitudes d'hommes là où, hier, nous n'arrivions à voir que des États ou quelques individus représentatifs.

L'universalité de la pensée s'est concrétisée, ou du moins elle tend à se concrétiser. Nécessairement, quelque chose s'écroule, en nous, et chez les autres. Un climat moral nouveau s'est créé : tout y est mouvant, instable, fluide. Mais les nécessités du moment sont pressantes, et c'est pourquoi ce fluide a tendance à stagner, ce qui n'est pas autre chose qu'une aventure spirituelle tend à devenir un état de choses définitif. La stimulation à penser est prise pour une pensée accomplie, ce qui n'est que velléité est pris pour une volonté claire et concrète. Il en résulte le chaos, la confusion des langues; et les propositions les plus démentiellles se mêlent aux vérités les plus lumineuses.

C'est ainsi que nous payons le prix de notre légèreté d'hier, de notre manque de profondeur. Désaccoutumés de l'usage de la pensée, satisfaits de vivre au jour le jour, nous nous trouvons aujourd'hui désarmés contre la bourrasque. Nous avons mécanisé la vie, nous nous étions mécanisés nous-mêmes. Nous nous contentions de peu. La conquête d'un brin de vérité nous remplissait d'autant de joie que si nous avions conquis la vérité tout entière. Nous fuyions les efforts, il nous semblait inutile de formuler des hypothèses lointaines et de leur trouver une solution, ne serait-ce que provisoirement. Nous étions des mystiques qui s'ignoraient. Tantôt nous donnions trop d'importance à la réalité de l'instant, aux événements, tantôt nous ne leur en donnions aucune. Nous vivions dans l'abstraction, soit parce que nous faisons l'essentiel de notre vie d'un événement, de la réalité, soit parce que nous manquions complètement de sens historique et ne savions pas voir que l'avenir plonge ses racines dans le présent et dans le passé, et que, si les hommes et les jugements des hommes peuvent procéder par bonds, doivent procéder par bonds, ce n'est pas le cas de la matière, de la réalité économique et morale.

Notre devoir actuel, qui est d'instaurer un ordre en nous-mêmes, n'en est que plus grand. Le monde s'est rapproché de nous, mécaniquement, sous l'effet d'impulsions et de forces qui nous étaient étrangères.

Confusément, beaucoup voient en nous le salut. Nous avons été les seuls à préparer un avenir différent, meilleur que le présent. Ceux qui ont perdu leurs illusions, et tout

### *Lectures 131*

particulièrement cette énorme multitude que trois ans de guerre ont fait affleurer à la lumière de l'histoire et ont contrainte à participer à la vie collective, tous, attendent de nous le salut, l'ordre nouveau. Une crise spirituelle énorme a été suscitée. Des besoins dont on n'avait jamais

entendu parler sont nés chez ceux qui, jusqu'à hier, n'avaient ressenti d'autre besoin que celui de vivre et de se nourrir. Et cela précisément (comme on pouvait, du reste, le prévoir) au moment historique où s'est produite la plus grande destruction de biens que l'histoire ait jamais connue, de ces biens qui sont seuls à pouvoir satisfaire la plus grande partie de ces besoins.

Les nouvelles publications, les nouvelles revues, ne me donnent, ne peuvent me donner, aucune des satisfactions que je cherche. Ce n'est pas, du reste, une raison pour me décourager. Les satisfactions, c'est en moi-même que je dois les chercher, au plus profond de ma conscience, en ce seul endroit où peuvent s'ordonner tous les conflits, tous les troubles suscités par les stimulations extérieures. Ces livres ne sont pas autre chose pour moi que des stimulations, des occasions pour penser, pour creuser en moi-même, pour retrouver en moi-même les raisons profondes de mon existence, de ma participation à la vie du monde. Ces lectures me persuadent une fois de plus que, pour nous socialistes, un grand travail reste à accomplir : un travail d'intériorisation, un travail d'intensification de la vie morale.

On voit se dessiner toute une campagne, très intense, en faveur de la révision des programmes et des formules adoptés jusqu'ici. Ce n'est pas ce révisionnisme-là qui est nécessaire. Les erreurs qui ont pu être faites, le mal que l'on n'a pu éviter, n'ont pas eu pour cause des formules ou des programmes. L'erreur, le mal, c'était en nous qu'ils étaient, dans notre amateurisme, dans la légèreté de notre vie; ils étaient dans les mœurs politiques générales, à la perversion desquelles nous participions inconsciemment. Les formules, les programmes, restaient extérieurs, restaient lettre morte pour trop d'entre nous, nous ne les vivions pas avec intensité et avec ferveur; ils ne vibraient pas dans chaque acte de notre vie, dans chaque instant de notre pensée. Changer les formules ne veut rien dire. Ce qu'il faut, c'est que nous nous changions nous-mêmes, que change notre méthode d'action. Nous sommes empoisonnés par une éducation réformiste qui a détruit la pensée, qui a enlissé la pensée, le jugement contingent, occasionnel,

la pensée éternelle qui se renouvelle continuellement tout en se maintenant inchangée. Nous sommes des révolutionnaires en action alors que nous sommes des réformistes en pensée : nous agissons bien, et nous raisonnons mal. Nous progressons par intuitions plus que par raisonnements, et cela nous conduit à une instabilité continue, à une continue insatisfaction : nous sommes des tempéraments plutôt que des caractères. Nous ne savons jamais ce que nos camarades risquent de faire demain, nous avons perdu l'habitude de la pensée concrète, et c'est pourquoi nous ne savons décider ce qu'il faudra faire demain. Et, même si nous le savons en ce qui nous concerne, nous ne le savons pas pour ce qui est des autres, ceux qui sont nos camarades de lutte, ceux qui devront coordonner leurs efforts avec les nôtres.

Il manque un organisme à la vie complexe du mouvement prolétarien, nous le sentons bien. Il faudrait qu'existe, à côté du journal, à côté des organisations de lutte économique, à côté du parti politique, un organisme de contrôle désintéressé qui serait ce levain perpétuel de vie nouvelle, de recherche nouvelle, qui favoriserait, approfondirait, et coordonnerait les discussions, en dehors de toute contingence politique et économique.

Au cours des comptes rendus de lectures que je vais faire, ces besoins que je ressens, et que bien d'autres ressentent en même temps que moi, commenceront à se concrétiser, et, avec l'aide de camarades de bonne volonté, on envisagera une solution et on indiquera une voie à suivre.

Signé A. G., *Il Grido del Popolo*, 24 novembre 1917.

#### INTRANSIGEANCE-TOLÉRANCE INTOLÉRANCE-TRANSIGEANCE

L'intransigeance consiste à ne pas permettre que l'on adopte, pour atteindre une fin, des moyens inadaptés à cette fin et de nature différente de cette fin.

L'intransigeance est l'attribut nécessaire du caractère. C'est la seule preuve qu'une collectivité déterminée existe en tant qu'organisme social vivant, c'est-à-dire possède

#### *Intransigeance-Tolérance / Intolérance-Transigeance 133*

un objectif, une volonté unique, une maturité de pensée. Parce que l'intransigeance exige que la moindre des composantes soit cohérente avec le tout, que chaque moment de la vie sociale soit harmoniquement préétabli, que tout ait été pensé, elle exige que l'on ait des principes généraux clairs et nets, et que tout ce qu'on entreprend dépende nécessairement d'eux.

Donc, afin qu'un organisme social puisse être doté d'une discipline intransigeante, il est indispensable qu'il ait une volonté (une fin), et que cette fin soit conforme à la raison, que ce soit une fin authentique et non un objectif illusoire. Mais cela ne suffit pas; il faut que tous les individus qui constituent cet organisme soient persuadés du caractère rationnel de la fin poursuivie, afin que personne ne puisse refuser d'observer la discipline, afin que ceux qui veulent faire observer cette discipline puissent demander une telle observance comme l'accomplissement d'un devoir librement consenti, bien plus même, comme une obligation que l'opposant lui-même a contribué à établir.

De ces premières observations, il ressort à quel point l'intransigeance dans l'action suppose comme préalable nécessaire et évident la tolérance dans la discussion qui précède la décision.

Les décisions établies collectivement doivent être conformes à la raison. Une collectivité peut-elle se faire l'interprète de la raison? Il est certain que *l'unique* (1) décide plus rapidement (trouve plus vite ce qui est raisonnable, ce qui est vrai), que ne le fait une collectivité. Cela, parce que *l'unique* peut être choisi parmi les plus capables, parmi les plus aptes à dégager ce qui est raisonnable, tandis que la collectivité est composée d'éléments divers, préparés à différents degrés à saisir la vérité, à développer la logique d'une fin, à fixer les différents moments par lesquels il faut passer pour l'atteindre. Tout ceci est vrai. Mais il est également vrai que *l'individu* peut se transformer en tyran, ou être considéré comme tel, et que la discipline qu'il impose peut se désagréger, soit que la collectivité la refuse, soit qu'elle ne parvienne pas à comprendre l'utilité de l'action, alors qu'une discipline que la collectivité elle-même a fixée à ses membres, même si elle tarde à être appliquée, échoue rarement dans sa mise en œuvre.

Les membres de la collectivité doivent donc se mettre d'accord entre eux, discuter entre eux. Il faut qu'à travers la discussion, on arrive à une fusion des âmes et des

volontés. Les éléments épars de vérité que chacun peut apporter doivent se synthétiser dans ce qui est la complexe *vérité*, et être l'expression intégrale de la *raison*. Pour que cela se produise, pour que la discussion soit exhaustive et sincère, la plus grande tolérance est indispensable. Tous doivent être convaincus que telle est la *vérité*, et que, partant, il faut absolument la réaliser. Au moment de passer à l'action, tous doivent être d'accord et solidaires, car au cours de la discussion, s'est formé peu à peu un accord tacite qui fait que tous sont devenus responsables en cas d'insuccès. On ne peut être intransigeant au moment de l'action que si, dans la discussion, on s'est montré tolérant, que si les plus avertis ont aidé ceux qui l'étaient moins à admettre la *vérité*, que si les expériences individuelles ont été mises en commun, tous les aspects du problème examinés, et que si aucune illusion n'a pu se former. *[Dix-huit lignes censurées.]*

Naturellement, cette tolérance - méthode de discussion entre des hommes qui sont fondamentalement d'accord, et s'efforcent de trouver la cohérence entre leurs principes communs d'action et l'action qu'ils devront mener en commun - n'a rien à voir avec la tolérance, au sens banal du terme. Aucune tolérance ne doit être admise pour l'erreur, pour la faute. Quand on est convaincu que quelqu'un est dans l'erreur - et quand il évite la discussion, se refuse à discuter ou à apporter des arguments, sous prétexte que tout le monde a le droit de penser comme bon lui semble - on ne saurait être tolérant.

La liberté de penser n'est pas la liberté de se tromper ou de faillir. Nous ne nous opposons qu'à cette forme d'intolérance qui est le résultat de l'autoritarisme et de l'idolâtrie, parce qu'elle empêche que s'établissent des accords durables, parce qu'elle empêche que l'on fixe des règles d'action qui sont moralement obligatoires dans la mesure où tous ont librement participé à les fixer. Parce que cette forme-là d'intolérance conduit nécessairement à la transigeance, au manque de fermeté, à la décomposition des organismes sociaux *[Six lignes censurées]*.

Voilà pourquoi nous avons rapproché ces mots : intransigeance et tolérance, intolérance et transigeance.

Signé A. G.,  
Il *Grido del Popolo*, 8 décembre 1917.

*La révolution contre « Le Capital »* 135

La Révolution des bolcheviks s'est définitivement enracinée dans la révolution générale du peuple russe. Les maximalistes qui, jusqu'à ces deux derniers mois, avaient été le ferment indispensable pour que les événements ne stagnent pas, pour que la course vers l'avenir ne s'arrête pas, ce qui aurait laissé s'instaurer une forme définitive d'aménagement - qui n'aurait pas manqué d'être un aménagement bourgeois - se sont emparés du pouvoir. Ils ont établi leur dictature et sont en train d'élaborer les formes socialistes dans lesquelles la révolution devra finalement se couler pour continuer à se développer harmonieusement, sans de trop grands heurts, en s'appuyant sur les conquêtes désormais accomplies.

La matière même de la Révolution des bolcheviks est davantage l'idéologie que les faits (c'est pourquoi, au fond, peu nous importe de ne pas en savoir plus que nous n'en savons). C'est la révolution contre *Le Capital* de Karl Marx. *Le Capital* de Marx était en Russie le livre des bourgeois plus qu'il n'était celui des prolétaires. C'était, pour la Russie, la démonstration critique que devaient fatalement et nécessairement se former d'abord une bourgeoisie, commencer une ère capitaliste, s'instaurer une civilisation de type occidental, avant que le prolétariat puisse même envisager de s'ébranler, penser à ses revendications de classe, à sa révolution. Les faits ont débordé les idéologies. Les faits ont fait éclater les schémas critiques à l'intérieur desquels l'histoire de la Russie aurait dû se dérouler selon les canons du matérialisme historique. Les bolcheviks renient Karl Marx, en affirmant, grâce au témoignage de l'action accomplie et des conquêtes réalisées, que les canons du matérialisme historique ne sont pas aussi inflexibles qu'on pourrait le penser et qu'on l'a pensé 2.

Et pourtant, il y a une fatalité, même dans ces événements, et si les bolcheviks renient quelques affirmations du *Capital*, ils n'en renient pas la pensée immanente, vivifiante. Ils ne sont pas « marxistes », voilà tout. Ils n'ont pas compilé à partir des œuvres du Maître une doctrine extérieure, faite d'affirmations dogmatiques, et qu'il ne



s'agit pas de discuter. Ils vivent la pensée marxiste, celle qui ne meurt jamais, celle qui est la continuation de la pensée idéaliste italienne et allemande et qui avait été, chez Marx, altérée par des scories positivistes et naturalistes. Et cette pensée reconnaît toujours comme plus grand facteur de l'histoire, non les faits économiques bruts, mais l'homme, mais les sociétés des hommes, ces hommes qui se rapprochent entre eux, se comprennent entre eux, développent à travers tous ces contacts (qui forment la civilisation), une volonté sociale, collective; ces hommes qui comprennent les faits économiques, et les jugent, et les plient à leur volonté, jusqu'à ce que celle-ci se fasse l'élément moteur de l'économie, l'élément formateur de la réalité objective qui vit, et bouge, et devient une sorte de matière tellurique en incandescence qui peut être canalisée là où il plaît à la volonté, et comme il plaît à la volonté.

Marx a prévu le prévisible. il ne pouvait prévoir la guerre européenne, ou, plus précisément, il ne pouvait prévoir que cette guerre aurait la durée et les effets qu'elle a eus. Il ne pouvait prévoir que cette guerre, au cours de trois années de souffrances indicibles, de misères indicibles, allait susciter en Russie la volonté populaire collective qu'elle a suscitée. Une volonté d'une telle nature a *normalement* besoin, pour se former, d'un long processus d'infiltrations capillaires, d'une vaste série d'expériences de classe. Les hommes sont paresseux, ils ont besoin de s'organiser, formellement d'abord, en corporations, en ligues, puis intimement, dans leur pensée, dans leurs volontés [*lacune dans le texte*] d'une continuité et d'une multiplicité incessantes des sollicitations extérieures. Voilà pourquoi, *normalement*, les critères de critique historique du marxisme s'emparent de la réalité, l'enserrent dans leur réseau, et la rendent évidente et claire. *Normalement*, c'est à travers une lutte de classe toujours intensifiée que les deux classes du monde capitaliste créent l'histoire. Le prolétariat a conscience de sa misère actuelle, il est continuellement dans un état de malaise et il fait pression sur la bourgeoisie pour améliorer ses conditions de vie. Il lutte, il oblige la bourgeoisie à améliorer la technique de la production, à rendre la production plus utile afin qu'il soit possible de satisfaire à ses besoins les plus urgents. C'est une course essoufflante vers l'amélioration, qui accélère le rythme de la production, qui accroît continuellement la somme des biens qui serviront à la collectivité. Et, dans cette course, nombreux sont ceux qui tombent, et dont la

*La révolution contre « Le Capital »* 137

chute rend plus pressants encore les désirs de ceux qui restent, et la masse ne cesse d'être en effervescence, et de chaos-peuple elle devient toujours davantage pensée ordonnée; elle devient toujours davantage consciente de sa propre puissance, consciente de sa propre aptitude à assumer la responsabilité sociale et à devenir l'arbitre de son propre destin.

Cela, c'est ce qui se produit dans des conditions normales, quand les faits se déroulent selon un certain rythme, lorsque l'histoire est une succession d'épisodes toujours plus complexes et plus riches en signification et en valeur, mais pourtant semblables. Mais, en Russie, la guerre a eu pour effet de libérer les volontés. A travers les souffrances accumulées pendant trois ans, les volontés se sont trouvées très vite à l'unisson. La famine menaçait, la faim, la mort par la faim, pouvait frapper tout le monde, broyer d'un coup des dizaines de millions d'hommes. Les énergies se sont mises à l'unisson, mécaniquement d'abord, puis activement; en esprit, enfin, après la première révolution.

La propagande socialiste a mis le peuple russe en contact avec les expériences des autres prolétariats. La propagande socialiste fait revivre dramatiquement, -en un instant, l'histoire du prolétariat, ses luttes contre le capitalisme, la longue série des efforts qu'il lui reste à faire pour arriver à s'émanciper sur le plan des idées, des liens de la servilité qui le maintenaient jusqu'ici dans l'abjection; pour devenir conscience nouvelle, témoin actuel d'un monde à venir. La propagande socialiste a créé la volonté sociale du peuple russe. Pourquoi ce peuple devrait-il attendre que l'histoire d'Angleterre se répète en Russie, qu'en Russie se forme une bourgeoisie, que la lutte de classes soit suscitée, afin que naisse la conscience de classe et que survienne enfin la catastrophe du inonde capitaliste? Le peuple russe est Passé par toutes ces expériences en Pensée, même si ce n'est que par la pensée d'une minorité. Il a dépassé ces expériences. Il s'en sert maintenant pour s'affirmer, tout comme il se servira des expériences capitalistes pour se mettre rapidement au niveau de la production du monde occidental. L'Amérique du Nord est, pour ce qui est du capitalisme, en avance sur l'Angleterre, parce que, en Amérique du Nord, les Anglo-Saxons sont partis d'emblée du stade auquel l'Angleterre était arrivée après une longue évolution. Le prolétariat russe, avec une éducation socialiste, commencera son histoire au stade maximum de production auquel est arrivée l'Angle

terre d'aujourd'hui; car, devant commencer, il commencera au niveau de ce qui est déjà parfait ailleurs. Et, à partir de cette perfection, il recevra l'impulsion qui lui permettra d'atteindre cette maturité économique qui est, selon Marx, la condition indispensable du collectivisme. Les révolutionnaires créeront eux-mêmes les conditions nécessaires pour la réalisation *pleine et entière* de leur idéal. Ils les créeront en moins de temps que ne l'aurait fait le capitalisme. Les critiques que les socialistes ont faites au système bourgeois, et qui ont mis en évidence les imperfections et le gaspillage des richesses, serviront aux révolutionnaires à mieux faire, à éviter ces gaspillages, à ne pas tomber dans ces insuffisances. Ce sera, au début, le collectivisme de la misère, de la souffrance. Mais les mêmes conditions de misère et de souffrance auraient été reçues en héritage par un régime bourgeois. En Russie, le capitalisme ne pourrait pas, *tout de suite*, faire davantage que ce que pourra faire le collectivisme. Aujourd'hui, il ferait beaucoup moins, parce qu'il aurait *tout de suite* contre lui un prolétariat mécontent, frénétique, incapable désormais de supporter pendant des années encore les douleurs et les amertumes que le marasme économique entraînerait. Même d'un point de vue absolu, humain, l'établissement immédiat du socialisme en Russie est justifié. La souffrance qui suivra la paix ne pourra être supportée que dans la mesure où les prolétaires sentiront que c'est de leur volonté, de leur ténacité dans le travail, qu'il dépend qu'elle disparaisse le plus rapidement possible.

On a l'impression que les maximalistes ont été, dans ce moment que nous venons de vivre, l'expression spontanée, *biologiquement* nécessaire pour que la masse russe ne tombe pas dans le plus horrible délabrement, pour que la masse russe, en s'absorbant dans l'effort gigantesque, autonome, de sa propre régénération, arrive à moins réagir en loup affamé, et pour que la Russie ne devienne pas un énorme charnier où s'entre-déchirent des bêtes fauves.

Signé A. G., *Il Grido del Popolo*,  
5 janvier 1918, déjà publié le 24 décembre 1917 dans *l'Avanti !* de Milan.

*La « Critique critique»* 139

LA « CRITIQUE CRITIQUE»

Claudio Treves (1) écrit dans la *Critica sociale* un article qui rend compte d'une lettre de Léon Martov et constate « l'effrayante inculture de la nouvelle génération socialiste italienne » :

La « nouvelle génération », dit-il, a adapté la doctrine de Marx, de telle sorte que le *déterminisme* a été remplacé par le *volontarisme*, la *force formatrice* de l'instrument de

travail par la *violence*, héroïque ou hystérique, des individus et des groupes; le subjectivisme le plus frénétique flatte et applaudit les pires emphases des démagogues.

Certes, l'inculture de la « nouvelle génération » est grande. Mais elle n'est probablement pas plus grande que celle de la « vieille garde », et plus probablement encore, elle n'est pas du tout ce que Treves veut bien dire. Par exemple, la « nouvelle génération » a lu, outre le *Manifeste communiste*, le petit traité de Marx et de Engels sur la *Critique critique* (2), et il lui est apparu que les Bauer ne sont pas encore guéris de leurs vagissements pseudo-philosophiques, capables de mettre sens dessus dessous concepts et réalité. Elle a également lu et étudié les livres qui ont été écrits en Europe après la floraison du positivisme, et elle a découvert (ce qui n'est pas une bien grande découverte 1) que la stérilisation des doctrines de Marx opérée par les socialistes positivistes n'a pas été précisément un grand progrès de culture, et ne s'est pas non plus (bien entendu) accompagnée de grands progrès effectifs.

Comment s'est-il fait que la *Critica sociale* soit devenue la « Critique critique » ? Cela s'est fait par ce processus même qui provoquait l'ironie de Marx à propos de MM. Bruno Bauer~Faucher et Szeliga, rédacteurs à la *Allgemeine Literaturzeitung*: ne voyons-nous pas Treves mettre à la place de « l'homme individuel réellement existant » le « déterminisme » ou la « force transformatrice », tout comme Bruno Bauer y mettait l' « autoconscience » ? Cela s'est fait parce que Treves, en dépit de sa profonde culture, a ramené la doctrine de Marx à un schéma extérieur, à une loi naturelle, qui se réalise fatalement, hors de la volonté des hommes, hors de leur activité d'association et des forces sociales qu'une telle activité engendre,

une loi qui devient en soi facteur déterminant de progrès et élément nécessaire de nouvelles formes de production.

C'est ainsi que la doctrine de Marx est devenue la doctrine de l'inertie du prolétariat. Non point que le volontarisme (employons donc ce mot qui ne signifie pas grandchose, par commodité de langage) ait été effectivement repoussé. Mais on l'a limité à la petite escarmouche réformiste : il est devenu une banalité, l'expression des compromis ministériels, l'ambition à la petite semaine qui fait préférer l'œuf d'aujourd'hui au volatile de demain, même si, comme le dit Ruta, cet œuf n'est qu'un œuf de pou.

L'effort de prosélytisme a été abandonné (qu'importent les « simples individus »?). L'action historique du prolétariat n'a pas su s'intégrer de façon pleinement efficace dans le processus de développement de l'économie capitaliste. Même dans la perspective réformiste, l'action de la « Critique critique » a été délétère. Au nom de la banale théorie de « l'œuf de pou » on a négligé les grands problèmes nationaux qui concernent l'ensemble du prolétariat italien. Il ne faut pas oublier qu'en 1913, lorsque le Parti socialiste s'est présenté aux élections au suffrage universel avec un programme résolument libre-échangiste, la « Critique critique » a publié deux articles protectionnistes, signés de Treves et de Turati (1).

Si *L'Unità* de Gaetano Salvemini (2) n'existait pas depuis des années, Treves pourrait peut-être parler « d'inculture de la nouvelle génération socialiste ». Mais Salvemini et Mondolfo (3) (pour citer des hommes qui sont de la même tendance que Treves) ont trop souvent démontré de quoi était faite la culture de la « Critique critique », pour que les très jeunes eux-mêmes puissent se préoccuper outre mesure du reproche fait par *Very Well*.

La « nouvelle génération » se refuse donc à prendre au sérieux, non point la vieille génération, mais celle qui s'est définitivement encroûtée dans les colonnes de la « Critique critique ».

Il semble que la nouvelle génération veuille retourner à l'authentique doctrine de Marx, pour laquelle l'homme et la réalité, l'instrument de travail et la volonté, ne se désolidarisent pas, mais s'identifient dans le « moment » historique. C'est pourquoi ils pensent que les canons du matérialisme historique ne sont valables que post factum, afin d'étudier et de comprendre les événements du passé et qu'ils ne doivent pas devenir une hypothèque sur le présent et sur l'avenir, Ils ne croient certes pas que la

guerre a détruit le matérialisme historique, mais ils croient seulement que la guerre a modifié les conditions de la situation historique normale et que, de ce fait, la volonté sociale, collective, des hommes, a acquis une importance qu'elle n'avait pas dans des conditions normales. Ces conditions nouvelles sont, elles aussi, des faits économiques, elles ont donné aux systèmes de production un caractère qu'ils n'avaient pas auparavant; nécessairement, l'éducation du prolétariat s'y est adaptée, et, en Russie, cela a conduit à la dictature. *[Dix-huit lignes censurées.]*

Au fin fond des choses, la volonté existe aussi pour Treves, mais elle est défensive, non point offensive, elle est latente, et inexprimée. Il n'existe pas que cette forme de culture qui aurait pourtant pu permettre à Treves de se souvenir que Giovan Battista Vico a dit, avant Marx, que même la foi en la divine providence a joué un rôle bénéfique dans l'histoire, en se faisant aiguillon pour stimuler l'action consciente, et l'amener à déduire que la croyance au « déterminisme » pourrait bien avoir eu, elle aussi, la même efficacité, en Russie pour Lénine, ailleurs, pour d'autres.

Signé A. G., *Il Grido del Popolo*, 12 janvier 1918.

## CONSTITUANTE ET SOVIETS

La dissolution de la Constituante immédiatement après sa première réunion (1) n'est pas seulement un épisode de violence jacobine, comme se plaisent à le dire les journalistes qui n'ont encore rien compris de ce qui se passe en Russie.

La Constituante était le mythe vague et confus de la période prérévolutionnaire. Mythe intellectuel, continuation dans le futur des tendances sociales qu'on pouvait découvrir dans la partie la plus voyante et la plus superficielle des forces révolutionnaires confuses d'avant la révolution.

Ces forces se sont décantées et définies en grande partie et elles se décantent et se définissent de mieux en mieux chaque jour. Elles sont en train d'élaborer spontanément, librement, selon leur nature intrinsèque, les formes de

représentation au travers desquelles la souveraineté du prolétariat devra s'exercer. Ces formes de représentation ne sont pas reconnues dans la Constituante, c'est-à-dire dans un parlement de type occidental, élu selon les systèmes des démocraties occidentales. Le prolétariat russe nous a offert un premier modèle de représentation directe des producteurs - les Soviets. Aujourd'hui, la souveraineté est retournée aux Soviets. Définitivement? Le manque absolu d'informations sur ce qui se pense et se soutient sur la question dans les milieux prolétaires russes, n'autorise aucune réponse.

Nous ne connaissons que l'aspect extérieur des événements, nous ne connaissons pas l'esprit intime qui les anime. Nous ne voyons, dans la dissolution de la Constituante que l'apparence violente, que le coup de force. Jacobinisme? Le jacobinisme est un phénomène entièrement bourgeois, de minorités qui sont bourgeoises, même en puissance. Une minorité qui est sûre de devenir majorité absolue sinon franchement la totalité des citoyens, ne peut être jacobine, ne peut avoir comme programme la dictature perpétuelle. Elle exerce provisoirement la dictature pour permettre à la majorité effective de s'organiser, de prendre conscience de ses nécessités intrinsèques, d'instaurer son ordre en dehors de tout apriorisme, selon les lois spontanées de cette nécessité. [*Quatre lignes censurées.*]

Sans signature, *Il Grido del PoPolo*, 26 janvier 1918.

## L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET LE SOCIALISME (1)

C'est parce qu'il se présente comme étant le reflet d'une importante fraction du mouvement socialiste turinois que nous publions cet article d'un jeune camarade, Nous renonçons d'emblée à l'intégrer dans le courant de l'histoire des idées ou dans celui de l'expression des idées. Nous l'examinons en lui-même, et pour ce qu'il vaut, précisément comme l'expression de convictions qui peuvent être collectives, et entraîner des prises de position particulières.

*L'organisation économique et le socialisme* 143

Bien que d'accord dans l'ensemble avec un grand nombre des affirmations du camarade R. F., nous croyons que quelques-uns de ses jugements sont erronés, ainsi que les conclusions qu'il en tire. La distinction entre politique et économie, entre organisme politique et milieu social, telle que la fait la critique syndicaliste, ne nous apparaît que comme une abstraction théorique de la nécessité empirique, toute pratique, de scinder provisoirement l'unité active sociale afin de mieux pouvoir l'étudier, afin de mieux la comprendre. Lorsqu'on analyse un phénomène, on est obligé,

ainsi l'exige la recherche, de réduire ce phénomène à ce qu'on appelle ses éléments, chacun d'entre eux n'étant en réalité pas autre chose que le phénomène lui-même, vu sous un angle plutôt que sous un autre, et dans la perspective d'un objectif donné plutôt que d'un autre. Mais la société, comme l'homme, est toujours essentiellement une unité historique et idéale qui se développe en se reniant et en se dépassant continuellement. Politique et économie, milieu et organisme social, ne font qu'un, toujours, et c'est un des plus grands mérites du marxisme que d'avoir affirmé cette unité dialectique. Il se trouve que, syndicalistes et réformistes, par une commune erreur de pensée, se sont spécialisés dans des branches différentes du langage empirico-socialiste (1). Les uns ont arbitrairement détourné de l'unité de l'activité sociale le terme *économie*, les autres ont fait de même pour le terme *politique*. Les uns se fossilisent dans l'organisation professionnelle, et, du fait de la déformation initiale de leur pensée, font de la mauvaise politique et de l'exécrable économie, les autres se fossilisent dans les pratiques parlementaires, législatives, et, pour les mêmes raisons, ils font de la mauvaise politique et de l'exécrable économie. Ce sont ces déviations qui font le succès et la nécessité du socialisme révolutionnaire, qui ramène l'activité sociale à son unité, et s'efforce de faire une politique et une économie tout court, sans adjectif. Ce qui signifie qu'il aide à se développer et à prendre conscience de leur propre valeur les énergies prolétariennes et capitalistes spontanées, libres, historiquement nécessaires, afin que, de leur antagonisme, se dégagent des synthèses provisoires toujours plus accomplies et parfaites, qui devront converger vers l'acte, vers le fait ultime qui les résumera toutes et ne laissera subsister aucun résidu de privilèges ou d'exploitation. Cette activité historique, faite d'oppositions, ne débouchera pas sur un *État corporatiste comme celui*



dont rêvent les syndicalistes, ni sur un État ayant monopolisé la production et la distribution, comme celui dont rêvent les réformistes, mais bien sur une *organisation* de la liberté de tous, au profit de tous, qui n'aura aucun caractère stable et défini, mais sera une recherche continuelle de formes nouvelles, de rapports nouveaux sans cesse adaptés aux besoins des hommes et des groupes, afin que toutes les initiatives soient respectées, pourvu qu'elles soient utiles, et toutes les libertés sauvegardées, pourvu qu'elles ne soient pas des privilèges. Ces considérations trouvent une confirmation palpitante de vie dans la Révolution russe, qui a été essentiellement, jusqu'ici, un effort titanesque pour qu'aucune des conceptions statiques du socialisme ne s'impose définitivement, barrant la route à la révolution et la ramenant fatalement à un régime bourgeois qui, s'il était libéral et libériste, risquerait d'offrir de plus grandes garanties d'historicité que ne le ferait un régime corporatiste ou un régime centralisateur, basé sur le culte de l'État.

Il n'est donc pas juste d'affirmer qu'une activité politique est socialiste du seul fait qu'elle émane d'hommes qui se disent socialistes. De la même façon, on pourrait dire de toute autre activité qu'elle est ce qu'on dit qu'elle est, pour la seule raison que les hommes qui la déploient s'attribuent le qualificatif correspondant (1).

Nous ferions beaucoup mieux d'appeler la mauvaise politique de son vrai nom de *Camorra*, et de ne pas nous laisser illusionner par les camorristes au point de renoncer à une activité qui est un des éléments constitutifs indispensables à notre mouvement. Du reste, Kautsky a pertinemment observé que la phobie politique et parlementaire est une faiblesse petite-bourgeoise, une faiblesse de paresseux qui se refusent à faire l'effort nécessaire pour contrôler leurs propres représentants, pour ne faire qu'un avec eux, et pour agir en sorte que ce soient ces derniers qui ne fassent qu'un avec eux.

Sans signature,  
Il *Grido del Popolo*, 9 février 1918.

*Notre Marx* 145

## NOTRE MARX

Sommes-nous marxistes? existe-t-il des marxistes? Stupidité, toi seule es immortelle ! Il est probable que cette question va être de nouveau posée, ces jours-ci, à l'occasion du centenaire (1), et qu'elle fera couler des fleuves d'encre et d'insanités. Le radotage et le byzantinisme sont l'impérissable héritage des hommes. Marx n'a pas écrit une petite doctrine de rien du tout; ce n'est pas un messie qui a légué à la postérité un chapelet de paraboles grosses d'impératifs

catégoriques, de règles indiscutables, absolues, hors des catégories d'espace et de temps. Son seul impératif catégorique, sa seule norme, la voici : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous 1 » La nécessité de s'organiser, l'action militante en faveur de cette organisation, et de cette nécessaire association, devraient donc permettre de distinguer marxistes et non-marxistes. C'est à la fois trop et trop peu : qui, à ce compte, ne serait marxiste ?

Pourtant il en est ainsi : tout le monde est marxiste, un peu, sans le savoir. Marx a été grand, son action a été féconde, non point tant parce qu'il a inventé à partir de rien, non point tant parce qu'il a tiré de son imagination une vision originale de l'histoire, mais bien parce que le fragmentaire, l'inachevé, tout ce qui n'était pas encore mûr, est devenu chez lui maturité, système, prise de conscience. Sa prise de conscience personnelle peut devenir celle de tout le monde, elle est déjà devenue celle de beaucoup : voilà pourquoi ce n'est pas seulement un penseur, mais un homme d'action; il est aussi grand dans l'action que dans la pensée, ses livres ont transformé le monde, tout comme ils ont transformé la pensée.

Marx, c'est l'entrée de l'intelligence dans l'histoire de l'humanité, c'est l'avènement de la conscience.

Son œuvre coïncide précisément avec le moment où se déroule la grande bataille entre Thomas Carlyle et Herbert Spencer, à propos de la fonction de l'homme dans l'histoire. Carlyle : le héros, la forte individualité, synthèse mystique d'une communion spirituelle, qui conduit l'humanité vers un port inconnu, évanescent, dans le chimérique pays de la perfection et de la sainteté.

Spencer (2) : la nature, l'évolution, abstraction mécanique

et sans âme. L'homme : atome d'un organisme naturel qui obéit à une loi, abstraite en tant que telle, mais qui se fait historiquement concrète chez les individus : l'utile immédiat.

Marx se plante dans l'histoire avec la solide stature d'un géant. Ce n'est ni un mystique, ni un métaphysicien positiviste : c'est un historien; c'est l'interprète des documents du passé, de tous les documents, et non pas seulement d'une partie d'entre eux.

Le défaut intrinsèque des histoires, des recherches sur les événements humains, était de n'examiner et de ne prendre en considération qu'une partie des documents. Et cette partie n'était pas choisie selon des critères historiques, mais avec un préjugé qui était partisan, même s'il l'était inconsciemment et en toute bonne foi. Les recherches avaient pour but non la vérité, l'exactitude, la reconstitution intégrale de la vie du passé, mais la mise en évidence d'une activité privilégiée, la mise en valeur d'une thèse préconçue. L'histoire était le domaine des seules idées. L'homme était considéré en tant qu'esprit, en tant que conscience pure. Deux conséquences erronées découlaient de cette conception : les idées mises en valeur n'étaient souvent qu'arbitraires, fictives, les faits auxquels on donnait de l'importance étaient de l'anecdote, non de l'histoire. S'il est arrivé qu'on ait écrit de l'histoire au vrai sens du mot, on le doit à l'intuition géniale de quelques individus et non à une activité scientifique systématique et consciente.

Avec Marx, l'histoire continue à être le domaine des idées, de l'esprit, de l'activité consciente des individus isolés ou groupés. Mais les idées, l'esprit, prennent consistance, perdent leur caractère arbitraire, cessent d'être de fictives abstractions religieuses ou sociologiques. Leur substance même est dans l'économie, dans l'activité pratique, dans les systèmes et dans les rapports de production et d'échange. L'histoire, en tant qu'événement, est pure activité pratique (économique et morale). Une idée se réalise, non dans la mesure où elle est logiquement cohérente avec la vérité pure, avec l'humanité pure (qui n'existe qu'en tant que programme, en tant que but éthique général des hommes), mais dans la mesure où elle trouve dans la réalité économique sa justification, l'instrument qui lui permet de s'affirmer. Pour connaître avec exactitude quelles sont les fins historiques d'un pays, d'une société, d'un groupe, il importe avant tout de connaître quels sont

les systèmes et les rapports de production et d'échange de ce pays, de cette société. Faute de cette connaissance, on pourra compiler des monographies partielles, des dissertations utiles pour l'histoire de la culture, on pourra saisir des reflets annexes, des connaissances lointaines, on ne fera pas pour autant de l'histoire, on ne parviendra pas à extirper le noyau même de toute la solide compacité de l'activité pratique.

Les idoles s'écroulent du haut de leurs autels, les divinités voient se dissiper les nuages d'encens parfumé. L'homme acquiert la conscience de la réalité objective, il devient maître du secret qui fait jouer la succession réelle des événements; l'homme se connaît lui-même, il sait ce que peut valoir sa volonté individuelle, et comment elle peut être rendue puissante dans la mesure où, en obéissant à la nécessité, en s'y soumettant, elle finit par dominer cette nécessité même, en l'identifiant avec le but qu'elle poursuit. Qui donc se connaît soi-même? non point l'homme en général, mais celui qui subit le joug de la nécessité. Rechercher l'essence de l'histoire, la déterminer dans le système et dans les rapports de production et d'échange, permet de découvrir comment la société des hommes est scindée en deux classes. La classe qui détient les moyens de production se connaît déjà nécessairement elle-même, elle a conscience, ne serait-ce que confusément et fragmentairement, de sa puissance et de sa mission. Elle poursuit des objectifs individuels, et elle les réalise au moyen de son organisation, froidement, objectivement, sans s'inquiéter de savoir si sa route est jonchée de corps exténués par la faim ou tombés sur les champs de bataille.

L'instauration de la véritable causalité historique acquiert pour l'autre classe une valeur de révélation, elle devient principe d'ordre pour l'immense troupeau sans berger. Le troupeau acquiert conscience de soi, de la tâche qu'il lui faut, dans l'immédiat, accomplir afin de s'affirmer en tant qu'autre classe; il acquiert conscience que les buts individuels qu'il poursuit resteront soumis au pur hasard, ne seront que de vains mots, ne seront qu'une velléité creuse et prétentieuse, tant qu'il n'aura pas en main les moyens de production, tant que ce qui West que velléité ne se sera pas transformé en volonté.

S'agit-il donc de volontarisme (1) ? C'est un mot qui ne signifie rien, ou bien est employé dans le sens de « bon plaisir ». Marxistement parlant, volonté signifie conscience du but, ce qui signifie, à son tour, notion exacte de ses

propres possibilités et des moyens dont on dispose pour les exprimer dans l'action. C'est pourquoi cela signifie en premier lieu que l'on détermine, que l'on identifie bien quelle est la classe à laquelle on appartient, et que la vie politique de ladite classe soit indépendante de celle de l'autre classe, qu'il y ait une organisation homogène et disciplinée, tendue vers ses propres objectifs spécifiques, sans déviations ni hésitations. Cela signifie qu'on aille en droite ligne vers l'objectif final, sans s'égarer à folâtrer sur les vertes pelouses de la fraternité cordiale, attendris par les tendres gazons et les suaves déclarations d'estime et d'amour.

Mais l'adverbe *marxistement* est inutile; bien plus, il peut provoquer l'équivoque, ou des débordements fats et verbeux. *Marxiste, marxistement*, adjectif et adverbe sont aussi usés que des monnaies qui ont passé entre trop de mains.

Pour nous, Karl Marx est un maître de vie spirituelle et morale, et non un berger brandissant sa houlette. C'est celui qui secoue les paresse mentales, qui réveille les bonnes énergies qui sommeillent et doivent s'éveiller pour le bon combat. C'est un exemple de ce travail intense et tenace qui permet d'atteindre à la claire honnêteté des idées, à la solide culture nécessaire afin de ne pas parler dans le vide, à coups d'abstractions. C'est un bloc monolithique d'humanité éclairée et pensante, qui ne s'écoute pas parler, ne pose pas la main sur son cœur quand il s'agit de sentir, mais construit des syllogismes d'acier qui saisissent la réalité dans son essence, et la dominent, qui pénètrent dans les cerveaux, ébranlent les strates de préjugés et d'idées fixes, trempent le caractère moral.

Karl Marx n'est pour nous, ni l'enfantelet qui vagit dans son berceau, ni l'homme barbu qui fait peur aux sacristains. Il ne se ramène à aucun des épisodes anecdotiques de sa biographie, à aucun des gestes éclatants ou grossiers de son apparente animalité humaine.

C'est un cerveau pensant, vaste et serein, c'est un moment individuel de cette séculaire recherche angoissée que mène l'humanité afin de prendre conscience de son être et de son devenir, afin de saisir le rythme mystérieux de l'histoire et de dissiper le mystère; afin d'être plus forte au moment de penser et d'agir. C'est une partie nécessaire et intégrante de notre esprit qui ne serait pas ce qu'il est si Marx n'avait pas vécu, n'avait pas pensé, n'avait pas

#### *L'intransigeance de classe et l'histoire italienne 149*

fait jaillir de lumineuses étincelles du choc de ses passions et de ses idées, de ses misères et de ses idéaux.

En glorifiant Karl Marx pour le centenaire de sa naissance, le prolétariat international se glorifie lui-même, c'est sa propre force consciente, c'est le dynamisme de son agressivité conquérante, qui commencent à saper le bastion du privilège et se préparent à la lutte finale qui viendra couronner tous les efforts et tous les sacrifices.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 4 mai 1918.

#### L'INTRANSIGEANCE DE CLASSE ET L'HISTOIRE ITALIENNE

*La Stampa* vient encore de publier deux articles sur la « dissension socialiste (1) ». *La Stampa* insiste sur le caractère purement « culturel » et de stricte information qu'ont ces articles.

Quel désintéressement admirable, quelle bonne volonté toute franciscaine appliquée à informer et à éduquer la nation italienne!

Mais n'insistons pas. Préoccupons-nous plutôt de la solide substance des faits, des conséquences réelles que peuvent avoir pour la vie politique et pour l'histoire italienne les attitudes des groupes engagés, au sein de notre parti, dans la polémique qui oppose « intransigeants » et « relativistes ».

Pratiquement, *La Stampa* s'est portée au secours du groupe parlementaire. L'offensive contre les intransigeants est conduite habilement, avec la dextérité sournoise qui est le propre des partisans de Giolitti. Les articles de *La Stampa* sont signés par un « sympathisant », ce qui est bien utile pour endormir le sens critique des lecteurs prolétaires. Ils sont écrits par un homme de talent, rompu au langage critique marxiste, par un homme supérieurement cultivé, dressé à l'art subtil de distinguer les concepts et de les classer selon les critères de la plus récente philosophie idéaliste. Ce « sympathisant » est devenu, par la logique naturelle des choses et des valeurs, le théoricien des *collaborationnistes*. Des trois articles jusqu'ici publiés

essaiment à foison les arguments polémiques, les raisonnements, les associations d'idées, qui, repris dans des articles et bien plus encore dans les conversations privées, viendront au secours de la théorie relativiste.

C'est pourquoi nous croyons nécessaire de soumettre à une critique minutieuse l'ensemble d'une telle démonstration. Il nous faudra malheureusement être longs, mais les lecteurs qui nous suivront jusqu'au bout pourront se convaincre que cela en valait la peine, ils pourront se convaincre que la polémique entre la direction de *l'Avanti !* et les *collaborationnistes* va plus loin qu'une petite escarmouche sur la tactique parlementaire et sur la discipline du parti, qu'elle est en fait le prélude d'une formidable bataille dans laquelle seront engagés [une ligne censurée] une vingtaine d'années de la future histoire italienne.

Voici quel est, dans les termes que *La Stampa* attribue aux *relativistes*, le cœur même de la discussion :

« Les partis interventionnistes sont en train de s'emparer, petit à petit, de tous les pouvoirs, de tous les rouages de l'État, en en prenant le contrôle et la direction, ouvertement ou indirectement. En outre, ils se servent de ce contrôle sur les pouvoirs de l'État, de cette progressive annexion de la puissance de l'État par leur parti au point d'en arriver à identifier l'organisation même de l'État avec l'organisation de leur parti; ceci en vue d'affaiblir, de désarticuler, de réduire à l'impuissance l'instrument politique de la classe laborieuse qui est le Parti socialiste.»

C'est ainsi que raisonnent les *collaborationnistes*, et *La Stampa* d'applaudir. Parce que les premières et les seules victimes du phénomène « annexionniste » sont Giolitti et son parti, parce que le phénomène « annexionniste » marque pour l'Italie l'avènement d'une nouvelle forme de gouvernement, qui présuppose un État de classe, devant lequel tous les partis bourgeois sont égaux et se trouvent dans les mêmes conditions de départ; c'est le commencement d'une ère démocratique, née, non de la bonne volonté de l'un ou de l'autre parti, mais de l'inexorable logique des événements. La position privilégiée du gouvernement giolittien est compromise, un autre parti a réussi à se maintenir au pouvoir plus longtemps qu'on n'aurait pu le présumer, et il est en train de chercher à s'y installer durablement. Dans de pareils cas, et l'histoire des partis en Angleterre peut nous servir d'exemple, la logique de l'histoire a conduit à l'excellent résultat que voici : sous les coups de la concurrence impitoyable que se livrent deux partis également forts et qui redoutent réciproquement l'hégémonie de

l'autre, l'État se décharge de son fardeau de fonctions encombrantes, l'administration se décentralise, la bureaucratie atténue sa tyrannie, les pouvoirs conquièrent leur indépendance. L'État perd son armature féodale, despotique, militariste, et il s'organise en sorte que la dictature d'un chef de parti soit impossible mais qu'il y ait toujours pour ceux qui représentent l'essentiel des forces politiques et économiques du pays la possibilité de se succéder, de se relayer au pouvoir, afin de donner une impulsion aux énergies naturelles et spontanées, nées de l'activité économique et afin de faire échec au développement anormal des couches parasites qui trouvent dans la politique le point de départ de leur activité économique et dans le superprivilège leur unique raison d'exister.

### *Classe, État, parti*

Que représente donc l'État pour les socialistes? L'État est l'organisation économique-politique de la classe bourgeoise. L'État est la classe bourgeoise dans sa force concrète actuelle.

La classe bourgeoise n'est pas une entité hors de l'État. A la faveur du principe et du jeu de la libre concurrence naissent et se constituent continuellement de nouveaux groupes de producteurs capitalistes qui viennent sans cesse s'ajouter au potentiel économique du régime. Chaque groupe voudrait sortir de la déchirante lutte de la concurrence en imposant son monopole. L'État amène à composition, sur le plan juridique, les dissensions intérieures des classes, les désaccords entre intérêts opposés, il unifie les couches et modèle l'aspect de la classe tout entière. Avoir le gouvernement, le pouvoir, c'est sur ce point que s'affirme la concurrence entre couches diverses. Le gouvernement est le prix qui revient au parti, à la couche de la bourgeoisie qui se montre la plus forte, qui, avec cette force, conquiert le droit de régenter le pouvoir de l'État, de l'orienter vers des objectifs déterminés, de le modeler essentiellement selon ses programmes économiques et politiques,

Face à l'État, les partis bourgeois et le Parti socialiste ont une position absolument différente.

Les partis bourgeois sont, soit les porte-parole de certaines catégories de producteurs, soit des essaims de mouches du coche qui n'arrivent même pas à piquer l'épiderme de la solide équipe gouvernementale, mais bourdonnent force mots et sucent le miel du favoritisme.



Le Parti socialiste, lui, n'est pas l'organisation d'une couche sociale, mais celle d'une classe : il est morphologiquement différent de tout autre parti. Ce n'est que dans l'État, expression de l'ensemble de la classe bourgeoise, qu'il peut reconnaître son homologue antagonique. Il ne saurait entrer en concurrence pour la conquête de l'État, ni directement ni indirectement, sans se suicider, sans se dénaturer et se transformer en simple couche politique, coupée de l'activité historique du prolétariat, sans se transformer en un essaim de mouches du coche qui bourdonnent autour de l'écuelle de blanc-manger où elles resteront engluées et périront sans gloire.

Le Parti socialiste ne conquiert pas l'État, il le remplace; il remplace le régime, il abolit le gouvernement des partis, il met à la place de la libre concurrence l'organisation de la production et des échanges.

*L'Italie a-t-elle un État de classe?*

Dans les discussions et les polémiques, il arrive trop souvent que les mots se superposent à la réalité historique. Quand nous parlons de l'Italie, nous nous servons des mots : capitalistes, prolétaires, États, partis, comme s'ils représentaient des entités sociales ayant atteint la plénitude de leur maturité historique, ou du moins une maturité déjà appréciable, comme c'est le cas dans les pays économiquement avancés. Mais en Italie, le capitalisme en est à ses tout débuts, et la loi extérieure ne correspond nullement à la réalité. La loi est un badigeon moderne plaqué sur un édifice vétuste, elle n'est pas le produit d'une évolution économique, elle est un produit du mimétisme politique international, celui d'une évolution intellectuelle, celui de la jurisprudence et non celui de l'instrument de travail.

Giuseppe Prezzolini le remarquait récemment à propos de la polémique sur la « démocratie (1) ». Sous une teinture, purement superficielle, de législation démocratique, l'État italien a conservé la substance et l'armature d'un État despotique (notons qu'on peut dire la même chose de la France).

Il existe un régime bureaucratique centraliste, fondé sur le système tyrannique napoléonien, conçu pour opprimer et niveler toute énergie et tout mouvement spontané.

La politique étrangère est archisécète : non seulement les tractations n'en sont pas publiques, mais les pactes

*L'intransigeance de classe et l'histoire italienne 153*

eux-mêmes ne sont pas portés à la connaissance des intéressés.

L'armée était (ceci jusqu'à la guerre qui en a nécessairement fait éclater la structure vétuste) une armée de métier, ce n'était pas la nation en armes.

Il y a une religion d'État ' appointée, aidée par l'État, et non la séparation laïque et l'égalité -de tous les cultes.

S'il arrive qu'il y ait des écoles, les maîtres, qui, du fait de la médiocrité des rétributions qu'ils reçoivent, sont recrutés dans les rangs d'un petit groupe de besogneux, ne sont pas à la hauteur de leur tâche d'éducateurs de la nation.

Jusqu'aux dernières élections, le suffrage est resté restreint 1, et aujourd'hui encore il est bien loin de donner à la nation la possibilité d'exprimer sa volonté.

Il subsiste des institutions féodales, encore vigoureuses, comme le latifundium, inaliénable de fait sinon de droit, comme le droit coutumier communal, ou comme le fonds pour le culte qui a transformé la dépendance féodale des biens vis-à-vis de l'Église en un revenu assuré et exempt de tout aléa.

La libre concurrence, principe essentiel de la bourgeoisie capitaliste, n'est pas encore parvenue à effleurer les plus importantes activités de la vie nationale. C'est ce qui fait que les formes politiques ne sont que de simples superstructures arbitraires, inefficaces et stériles quant aux résultats.

Les pouvoirs sont encore indifférenciés et interdépendants, les grands partis organisés représentant la bourgeoisie agraire et la bourgeoisie industrielle font défaut. [Huit *lignes censurées.*]

L'État de classe, qui, en faisant alterner au pouvoir les grands partis représentatifs des grands intérêts des catégories productrices, est l'aboutissement de l'efficacité du principe de libre concurrence, n'existe donc pas. Ce qui a existé, c'est la dictature d'un homme qui était le représentant des intérêts politiques restreints de la région piémontaise 2 et qui a imposé à l'Italie, pour maintenir son unité, un système de domination coloniale centralisée et despotique. Le système se désagrège, de nouvelles forces bourgeoises ont fait leur apparition et ont pris de la vigueur; elles veulent que soit reconnue à leurs intérêts la possibilité de s'affirmer et de se développer. L'interventionnisme est contingence, le pacifisme est contingence, la guerre passera; ce qui est en péril pour l'avenir, c'est l'État des

potique giolittien, c'est la masse des intérêts parasites qui se sont plaqués sur cet État d'un vieux type, c'est la vieille bourgeoisie faisandée qui sent son super-privilège menacé par cette fermentation de jeunesse bourgeoise qui veut sa place au gouvernement, qui veut s'insérer dans le jeu de la libre concurrence politique, et qui, indubitablement, à condition que l'évolution ne soit pas freinée par un fait nouveau, rajeunira l'État, se débarrassera de toutes les friperies traditionnelles, parce que l'État démocratique n'est pas un produit de la générosité du cœur ou de la bonne éducation, mais une nécessité vitale de la grande production, des échanges intensifs, de la concentration de la population au sein des villes capitalistes modernes.

*Ce qui est sous-entendu \**

Tels sont les termes de la situation historique. La coalition giolittienne, en vingt ans de dictature sans contrôle, a fait illusion par des largesses formelles de liberté; mais en fait, elle a consolidé l'État despotique cher à feu Emmanuel-Philibert. L'arme de sa puissance, de sa dictature, est tombée entre les mains du groupe adverse (nous n'appellerons parti ni l'un ni l'autre, car aucun des deux n'a de profil politique ni économique), et voilà que ce groupe a gardé cette arme plus longtemps qu'on n'aurait cru, et qu'il s'en sert, et qu'il la modèle à sa guise et qu'il la tourne contre ceux qui en sont les anciens maîtres. Si la lutte se maintient entre les couches, entre les groupes de la bourgeoisie, l'État nouveau, un État libéral, naîtra du heurt violent des deux parties, ce sera le début de l'ère des partis, les grands partis se constitueront, les petites dissensions disparaîtront, absorbées par les intérêts supérieurs.

Les giolittiens veulent éviter le heurt, ils ne veulent pas livrer bataille sur de grands programmes institutionnels,

\* Dans un quatrième article publié aujourd'hui (17 mai) La Stampa traite explicitement d'une possibilité de collaboration pour la paix. La Stampa est d'avis d'ajourner la discussion et d'attendre que les temps soient mûrs. Quant à nous, vu la constitution démocratique du parti, nous croyons au contraire que les sections et les cercles doivent discuter à fond sans attendre et imposer au parti, même sur le problème de la paix, une ligne ferme et résolue, de lutte de classe intransigeante. Il est inutile de se laisser surprendre dans la dispersion - le groupe parlementaire pourrait en profiter pour semer le trouble dans le parti et accéder à un pseudo-pouvoir. Ce serait un gigantesque « marché de dupes », qui liquiderait le parti pour quelques dizaines d'années : ce serait le triomphe du parlementarisme « réaliste »... (*Note de Gramsci.*)

qui risqueraient d'enflammer le climat politique de la nation; le dieu des bourgeois sait bien si la nation a ou non besoin de nouvelles situations brûlantes et quels contrecoups un heurt aussi formidable pourrait avoir dans le prolétariat! Les giolittiens veulent éviter le heurt et résoudre dans le cadre parlementaire le problème qui les harcèle. Ils continuent ainsi à être fidèles à leur tradition qui est de rapetisser tout grand problème, d'écarter le pays de la vie politique, d'éviter tout contrôle par l'opinion publique. Les giolittiens sont en minorité. Et voici que les députés socialistes partent à la chasse aux papillons, voici que les sirènes se mettent à chanter de nostalgiques couplets sur la liberté, sur le contrôle parlementaire, et sur la nécessité de collaborer pour se mettre en mouvement, agir, sortir de l'inertie.

Et *La Stampa* de venir à la rescousse avec les articles du «sympathisant», lequel met au service de la mauvaise cause cette culture de fraîche date qui fait malheureusement défaut aux représentants du prolétariat au Parlement, et de prêter à ces derniers un «réalisme», un hégélianisme marxiste dont ils n'ont même jamais entendu parler. Voici que les intransigeants sont présentés comme des mystiques rêveurs, de vains contemplateurs d'abstractions, voire carrément des idiots, sous prétexte que leur conception ne serait basée que sur l'hypothèse simpliste et gratuite que «les travailleurs reviendront des tranchées, après la paix, avec la volonté délibérée et la capacité politique de réaliser le socialisme». L'intransigeance est présentée comme une inertie mentale et politique; on fait allusion aux *meilleures positions* que le prolétariat pourrait conquérir. Et un sous-entendu domine, souverain, séducteur, fascinant, du fait même qu'il n'est pas formulé; et on dirait que les périodes sèches et nerveuses en deviennent toutes gonflées de significations mystérieuses : on veut insinuer que c'est à coups de marchandages parlementaires que l'on pourra résoudre le problème de la liquidation de la guerre et les problèmes de la paix. C'est là le thème dominant, et il est passé sous silence. C'est grâce à lui, tout spécialement grâce à lui, qu'on espère créer dans le prolétariat une atmosphère de malaise intellectuel, émousser le sens critique de classe, afin de faire pression sur les organismes directeurs du parti et d'aboutir, à défaut d'une acceptation enthousiaste ou même seulement froide de l'alliance, à ce que le groupe parlementaire soit provisoirement dégagé de la nécessité d'observer la discipline.

Ce qui compte, c'est l'action parlementaire, c'est l'élection qui porterait les giolittiens au pouvoir. C'est ainsi qu'on exerce l'intervention directe du prolétariat : l'exemple de la Russie et de la misérable fin de la bourgeoisie anti-tsariste épouvante ces âmes craintives de démocrates troglodytes, de parasites, tout juste capables de ronger en cachette les caisses de l'État et de distribuer des lois à deux sous et des faveurs, tout comme les moines distribuent de la soupe aux pâtes à la valetaille teigneuse.

### *Réalisme et empirisme*

La conception que *La Stampa* prête aux relativistes est au fond puérile, même sur le plan théorique. La collaboration ne peut se justifier ni par des raisons contingentes, ni à coups de théories logiques. C'est une erreur historique et c'est une erreur de logique.

Le réalisme de la collaboration de classe est pur empirisme. Il est à l'intransigeance ce qu'un vétérinaire est à Auguste Murri (1).

« L'histoire, selon *La Stampa*, montre comment l'opposition entre deux thèses sociales, - c'est-à-dire l'antithèse de classe - s'est toujours résolue en une synthèse, de laquelle est toujours aliénée une partie de *ce qui lut* et dans laquelle entre toujours davantage *ce qui sera*, jusqu'à ce que l'utopie, à travers des transformations progressives, devienne réalité et accueille dans sa forme une nouvelle constitution sociale qui lui correspond. »

L'histoire, il est vrai, nous montre ceci, mais elle ne montre pas que la « synthèse » (*ce qui sera*) ait été déjà fixée antérieurement, par contrat. Anticiper sur la synthèse historique est puérilement arbitraire, hypothéquer l'avenir avec un contrat entre les classes, c'est faire de l'empirisme, ce n'est pas avoir le sens vivant de l'histoire. En nous servant de mots plus simples, nous avons fait dans le dernier numéro du *Grido* le même raisonnement 2 :

« Une partie des fins dernières (utopie) se réalise quotidiennement (*ce qui sera*); cette partie n'est pas déterminable *a priori*, parce que l'histoire n'est pas un calcul mathématique, cette partie est le résultat dialectique des activités sociales où les buts derniers poursuivis sont en continuelle concurrence. Ce n'est que si cette poursuite des buts derniers est menée avec la méthode de l'intransigeance, que la dialectique est histoire et non puéril arbitraire, résultat concret et non erreur *qu'il* faudrait ensuite effacer et corriger. »

Pour dire la même chose plus clairement encore : l'intransigeant et le relativiste disent tous deux : « Pour faire jaillir l'étincelle, il faut battre le briquet contre le silex. » Mais au moment où l'intransigeant va battre le briquet, le relativiste dit : « Ne bouge pas, l'étincelle, c'est moi qui l'ai dans la poche. » Il craque une allumette et ajoute : « Voici que l'étincelle qui aurait pu jaillir du choc du briquet, est désormais inutile », et il allume son cigare. Mais qui donc peut prendre un si misérable jeu de passe-passe. pour le sens hégélien de l'histoire, pour la pensée marxiste?

### *La fonction du prolétariat*

Tout comme le Parti socialiste, organisation de la classe prolétarienne, ne peut entrer en concurrence pour la conquête du gouvernement, sans perdre sa valeur intrinsèque et se transformer en un essaim de mouches du coche, il ne peut collaborer avec une des couches de la bourgeoisie parlementaire organisée sans faire du gâchis, en provoquant de pseudo-actes qu'il faudra ensuite annuler et corriger. Le marasme politique que la collaboration de classes détermine vient de la dilatation exacerbée d'un parti bourgeois qui, non content de détenir l'État, se sert également de la classe antagoniste et devient ainsi un chimérique animal, mi-bouc mi-cerf, monstre historique sans volonté ni buts définis, uniquement préoccupé de conserver cet État dans lequel il s'incruste comme de la rouille. L'activité de l'État se limite alors à l'application de la pure jurisprudence, à l'apaisement formel des conflits, elle n'atteint jamais l'essentiel ; l'État devient une de ces charrettes de bohémiens qui tiennent à grand renfort de tasseaux et de chevilles, un mastodonte monté sur quatre petites roulettes.

Le Parti socialiste, s'il veut continuer à exister, et s'il veut devenir toujours plus l'organe exécutif du prolétariat, doit appliquer et faire respecter par tous la méthode de la plus implacable intransigeance. Les partis bourgeois, s'ils veulent accéder au gouvernement avec leur seule force intrinsèque, doivent évoluer, entrer en contact avec le pays, mettre fin à leurs dissensions mesquines, acquérir une physionomie politique et économique qui les caractérise. S'ils n'y consentent pas, comme aucun parti. n'est capable, à lui tout seul, de se maintenir au pouvoir, on verra s'instaurer une crise permanente et dangereuse,

à la faveur de laquelle le prolétariat, solide et compact, accélérera son ascension et son évolution.

L'intransigeance n'est pas de l'inertie, parce qu'elle oblige les autres à bouger et à agir. Elle n'est pas basée sur des sornettes, comme l'insinue habilement La Stampa : c'est une politique fondée sur des principes, c'est la politique du prolétariat conscient de sa mission révolutionnaire d'accélérateur de l'évolution capitaliste de la société, conscient de son rôle de réactif qui clarifie le chaos de la production et de la politique bourgeoise et contraint les États modernes à persévérer dans leur mission naturelle, qui est de désagréger ces institutions féodales qui, après le naufrage des vieilles sociétés, émergent encore et freinent le cours de l'histoire.

L'intransigeance est la seule façon d'être de la lutte de classe. Elle est la seule garantie que l'histoire suit son cours et crée des valeurs solides, substantielles, et non des « synthèses privilégiées », des synthèses arbitraires fabriquées d'un commun accord par la thèse et l'antithèse qui auraient fait accointance, comme l'eau et le feu de la fable.

La libre concurrence entre toutes les énergies sociales est la loi suprême de la société capitaliste. Les commerçants tendent à établir leur monopole grâce à la loi protectionniste, chacune des couches de la bourgeoisie cherche, pour son propre compte à monopoliser le gouvernement en asservissant à sa propre fortune les énergies enchaînées de la classe qui n'entre pas dans la concurrence gouvernementale. Les intransigeants sont libre-échangistes. Ils ne veulent de hobereaux ni à la tête des sucreries ou de la métallurgie, ni à la tête du gouvernement. La loi de la liberté doit agir intégralement; c'est une part intrinsèque de l'activité de la bourgeoisie, c'est l'acide, le réactif, qui en décompose sans cesse les cadres et les oblige à s'améliorer et à se perfectionner. Les grandes bourgeoisies anglo-saxonnes ont acquis leur actuelle capacité de production à la faveur de ce jeu implacable de la libre concurrence. L'État anglais s'est développé, il a été purgé de ses éléments nocifs grâce au libre affrontement des forces sociales bourgeoises qui ont fini par constituer les grands partis historiques : le Parti libéral et le Parti conservateur. Le prolétariat a gagné indirectement, à la faveur de ce heurt, le pain à bon marché et de substantielles libertés garanties par la loi et par la coutume : liberté d'association, droit de grève, et une sécurité individuelle qui en Italie est encore un mythe chimérique.

#### *Culture et lutte de classe 159*

La lutte de classe n'est ni un acte arbitraire et puéril, ni un geste volontariste, c'est la nécessité intime du régime. Venir, au nom de synthèses préétablies par des rêveurs impénitents, troubler arbitrairement son cours limpide, c'est une faute puérile, c'est une perte sèche pour l'histoire. Mis

à part la présence de la guerre, qui est contingence et qui déborde désormais la capacité politique des classes dirigeantes des petites nations, les partis non giolittiens au pouvoir accomplissent inconsciemment une œuvre de désagrégation de l'État féodal, militariste, despotique, que Giovanni Giolitti a perpétué pour s'en servir comme instrument de dictature. Les giolittiens sentent que le monopole leur échappe. Pardieu, qu'ils bougent donc, qu'ils luttent, qu'ils appellent le pays à se prononcer! Mais non, ce qu'ils veulent, c'est mettre en branle le prolétariat, mieux encore, c'est faire voter les députés socialistes !

Alors, l'intransigeance est-elle vraiment de l'inertie? Mais le mouvement n'est pas seulement un acte physique, c'est aussi un acte intellectuel, et même avant d'être physique, il est toujours intellectuel, sauf pour les marionnettes. Enlevez au prolétariat sa conscience de classe : parmi les marionnettes, quelle ne sera pas l'agitation!

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 18 mai 1918.

## CULTURE ET LUTTE DE CLASSE

La *Giuslizia* de Camillo Prampolini (1) passe en revue pour ses lecteurs les opinions exprimées par les hebdomadaires socialistes à propos de la polémique entre la direction de *l'Avanti !* et le groupe parlementaire. Le dernier épisode de ce tour d'horizon est spirituellement intitulé « Les interprètes du prolétariat », et voici ce qu'on y lit :

« *La Difesa* (2) de Florence et *Il Grido* de Turin, qui sont les deux représentants les plus rigoureux et les plus imbus de culture de la doctrine intransigeante, développent de vastes considérations théoriques qu'il nous est impossible de résumer et qu'il serait, de toute façon, peu facile de résumer ici, car, bien que ces deux journaux se targuent d'être les authentiques interprètes du prolétariat et d'avoir avec eux la grande masse, nos lecteurs ne seraient pas assez cultivés pour comprendre leur langage.»



Et l'implacable *Giustizia*, afin qu'il ne soit pas dit qu'elle « fait de l'ironie malveillante», en vient à citer deux passages repris d'un article du *Grido* (1) et à conclure : « On ne saurait être plus prolétariennement clair.»

Le camarade Prampolini nous offre ainsi l'occasion de traiter d'un problème qui est loin d'être négligeable pour la propagande socialiste.

Admettons que l'article du *Grido* ait été le non plus ultra de la difficulté et de l'obscurité prolétarienne. Aurions-nous pu l'écrire autrement? Il répondait à un article de *La Stampa* et dans cet article de *La Stampa* on employait un langage philosophique précis, ce qui n'était ni une superfluité ni une pose, car toute orientation de pensée a son langage particulier et un vocabulaire qui lui est propre. Dans notre réponse, il nous fallait rester sur le terrain de pensée de l'adversaire et démontrer que la thèse collaborationniste était une erreur, même, pour ne pas dire surtout, pour l'orientation de pensée qui est la nôtre (qui est la direction de pensée du socialisme et n'est par conséquent ni sommaire ni enfantinement puérile). .

Sous prétexte d'être faciles nous aurions dû dénaturer, appauvrir, un débat qui portait sur des idées de la plus haute importance, sur la plus intime et la plus précieuse substance de notre esprit. Agir ainsi, ce n'est pas se rendre faciles, cela revient à frauder, comme le marchand de vin qui vend de l'eau colorée en place de Barolo ou de Lambrusco. Une idée difficile en soi ne peut être rendue facile dans sa formulation sans se transformer en une platitude. Ajoutons que faire semblant de croire que la platitude énoncée est restée l'idée première est le fait de bas démagogues, d'escrocs de la logique et de la propagande.

Alors, pourquoi donc Camillo Prampolini fait-il de l'ironie facile sur les « interprètes» du prolétariat qui ne se font pas comprendre des prolétaires? Eh bien, c'est parce que, malgré tout son bon sens et tout son empirisme, Prampolini est un esprit abstrait. La notion de prolétariat est une entité commode, mais ce qui existe, dans la réalité, ce sont les prolétaires, en tant qu'individus, plus ou moins cultivés; plus ou moins préparés à la lutte de classe, à la compréhension des idées socialistes les plus subtiles. Les hebdomadaires socialistes s'adaptent donc au niveau moyen des milieux régionaux auxquels ils s'adressent; cependant le ton des articles et de la propagande doit toujours être un peu supérieur à cette moyenne, afin de stimuler le progrès intellectuel, afin qu'au moins quelques

*Culture et lutte de classe* 161

travailleurs échappent à la généralité imprécise des rabâchages de brochures et raffermissent leurs esprits par une vision critique supérieure de l'histoire et du monde où ils vivent et luttent.

Turin est une ville moderne. L'activité capitaliste y palpite dans le fracas énorme d'usines cyclopéennes qui concentrent sur quelques milliers de mètres carrés des dizaines et des dizaines de milliers de prolétaires. Turin a plus d'un demi-million d'habitants; l'humanité y est divisée en deux classes, aux caractères bien tranchés, comme il n'en existe pas ailleurs en Italie. Nous n'avons pas, pour nous entraver, de démocrates ou de réformistes à la petite semaine. Nous avons une bourgeoisie capitaliste audacieuse, sans scrupules, nous avons des organisations puissantes, nous avons un mouvement socialiste complexe, varié, riche en impulsions et en besoins intellectuels.

Le camarade Prampolini se figure-t-il qu'à Turin les socialistes doivent faire leur propagande en soufflant dans la cornemuse pastorale? en parlant sur un ton idyllique de bonté, de justice, de fraternité arcadienne ? Ici la lutte des classes est vivante dans toute sa rude grandeur, ce n'est pas une fiction rhétorique, ce n'est pas l'extension des idées scientifiques et prophétiques à des phénomènes sociaux encore en germe et en période de maturation.

Certes, à Turin comme ailleurs, la classe prolétarienne absorbe continuellement de nouveaux individus, qui ne sont pas intellectuellement préparés, qui ne sont pas capables de comprendre toute la portée- de l'exploitation à laquelle ils sont soumis. Pour eux, il faudrait toujours tout reprendre aux premiers principes de base, à la propagande élémentaire. Et les autres, alors? Et ces prolétaires déjà intellectuellement développés, déjà rompus au langage de la critique socialiste? Qui faudrait-il donc sacrifier? A qui s'agit-il de s'adresser? Le prolétariat est moins compliqué qu'il n'y peut paraître. Une hiérarchie culturelle et spirituelle s'est formée spontanément, et l'éducation réciproque fait son œuvre là où ne peut parvenir l'activité des écrivains et des propagandistes. Dans les « cercles », dans les « fasci », au cours des conversations devant les portes des usines, la parole de la critique socialiste s'égrène, se propage, devient ductile et malléable, à la portée de tous les cerveaux, de toutes les cultures. Dans un milieu complexe et divers comme l'est celui d'une grande ville, se créent spontanément des réseaux de transmission capil

laire des opinions que des dirigeants ne réussiraient jamais à construire et à créer délibérément.

Et nous, nous devrions en rester encore aux Géorgiques, au socialisme agreste et idyllique? Nous devrions sans cesse, avec une insistance monotone, répéter l'alphabet, vu qu'il y a toujours quelqu'un qui ne connaît pas l'alphabet ?

Il nous souvient à ce propos d'un vieux professeur de faculté qui voulait faire depuis 40 ans un cours de philosophie théorique sur l' «Être évolutif final». Tous les ans, il commençait par une « vue d'ensemble » sur les précurseurs du système et il parlait de Lao-Tseu, le vieillard-enfant, l'homme né à 80 ans, de la philosophie chinoise. Et tous les ans il recommençait à parler de Lao-Tseu, parce que de nouveaux étudiants venaient d'arriver, et qu'eux aussi devaient s'instruire sur Lao-Tseu, de la bouche même du professeur. Et c'est ainsi que l' « Être évolutif final » devint une légende, une évanescence chimère, et que l'unique réalité vivante pour plusieurs générations d'étudiants, ce fut Lao-Tseu, le vieillard-enfant, le bébé né à 80 ans...

Il en va de même pour la lutte de classe dans la vieille Giustizia de Camillo Prampolini : elle aussi est une chimère évanescence et, chaque semaine, on y parle du vieillard-enfant, du vieillard-enfant qui ne mûrit jamais, qui n'évolue jamais, qui ne devient jamais l' « Être évolutif final » qu'on s'attendrait cependant à voir s'épanouir après une si lente évolution, après un si persévérant travail d'éducation évangélique.

Sans signature,  
Il Grido del Popolo, 25 mai 1918.

## LES PAYSANS ET L'ÉTAT

Voici ce qu'on lit dans Le Petit Comtois du 21 avril

« Le petit village de Verne, près de Beaume-Les-Dames, a été le théâtre d'un crime affreux.

« Le 20 avril, une commission de réquisition pour le ravitaillement, sous les ordres d'un officier, visitait les étables du village pour choisir les bêtes à réquisitionner. Lorsque la commission

arriva à l'habitation de X. ce dernier refusa énergiquement, avec force injures et insultes, d'ouvrir son étable. L'officier insista, puis prit la décision de passer outre, nonobstant l'obstination du paysan, et voulut entrer dans l'étable. Alors, le paysan, devenu furieux, empoigna un couteau et le plongeait dans la poitrine de l'officier, qui tomba dans un flot de sang. Les témoins portèrent secours au blessé, etc.»

L'historien Albert Mathiez, rappelle dans *La Vérité*, à propos du crime de Verne, les drames sanglants qui se produisaient sur tout le territoire de la France durant la période révolutionnaire, lorsque le Comité de salut public imposait des réquisitions de ravitaillement pour nourrir les quatorze armées de Carnot et approvisionner les centres urbains (1).

L'État moderne était alors en train de naître en France. Quelle solidarité lui témoignaient donc les propriétaires terriens? Nous voulons parler bien sûr, non d'une solidarité qui se borne à des vivats ou à des cris hostiles, mais d'une solidarité concrète, se traduisant par la privation d'un bien qu'ils se seraient imposée eux-mêmes.

Dans l'Yonne, qui était pourtant un département fidèle à la Révolution, les agents réquisiteurs étaient constamment agressés dans les villages; les habitants, dirigés par les autorités communales, opposaient la plus vive résistance aux réquisitions : seule la force armée parvenait à faire ouvrir les greniers.

Chaque nouvel ordre de réquisition entraînait une expédition militaire.

Au mois d'avril 1794, les commissaires arrivèrent à Noyers, escortés par un détachement de la Garde nationale; ils se trouvèrent en face d'une foule de deux cents femmes massées autour de la mairie et furent accueillis par des hurlements de fureur. Le maire refusa d'accorder des billets de logement aux membres de la Garde nationale.

Le Cercle populaire de Coulanges-la-Vineuse, où se réunissaient les jacobins (c'est-à-dire les patriotes), fut assailli le 4 mai 1794 par une foule déchaînée, et ses membres durent se disperser. La foule se rendit ensuite à l'église et y passa une partie de la nuit à sonner les cloches, à chanter des hymnes, à invoquer la clémence céleste. Deux mois \* plus tard (le 10 juin 1794), les frères Chaperon, fermiers au faubourg de Loges, se barricadèrent dans leur ferme plutôt que d'obtempérer à la loi, et soutinrent un siège en bonne et due forme contre les commissaires, tuant

\* Sie dans le texte (N.d.T.).

cinq gardes nationaux et en blessant dix-sept. Pour les forcer à se rendre, on dut mettre le feu à la maison.

Des événements identiques à ceux de l'Yonne se produisirent dans le département de la Haute-Marne. Au mois de mai 1794, on amena à Chaumont une soixantaine de maires et de conseillers municipaux qu'on avait arrêtés et qui furent gardés en otages jusqu'à ce que les opérations de réquisitions soient terminées sur le territoire de leurs communes.

Dans l'Eure, on assista à des rassemblements armés et l'on constata de très nombreux exemples de dégradation et de destruction des récoltes. Chez des meuniers on trouva des gerbes de blé à demi battu. Certains paysans préféraient couper leur blé en herbe, plutôt que remettre leur récolte entre les mains d'un gouvernement exécré.

Belleville et Léré, dans le département du Loiret, se soulevèrent, une nuit de janvier de 1794, et jetèrent en prison les gardes nationaux envoyés d'Orléans pour assurer les réquisitions.

Les épisodes de ce genre sont loin d'être des exceptions; on en trouve la preuve dans les lettres des commissaires, et cela se produisait, non seulement dans les départements qui s'opposaient à Paris pour des raisons politiques et religieuses, mais sur l'ensemble du territoire français. Les paysans se refusaient à reconnaître l'État moderne lorsqu'il lui arrivait de demander, outre des votes et des manifestations politiques, une solidarité économique.

Dans quelle mesure se sont manifestés durant la présente guerre les conflits entre droit de propriété et droit de réquisition, entre les droits de l'individu et les droits de l'État?

Une enquête documentée et précise à ce sujet serait intéressante et utile et elle nous fournirait les éléments nécessaires pour juger du degré de développement auquel est parvenu l'État bourgeois, et de la profondeur de son influence dans cette masse paysanne qui est pour la société le réservoir de toutes les énergies, de toute la richesse.

Dans la perspective socialiste, une telle enquête serait précieuse. On aimerait savoir à quel niveau de culture politique sont arrivés les paysans, dans quelle mesure ils parviennent à atteindre le degré d'abstraction nécessaire pour « comprendre » la collectivité, pour « sentir » les « autres », la solidarité avec « les autres », pour échapper au cercle fermé de leur égoïsme.

L'enquête ne donnerait de réponse que sur la solidarité

de la classe possédante, celle des propriétaires vis-à-vis de l'État qui est organisation des intérêts privilégiés, mais elle pourrait aussi renseigner indirectement sur le prolétariat agricole. Elle nous fournirait un indice pour juger si, dans une expérience de collectivisme, les prolétaires agricoles seraient sentimentalement capables de se sentir solidaires du prolétariat urbain dans la perspective d'une refonte socialiste de la société, ou bien si, au contraire, la défiance et la haine envers toute organisation collective sont encore si fortes que la chute de l'État bourgeois risque de se réduire pour eux à l'occasion de partager les terres entre beaucoup et non plus entre quelques privilégiés, tout en gardant intact le principe de la propriété privée.

Depuis la Révolution jusqu'à nos jours, en France du moins, la notion de l'État moderne à structure bourgeoise s'est répandue et popularisée; des incidents comme celui de Verne sont vraiment exceptionnels.

Outre sa personne, le paysan donne aussi son bien à l'État. Il ressent l'État dans sa valeur *économique*, sa solidarité avec lui n'est plus simple affaire de sang. De féodal qu'il était, le lien moral entre l'individu et l'État est devenu bourgeois.

Le paysan répugne peu au service militaire, mais cette prestation n'a pas une grande signification psychologique. C'est en effet là une forme de solidarité élémentaire, qui remonte à la longue tradition des gouvernements despotiques, quand la vie du vilain ne valait guère mieux que rien. C'est ainsi que le service militaire est devenu une manière de distinction, la reconnaissance d'une capacité sociale, qui flatte l'amour-propre de celui qui est habitué à compter pour rien dans le commerce public.

Pour ce qui est des biens, c'est différent; le paysan refuse de les céder à autrui sous une pression autoritaire. Ou du moins, il le refusait. Et de ce fait, il devient un témoin précieux, à la fois suffisant et nécessaire, pour mettre en lumière l'évolution subie en un siècle par la psychologie des campagnes, et les progrès accomplis sur la voie du capitalisme par les propriétaires, sur la voie du prolétariat par les pauvres. Plus le propriétaire, faisant abstraction de son intérêt immédiat, reconnaît dans l'État l'organisme qui veille sur ses intérêts permanents, et se solidarise sur le plan économique avec le gouvernement afin de le renforcer, et plus le « pauvre » se libère de son comportement idolâtre envers l'autorité centrale et se sent en

antagonisme avec elle : l'esprit de classe se développe, et le « pauvre » s'habitue à voir dans l'organisation judiciaire de l'État l'instrument de sa mise en tutelle.

C'est dans le domaine de la production agricole que les institutions et les habitudes mentales féodales ont persisté le plus longtemps (et plusieurs persistent encore)

C'est ainsi que subsistent des castes, des frontières marchandes entre deux régions, entre deux villages. Les marchés sont encore restreints, les échanges sont d'un type qui ne les différencie guère du troc primitif. C'est pourquoi la mentalité moyenne est restée arriérée.

Le concept de la « loi », indépendante de la personne du roi ou de celle de ses émissaires, est encore peu répandu et peu compris dans toute sa portée politique et sociale. Dans plusieurs régions d'Italie, les gendarmes, pour être compris, font encore leurs sommations « au nom du roi », et non « au nom de la loi » ; les conscrits, en s'en allant, disent qu'ils ont été « appelés par le roi ».

Ce langage, essentiellement féodal et servile, est l'indice d'une mentalité pour laquelle la distance à franchir en esprit entre un « boisseau de blé » et la collectivité est plus grande que celle qui sépare « un fils » du service militaire. Le paysan arrive difficilement à sentir les besoins alimentaires de la « collectivité » et le devoir qu'il a d'y subvenir ; s'il s'agissait d'apporter un « tribut » à la table royale, qui lui vaudrait en retour un privilège féodal, fût-il purement honorifique, le paysan saisirait plus facilement le lien entre les diverses actions, et il donnerait volontiers.

Le droit à la propriété individuelle de la terre et de ses productions est plus fortement ressenti que ne l'est le droit à la propriété industrielle et bancaire, parce qu'il est plus ancien et plus primordial. L'industriel, dans la mesure où il sait que c'est la force de l'État qui, en dernière analyse, garantit sa propriété, s'oppose moins au contrôle et à la réquisition. L'industriel a une mentalité historiciste, il comprend que le droit à la propriété est une catégorie historique qui ne subsiste que dans la mesure où en subsistent les conditions.

Pour ce qui touche à la terre, le droit de propriété a acquis une valeur religieuse, qui se confond souvent avec le sentiment de la famille. On dirait que la propriété terrienne est la famille elle-même, le noyau originel de l'organisation sociale, l'essence profonde de tout agrégat humain.

Une autre raison contribue à rendre le paysan rétif, à abdiquer, ne serait-ce qu'en partie, ses droits individuels

à la propriété, c'est qu'il dispose moins que ne le fait l'industriel ou le commerçant des moyens de contrôler l'action des agents de réquisition de protester contre les abus, de se défendre des spoliations brutales. Ceci est toujours lié à ce qu'il est ignorant en matière d'institutions gouvernementales, à ce qu'il est absent de la vie publique.

L'enquête sur le fonctionnement des services de réquisition a aussi une autre signification : outre tout ce qu'elle apprend sur la façon dont la loi est subie et comprise dans sa nécessité bourgeoise, en tant que fonction souveraine de l'État, au sein des classes agricoles qui n'ont pas encore atteint la pleine conscience de la solidarité de classe, elle donne des indications sur la façon dont la loi est interprétée et appliquée par les fonctionnaires, c'est-à-dire sur la façon dont l'État moderne réussit à accomplir la mission pédagogique qui fait partie intégrante de son activité générale.

Dans un sens comme dans l'autre, la conclusion à en tirer a une grande valeur documentaire pour l'historien et pour l'homme politique. Et elle a une très grande valeur pour nous, socialistes, qui demanderons aux citoyens de faire preuve de solidarité et de respect des lois, par conviction profonde, par éducation et non par peur des menottes.

Signé Antonio Gramsci,  
*Avanti !*, édition piémontaise, 6 juin 1918.

#### POUR CONNAÎTRE LA RÉVOLUTION RUSSE

##### *Un article de Radek*

Le camarade Radek, délégué de la Russie à BrestLitovsk, était avec Trotski, à la tête du groupe maximaliste opposé à la politique étrangère de Lénine. Nous avons publié dans *Il Grido* du 25 mai un texte de Lénine contre la politique des phrases (1); nous publions aujourd'hui ce que Radek écrivit dans la *Pravda* du 16 février 1918.

« En commençant des négociations avec l'Allemagne, nous n'avons pas cherché à sauver notre peau en nous servant du sacrifice des peuples de France et de Belgique. Nous savions que



l'Allemagne voulait nous opprimer, mais nous étions sûrs - et les grèves en Allemagne et en Autriche nous ont donné raison - que notre tentative influencerait sur les ouvriers autrichiens et allemands et que leur agitation empêcherait l'impérialisme allemand de se jeter sur les peuples occidentaux aussitôt qu'il aurait arraché ses griffes des peuples de la Russie.

« Voici venus les jours et les semaines où le prolétariat d'Allemagne et d'Autriche doit montrer s'il est capable de se dresser comme champion du socialisme, ce qu'il a été pendant quarante ans. « *Mais le processus de son réveil ne s'accomplira pas en un seul jour*, ce n'est pas en un instant qu'advient l'union de toutes les parties de la classe ouvrière allemande et autrichienne, pour ne rien dire des masses rurales. Nous avons encore des jours difficiles à traverser et nous devons les attendre avec sang-froid.

« L'impérialisme allemand trouvera encore des forces à déchaîner contre la Révolution russe. Sur ce point, il faut réfléchir. Devons-nous repousser la paix allemande quelles qu'en soient les conditions? Nous répondrons brièvement et nettement : la révolution ne peut à aucun prix capituler devant l'impérialisme allemand.

« Le problème de la capacité de défense de notre pays mis sur le pied de guerre ou de son incapacité à résister à une agression de l'impérialisme allemand, déborde le cadre de cet article. Nous voulons seulement exposer brièvement pourquoi la Révolution russe ne doit pas capituler devant l'impérialisme allemand.

« En faveur de la conclusion de la paix à n'importe quel prix, on invoque l'argument suivant . en imposant des conditions, l'impérialisme allemand part de la supposition que la bourgeoisie conservera son pouvoir dans le monde entier. Or, nous partons quant à nous de la prémisse inverse : nous sommes convaincus que la Révolution russe marque le début de l'ère de la lutte prolétarienne contre l'impérialisme, le début de l'ère de la révolution sociale. Si cela est vrai, les ouvriers allemands rachèteront les fautes de l'impérialisme germanique, en brisant les chaînes qui les lient, ils libéreront en même temps les peuples soumis au joug de l'impérialisme germanique. Et, en l'occurrence, en cherchant à ne pas nous soumettre aux conditions de la paix allemande, ne démontrons-nous pas que nous manquons de foi en la révolution prolétarienne mondiale? N'est-il pas préférable, puisque nous plaçons nos espoirs dans la révolution européenne, de signer les conditions allemandes, qui nous sont imposées par une nouvelle agression, et d'épargner ainsi les forces du prolétariat russe afin de constituer sur des bases plus fortes une république d'ouvriers et de paysans et de conserver le foyer de la révolution mondiale?

« Ce sont deux prémisses fausses que celles sur lesquelles on s'appuie pour poser ainsi le problème : d'une part une conception erronée du processus de la révolution sociale, d'autre part,

une conception fautive de l'essence du conflit germano-russe dans la conjoncture actuelle. La révolution sociale n'est pas un fait isolé, c'est un lent processus de développement qui durera des dizaines d'années avec des crises, des hauts et des bas. La victoire du prolétariat russe ne peut être considérée comme définitive; on ne peut pas, d'autre part, prévoir avec exactitude la rapidité avec laquelle peuvent se dérouler les événements révolutionnaires en Occident. Chercher à se débarrasser du problème des conditions de paix en s'en remettant à la prochaine révolution européenne, signifie abandonner le peuple à l'impérialisme allemand. Le socialisme

Pour connaître la Révolution russe 169

révolutionnaire n'a jamais trompé le prolétariat par l'espérance du paradis socialiste. Le socialisme révolutionnaire mène un combat sans trêve, il lutte pour chaque pouce de terrain. Nous n'avons jamais dit à l'ouvrier de renvoyer sa lutte pour améliorer son sort, sous prétexte que, de toute façon, le socialisme finira bien par arriver. Nous lui avons dit, au contraire, que « la lutte actuelle contre la violence capitaliste est la route qui mène au socialisme ». Ce n'est pas par la capitulation à l'extérieur, mais par la lutte révolutionnaire jusqu'à la dernière goutte de sang qu'advientra la révolution sociale.

« Mais, dira-t-on, ne convient-il pas de reculer de quelques pas devant l'impérialisme allemand pour régler définitivement son compte à la contre-révolution intérieure? Cette question, je l'ai déjà dit, provient d'une fautive conception des caractères actuels des rapports russo-allemands. L'impérialisme allemand ne veut pas seulement nous dépouiller parce que nous sommes faibles militairement, mais il veut aussi nous abattre en tant que pays de révolution prolétarienne, en tant que foyer de la révolution mondiale. Pour en être convaincu, il suffit de lire les journaux du capitalisme allemand. Et au fur à mesure que s'éclairera mieux le caractère de la révolution, grandira et s'éclairera d'autant le désir allemand de conquête, le désir d'étouffer la révolution prolétarienne. »

Pour Lénine, cet article de Radek fait partie de l'album des échantillons de la « phrase révolutionnaire ». Pour Lénine, le problème des rapports russo-allemands était avant tout un problème de rapports entre deux forces : l'une, l'allemande, dans toute son efficacité combative et agressive, l'autre, la russe, en dissolution. Parler de lutte révolutionnaire, se refuser à capituler, c'était donc seulement faire des phrases. La lutte révolutionnaire, concrètement, cela voulait dire faire la guerre, et pour faire la guerre il fallait que la Révolution russe eût une armée. Or, l'armée russe était en décomposition et, comme le faisait remarquer Lénine, c'est la lutte des classes qui contribuait à cette décomposition, puisque les officiers bourgeois changeaient d'épaulettes.

*L'éducation politique en Russie*

« Le bolchevisme est un mélange de nihilisme intégral et de rousseauisme. Il prêche le retour à l'état de nature et l'inutilité de toute loi.

« Les bolcheviks ramènent la société au chaos. Ce sont des bêtes sauvages déchaînées dans une bergerie sans berger. Ils égorgent non seulement pour se rassasier mais aussi pour le plaisir de semer autour d'eux des cadavres et de pouvoir respirer à pleins poumons l'odeur du sang. Les bolcheviks ne sont pas un parti politique, c'est un fléau.»

De telles affirmations, nous en lisons chaque jour dans les journaux de l'Entente, et il est certain que ce sont des

affirmations semblables que les Allemands lisent dans les journaux qui paraissent en Allemagne. Or ces affirmations ne sont pas seulement injustes, elles sont le signe d'une culture de bas niveau, d'une pauvre éducation politique, précisément ce qu'on entend reprocher aux révolutionnaires russes en bloc.

Quant à nous, nous ne tomberons pas dans la même erreur que celle des adversaires de la Russie révolutionnaire : ce cliché d'une Russie - cage de fous furieux, cruels, féroces, utopistes, rêveurs sentimentaux, grossiers, incultes - nous nous garderons d'opposer un autre cliché : la Russie paradis social, où seuls la sagesse, l'amour, la culture, la raison, régissent et dirigent la vie. Ce serait stupide et inutile, comme est stupide et inutile l'exagération inverse. Les Russes sont des hommes comme tous les autres; de plus, la nation russe compte un plus grand nombre d'habitants que n'importe quelle autre nation du monde : il est par suite probable *qu'en nombre absolu*, il y ait en Russie plus de méchants, de cruels, de fous, d'utopistes. Mais si on considère ce nombre relativement à la grandeur de la population? Or, c'est cette relation qui compte, pour l'histoire et pour son développement. On ne peut éviter que dans une société il y ait des fous; croire le contraire, c'est donner dans l'utopie, c'est manquer du sens élémentaire de l'histoire. Ce qui importe, c'est l'orientation, la tendance générale qui se révèle dans un mouvement; ce qui importe, c'est le travail, ce sont les efforts qui sont accomplis pour instaurer le règne de la sagesse, de la raison, le sens vigilant de la réalité. Ce qui importe, c'est de noter si les hommes qui dirigent le mouvement d'ensemble sont des fous et des utopistes, ou si, au contraire, ces qualificatifs leur sont étrangers, s'ils pensent d'une manière juste et si, cette justesse de pensée, ils s'efforcent de la diffuser dans la masse qui les suit, qui les soutient, qui a confiance en eux dans la mesure où ils sont l'organe d'exécution d'une volonté diffuse et consciente. Les condamnations génériques sont stupides de même que les exaltations génériques, elles sont le signe d'une culture de bas niveau et d'une pauvre éducation politique, elles sont le signe d'une mentalité démagogique et jacobine, semblable en tous points à celle qu'on prétend voir dominer dans le mouvement révolutionnaire russe.

La cruauté démentielle, la soif sauvage de sang des révolutionnaires russes sont une stupide amplification oratoire. Le colonel William B. Thompson, un riche

Pour connaître *la Révolution russe* 171

banquier américain qui a passé six mois en Russie comme chargé de mission de la Croix-Rouge, a, au cours d'une interview à New York, défendu vigoureusement les bolcheviks contre ces accusations banales.

« Les germanophiles, a déclaré Thompson, ce ne sont pas Lénine ni Trotski ni même les paysans; les germanophiles, il faut les chercher parmi les capitalistes et les grands propriétaires terriens, parmi ceux qui élèvent le plus haut la voix pour accuser Trotski 'être un espion allemand. La vérité est que le prix de la propriété foncière est monté aussitôt après que les Allemands eurent occupé Riga. C'est une grande erreur que de décrire la passation des pouvoirs de Kerenski à Lénine comme le début du chaos. J'étais bien placé pour pouvoir observer de près le déroulement des événements et je fus très surpris en voyant comment un gouvernement peut être abattu sans qu'il soit nécessaire de répandre beaucoup de sang et sans que l'ordre public soit sensiblement troublé. Les " intellectuels " bourgeois avaient continué à soutenir la nécessité de mettre sur le trône un grand-duc, et cependant, il ne se produisit aucun massacre de réactionnaires ni de capitalistes. Le fait me surprit d'autant plus que la révolution maximaliste est arrivée après trois ans d'une guerre qui avait pu disposer à la férocité et après des siècles d'une domination brutale. L'Amérique a eu besoin de sept ans pour se donner une Constitution. La Russie a à peine commencé : je dis que l'Angleterre, la France et les États-Unis feraient bien d'attendre un peu avant de condamner.»

C'est un témoin impartial qui parle, et il s'étonne qu'une révolution aussi importante que la Révolution maximaliste ait vaincu, mais non dans des débordements de cruauté, qu'elle ait évité toute effusion de sang inutile. Qu'on pense maintenant au délire qui, dans l'histoire, a toujours accompagné chaque victoire de classe des bourgeois : au sang qui fut versé par la Terreur française, aux répressions inhumaines de la Commune en 1871, de la Révolution russe de 1905, aux répressions«, auxquelles se sont livrés les gardes blancs dans la Finlande révolutionnaire. Les fauves déchaînés dans la bergerie sans berger ne sont pas du côté du prolétariat; ce n'est pas le prolétariat qui s'enivre du triomphe jusqu'à s'abandonner follement aux massacres inutiles et sadiques des enfants, des jeunes filles, des êtres sans défense. Le prolétariat est la majorité de la population, et - quand il l'emporte - il est sûr de sa force à venir et il 'ne s'abandonne pas à des excès; c'est la minorité qui s'y abandonne parce qu'elle doit sa victoire à des forces purement mécaniques et c'est la raison pour laquelle elle n'est pas sûre de l'avenir : la terreur, plus ou moins féroce est le système de gouvernement permanent en régime bourgeois.

Avoir conscience de sa force et ne pas en abuser, c'est déjà une manifestation remarquable d'éducation politique. Or que cette éducation ait atteint un certain niveau, c'est un fait qui est reconnu même par quelques organes bourgeois quand ils ne sont pas aveuglés par la passion. Le *Manchester Guardian* écrit par exemple :

« A ce qu'il semble, ceux qui soutiennent une intervention armée du Japon en Sibérie se fondent sur deux affirmations : 1° Les masses populaires russes sont dociles : il est possible de les assujettir par un gouvernement quelconque qui s'appuie sur la force comme cela est possible, en général, pour toutes les masses populaires. 2° Un tel gouvernement peut être facilement constitué en Russie avec l'aide des baïonnettes japonaises, en prenant ses éléments dans les classes les *meilleures*.

« Ces deux affirmations sont fausses. Les couches profondes du peuple russe pourront être composées d'analphabètes, elles ne sont certainement pas composées d'hommes faibles et soumis, comme l'imaginent les journalistes. En l'espace de douze ans, le peuple russe a fait trois révolutions et les deux dernières - de mars et de novembre 1917 - ont contribué énormément à son éducation politique, elles lui ont donné une conscience de sa force et de son indépendance telle qu'on trouverait difficilement la même chez un autre peuple. La révolution bolchevique, tout particulièrement, en transférant au peuple la direction du mécanisme gouvernemental, a donné au peuple la conscience d'être lui-même le seul maître de ses destinées politiques, et cette conscience a atteint un degré tel qu'il est unique dans l'histoire moderne. Imaginer de pouvoir s'imposer à une masse semblable par la ruse, imaginer qu'elle puisse être facilement réduite par une armée, fût-elle de deux millions d'hommes débarquant à une extrémité de cet immense pays et qui ne dispose que d'une ligne de chemin de fer pour se déplacer vers l'ouest, c'est vraiment le comble de la folie et de l'ignorance.»

Les bolcheviks ne sont ni des utopistes ni des rêveurs. Tout ce que nous savons de leur activité pédagogique ou en quelque manière pratique démontre Combien leur mentalité est éloignée de toute forme de messianisme, combien ils se soucient de combattre en permanence les illusions et les solutions toutes faites, combien ils insistent sur les difficultés que la révolution doit surmonter pour se développer vers des étapes qui seront des synthèses plus larges de réalisations socialistes. Les origines de leur orientation mentale et culturelle ne sont pas à rechercher dans la tradition démocratique occidentale, dans le jacobinisme, dans la doctrine de Rousseau, pas plus qu'elles ne sont à rechercher dans le tolstoïsme ni le byzantinisme oriental. La culture des bolcheviks puise sa substance dans la philosophie historiciste; ils conçoivent l'action

politique, l'histoire comme un développement, non pas comme une autorité conventionnelle; comme un procès infini de perfection, non pas comme un mythe définitif et cristallisé dans une formule extérieure. Et cette culture qui est la leur, cette orientation d'esprit qui transparait dans les articles qu'ils publient dans leurs journaux, lesquels sont diffusés à des centaines de millions d'exemplaires parmi les prolétaires qui en assimilent le contenu, élève leur culture et les rend de plus en plus capables de contrôler l'action des organes d'exécution, de plus en plus capables de prendre l'initiative d'activités politiques et économiques. Ainsi tend à se réaliser en Russie le gouvernement qui s'exerce avec le consentement des gouvernés, avec l'autodécision de fait des gouvernés, car les liens qui lient les gouvernés aux divers pouvoirs ne sont pas des liens de sujétion mais ils consistent en une participation effective des gouvernés aux pouvoirs. Les pouvoirs déploient une oeuvre immense d'éducation, ils travaillent à élever le niveau culturel des citoyens, ils travaillent à la réalisation de cette république de sages et de coresponsables qui est le but nécessaire de la Révolution socialiste, parce que c'est la condition nécessaire à la réalisation intégrale du programme socialiste.

Les bolcheviks ne sont pas des utopistes car s'il est vrai qu'ils veulent que se réalise le but maximum du programme socialiste, ils s'emploient toutefois à créer les conditions de culture et d'organisation nécessaires à cette réalisation; ils s'emploient à susciter dans chaque citoyen ce sens solide de la responsabilité sociale qui multipliera la production de la richesse bien qu'ait été brisé le ressort de l'intérêt individuel et de la concurrence.

### *La hâte pour les autres*

En six mois de gouvernement, les maximalistes auraient dû, à lire les journaux bourgeois, instaurer le socialisme, multiplier la richesse détruite par trois années de guerre, faire fonctionner à la perfection les services publics qui, en Russie, n'ont jamais fonctionné, même médiocrement, redonner aux hommes la tranquillité d'esprit que trois années de guerre ont profondément troublée. Si l'on en croit les journaux bourgeois, n'ayant pas fait cela, n'étant pas des thaumaturges, les maximalistes ont échoué, ils ont trompé, ils ont fait illusion.

On reproche aux Russes de n'avoir pas fait en six mois

ce qui n'est réalisable que très lentement, au prix d'un énorme travail, au prix de grands sacrifices; et on dit : « Autant valait que les capitalistes restent au pouvoir. » Qu'ont fait les bourgeois en un siècle? Aujourd'hui, après cent ans, le petit article suivant publié dans les *Débats* du 14 juin 1818, est encore d'actualité :

« Les privilèges, proscrits par notre législation et par notre constitution politique, se sont réfugiés dans le commerce. De tout temps, et dans ce moment plus que jamais, les négociants et les fabricants réclament des prohibitions, des encouragements, des faveurs qui ne sont pas moins contraires aux intérêts, aux droits, à la propriété des autres classes de citoyens, que ne l'étaient les privilèges de la noblesse.

Nos réformateurs ont détruit les fours banaux, mais ils ont élevé de toutes parts des fabriques banales et exclusives: ils ont supprimé les péages, les droits féodaux, et il n'y a pas un consommateur qui ne soit devenu tributaire, non du seigneur de son voisinage, mais de je ne sais combien de fabricants qui lui sont inconnus.

Le commerce a étendu son empire jusque sur la propriété foncière. En fermant aux produits du soi français, les débouchés extérieurs, et aux produits de l'industrie étrangère l'entrée de la France, on a rendu les commerçants seigneurs souverains, gros décimateurs de toutes les terres puisque les cultivateurs sont contraints de leur livrer les fruits de la terre à *vil* prix, et de leur acheter, à des prix exagérés, les productions de l'industrie.

Enrichir les commerçants et les fabricants, est un but très louable je ne m'y oppose pas; j'y applaudis pourvu que ce ne soit pas aux dépens des consommateurs, et en ruinant les propriétaires \*.»

Cent ans après, nous en sommes encore au même point : la bourgeoisie, qui promettait de libérer la propriété individuelle de toute entrave, de tout tribut ou privilège, a multiplié les entraves et les privilèges, elle a multiplié les tyrannies féodales. Autant valait donc que demeurassent au pouvoir les nobles et le clergé !?...

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 22 juin 1918.



\* *Journal des débats politiques et littéraires, 14 juin 1818 (N.d.T.).*

*La politique du « si »* 175

## LA POLITIQUE DU « SI »

La politique du « si » a de nombreux partisans en Italie; on peut même aller jusqu'à dire que la majorité des citoyens italiens faisant profession de foi politique n'ont pas d'autre critère directeur que le « si » lorsqu'ils discutent des problèmes de la vie publique, qu'il s'agisse de problèmes nationaux ou internationaux et ils s'en trouvent bien, parce que le « si » dispense de penser et d'approfondir.

La politique du « si » revient à ne tenir aucun compte des forces sociales organisées, à n'accorder aucune importance aux légitimes responsabilités, pourtant librement acceptées au moment d'assumer une charge, à négliger l'analyse de la fonction, des modes selon lesquels se développe l'activité économique, et l'analyse des conséquences nécessairement déterminées par ces modes particuliers dans les rapports de culture et de vie en société. La politique du « si » n'est donc que le triomphe de la paresse mentale chez les simples citoyens qui feignent de contrôler les pouvoirs responsables et les forces libres qui agissent sur la vie du pays, et elle est le triomphe de l'irresponsabilité chez les citoyens qui se sont engagés trop à la légère à assumer la responsabilité du pouvoir; à cause d'elle, en effet, on néglige les forces qui agissent de façon permanente sur le déroulement des événements humains et continuent à agir en dépit de tous les beaux discours, et on accorde au contraire toute son attention au transitoire, à l'occasionnel ou à une force libre qui n'a dans la réalité qu'une importance limitée. Et on procède par hypothèse : « Si Untel n'avait pas dit... Si Machin avait fait..., Si le groupe X avait soutenu cette vérité sacrosainte... », et ainsi de suite...

La politique du « si » est une preuve d'incapacité à comprendre l'histoire, et par conséquent une preuve d'incapacité à faire l'histoire.

Un ancien ministre vient de publier un opuscule (1) qui a la prétention d'être une contribution à l'histoire scientifique d'une période sombre et douloureuse de la vie nationale italienne, et qui prétend aussi avoir une valeur pédagogique stimulante pour l'actualité. Dans cet opuscule, il n'est même pas fait allusion à l'activité déployée par le

gouvernement d'alors pour discipliner les énergies de la nation, pour orienter efficacement et utilement les moyens dont peut disposer l'État afin d'atteindre une relative amélioration ou d'éviter une relative aggravation : on dirait qu'à l'époque il n'existait pas de gouvernement, on dirait qu'à l'époque l'État n'était pas cette organisation suprême de toute la vie publique qu'il est bel et bien, et qu'il est au prix de graves responsabilités pour les hommes qui le dirigent. C'est pourquoi, dans cet opuscule, la cause des événements se trouve ramenée tout entière aux intentions, perverses ou bonnes, d'individus irresponsables; de petits épisodes, à valeur purement anecdotique, sont grossis artificiellement, et on en retire l'impression que le pays n'était pas alors un organisme discipliné par les pouvoirs, mais un agrégat mécanique de tribus barbares toujours rassemblées sur la place du village, pour danser autour d'un fétiche, et qui se précipitaient d'un côté ou de l'autre, en désordre et de façon incohérente, selon que la volonté mystérieuse du fétiche était interprétée par un fou malfaisant, par un fou mélancolique ou par un fou doué, par miracle, de raison.

Après avoir lu cet opuscule et avoir constaté ces faiblesses, un citoyen a fait cette réflexion pénétrante et fort juste : Si l'ancien ministre ne tient pas compte du gouvernement, de l'État, des pouvoirs responsables, lorsqu'il témoigne de l'histoire du passé, c'est que le gouvernement dont il a fait partie a été absent de la vie publique. L'ancien ministre ne conçoit pas l'importance souveraine de l'État dans le déroulement des événements passés, parce que, lorsqu'il était au pouvoir, l'État n'avait aucune importance, du fait de l'inaptitude des responsables.

### *Le messianisme jacobin*

Cette incapacité à comprendre l'histoire, et par conséquent à la créer dans l'instant à travers la vie politique, est liée à une tendance de la culture et à une tradition politique nées en France au XVIIIe siècle et qui ont trouvé leur première et leur plus significative expression dans le jacobinisme de la Révolution bourgeoise de 89.

Le jacobinisme est une vision messianique de l'histoire; il parle toujours par abstractions : le mal, le bien, l'oppression, la liberté, la lumière, les ténèbres; tout ceci existant de façon absolue, sous une forme générique, et non sous des formes concrètes et historiques comme les institutions

### *La politique du « si »*      177

économiques et politiques au sein desquelles la société se discipline, à travers lesquelles ou contre lesquelles, elle se développe; c'est-à-dire avant tout l'État, diversement organisé selon les rapports de sujétion ou d'indépendance qui interviennent entre les pouvoirs responsables (souverain et gouvernement, parlement et magistrature), l'État qui est constitué de façon à

permettre facilement un ultérieur développement de la société vers des formes supérieures de liberté et de responsabilité sociale, ou bien n'est qu'un agrégat parasitaire d'individus et de groupes qui en détournent les énergies à leur propre profit; puis, à côté de l'État, les organismes indépendants, qui se sont créés en tant qu'affirmation des intérêts légitimes des classes et des couches économiques et politiques.

Le jacobinisme fait abstraction de toutes ces formes concrètes de la société humaine qui influent sans cesse sur le déroulement des événements, et il considère l'histoire comme un contrat, comme la révélation d'une vérité absolue, qui se réalise parce qu'un certain nombre de citoyens de bonne volonté se sont mis d'accord, ont juré de transformer la pensée en réalité. Ainsi conçue, l'histoire est une longue série de désillusions, de semonces, de rappels, de « si ». Si les événements ne se déroulent pas selon le schéma préétabli, on crie à la trahison, à la défection; on suppose que des volontés perverses en ont contrarié le cours naturel. Et le jacobinisme tire de son esprit messianique, de sa foi en la vérité révélée, la prétention politique de supprimer par la violence toute opposition, toute volonté qui refuse d'adhérer au contrat social. Et l'on tombe dans les contradictions, si fréquentes dans les régimes démocratiques, entre les professions de foi, qui élèvent des hymnes à la liberté la plus illimitée, et la pratique d'une tyrannie et d'une intolérance brutale.

Le jacobinisme politique, s'il peut être inoffensif tant qu'il reste pure forme mentale, est néfaste pour le développement de l'histoire et pour les formes concrètes qui disciplinent la société, dès qu'il réussit à s'imposer politiquement et à devenir le distributeur de la culture. Il déshabitue les intelligences de l'étude sérieuse, de la recherche sérieuse de la source intarissable des injustices, des maux, des oppressions; il dissout les associations créées pour agir conformément à une notion exacte de la réalité et aboutir ainsi à d'utiles résultats; il fait perdre le sens de la responsabilité sociale et il rend vaine toute critique, parce qu'il dirige la critique non vers le concret, mais vers les fluc

tuants fantômes de la plus évanescence des contingences.

Contre cette tendance de la culture, contre cette conception de l'histoire qui se borne au « si », la critique marxiste a réagi vigoureusement; mais on est bien loin d'avoir atteint un niveau suffisant de culture critique pour s'opposer efficacement à ce déchaînement délétère de chiens hurlant à la lune.

### Le messianisme culturel

Le messianisme jacobin se complète du messianisme culturel, qui est représenté en Italie par Gaetano Salvemini et qui a fait naître des courants de pensée comme, par le passé, celui de La Voce (1) et actuellement celui de L'Unità, revue qui traite des problèmes de la vie italienne, et qui est dirigée par Salvemini et par le député De Viti de Marco.

Le messianisme culturel a développé le courant libéral de la tradition révolutionnaire française. Lui aussi se consacre au culte de la vérité, mais ce culte, il le professe, non à la façon des catholiques, mais à la façon des protestants, avec une grande tolérance, avec une foi infinie dans l'efficacité de la discussion et de la propagande, avec beaucoup de ténacité et de courage : un courage nourri par la persuasion que la majorité de l'humanité est faite d'individus foncièrement honnêtes et droits, qui sont la proie et les victimes de l'ignorance ou bien d'une notion peu claire de leurs véritables intérêts et des buts qu'il serait plus utile de poursuivre.

Cette façon de voir, si sympathique, si séduisante pour une infinité de raisons, fait-elle aussi partie du courant politique du « si... » ? Le messianisme culturel fait, lui aussi, abstraction des formes concrètes de la vie économique et politique, lui aussi suppose un absolu, en dehors du temps et de l'espace, il est un phénomène d'indiscipline et de désorganisation sociale, il finit par devenir une utopie, par susciter des amateurs et des irresponsables qui agissent à la légère.

L'Unità, en effet, étudie les problèmes de la vie publique, nationale et internationale, avec soin, avec un scrupule scientifique; elle est une admirable expérience de libre école pour les citoyens qui veulent avoir des informations contrôlées, qui veulent avoir la certitude de ne pas être leurrés par les rédacteurs vers lesquels ils se tournent afin de recevoir des suggestions, des incitations à coordonner

### La politique du « si »      179

leur pensée pratique, des indications Pour juger avec justesse des événements. Mais à qui s'adresse L'Unità ? A quelles énergies sociales lie-t-elle son activité de culture? En principe, à

tout le monde, en pratique à personne. Son action débute par un « Si » formidable, qui fait fondre toute l'efficacité réelle que cette action pourrait avoir : Si... tous faisaient comme nous... Si... tous maîtriseraient les données exactes d'un problème aussi rapidement que nous le faisons et en même temps que nous... La réalité, au contraire, c'est qu'un pays (et c'est tout spécialement vrai pour l'Italie, étant donné les conditions intellectuelles particulières de son peuple) est diversement préparé en chacun des individus qui le composent, et ce n'est qu'après un effort assidu, patient, de plusieurs dizaines d'années, qu'une idée déterminée réussit à se répandre efficacement dans des organismes librement constitués, qui acceptent librement une tendance, et choisissent librement d'agir de conserve.

Salvemini croit au « contrat social », il croit à la possibilité d'accords fulgurants entre un certain nombre de personnes dispersées sur un vaste territoire, et puisque ces accords fulgurants ne se réalisent pas, ou tardent à se réaliser, il subodore l'intervention du diable, l'influence maléfique de volontés perverses, qu'il finit par identifier avec des « dirigeants », dont il est seul à connaître les noms, et qui sont démagogiquement désignés à l'exécration universelle.

Une « vérité » déformée

L'Unità a sermonné Il Grido (1) et le Parti socialiste dans son ensemble, à cause de cette phrase, parue dans nos colonnes : « L'attitude du Parti socialiste a indubitablement contribué au brin de succès remporté par les solutions démocratiques que le groupe de L'Unità préconise pour résoudre les problèmes nationaux. »

L'Unità nous accuse de vouloir usurper ses mérites; avec beaucoup d'esprit elle évoque le « vénérable camarade Greulich », elle parle de sacristains et de cardinaux du socialisme, elle rappelle nos responsabilités dans l'affaire de Caporetto qui, si elles sont « de proportions bien inférieures à ce que croient les socialistes » (1), n'en seraient pas pour autant terribles si la phrase du Grido avait voulu dire que les socialistes « en travaillant à provoquer de tels désastres, ont travaillé à rendre nécessaires certaines mesures ». C'est une étrange façon de concevoir

les responsabilités que de les minimiser ou de les amplifier par la simple vertu d'une phrase isolée.

Dans ce cas particulier également, Salvemini est victime de son messianisme culturel.

Il confond en effet le sort que peut connaître la solution d'un problème dans l'idéal, avec le sort que connaîtra politiquement la même solution.

La solution proposée par Salvemini pour le problème adriatique est loin d'être acceptée (1). On a seulement obtenu la permission de la discuter et de la faire connaître, on a seulement obtenu ce qui devrait être une condition permanente de la vie politique dans un pays libéral. Pour que cette solution soit traduite dans les faits, pour qu'elle devienne un fait politique, il est nécessaire qu'une force sociale organisée la fasse sienne. Existe-t-il en Italie une force politique capable de faire cela? Capable d'assumer, en cas de nécessité, la responsabilité du pouvoir afin de réaliser cette solution?

Résoudre le problème adriatique dans son intégrité démocratique revient à imprimer une direction déterminée à la vie nationale, parce qu'il est lié à un vaste système selon lequel d'autres problèmes doivent être résolus, en liaison avec lui.

En Italie, il n'existe pas de forces organisées d'une telle envergure en dehors du Parti socialiste et de l'État. Le Parti socialiste résoudrait le problème d'une façon socialiste, en le liant à d'autres problèmes, selon sa « justice », [*une ligne censurée*].

Reste l'État, le gouvernement, qui, spontanément, ne fera pas sienne la solution de Salvemini, mais qui peut l'adopter empiriquement, si on la lui impose de l'extérieur. L'imposer, seul le Parti socialiste en est indirectement capable, tant qu'il représente une opposition menaçante. Entre le programme de Zimmerwald [*une ligne censurée*] et les solutions impérialistes, reste l'éventualité que le gouvernement, afin de résoudre cette inguérissable dissension, adopte la solution démocratique. L'existence de cette éventualité explique le peu de succès qu'a remporté Salvemini et elle est conditionnée par l'attitude intransigeante du Parti socialiste. Voilà ce que signifiait la phrase du *Grido*, et cette signification ressortait de l'ensemble du contexte.

Salvemini y a trouvé motif à sermonner, à répéter ses lieux communs sur les cardinaux et les sacristains, sur la dépravation morale et intellectuelle des socialistes qui

auraient « dissocié systématiquement dans toute leur propagande l'idée de paix et l'idée de justice».

Parce que Salvemini dissocie l'idée de justice et l'idée de garantie (et que la seule garantie des socialistes est la dictature du prolétariat international), il dissocie l'idée de culture politique de l'idée d'organisation économique et politique, il dissocie l'idée d'action et d'efficacité de l'action, de la réalité que représentent les conditions générales de culture et de force. Il lui reste la passion messianique qui le fait entrer dans les rangs des politiciens du « si » , qui fait de lui, sans qu'il en ait conscience, un élément d'indiscipline et de désordre.

Sans signature,

*Il Grido del Popolo*, 29 juin 1918.

### UTOPIE (1)

Les constitutions politiques sont nécessairement dépendantes de la structure économique, des formes de production et d'échange. Beaucoup se figurent avoir résolu, grâce au simple énoncé de cette formule, tout problème politique et historique, ils se croient en mesure d'administrer des leçons à droite et à gauche, de juger carrément les événements, et de conclure, par exemple : « Lénine est un utopiste, les malheureux prolétaires russes vivent en pleine illusion utopique; implacable, un terrible réveil les attend.»

La vérité est qu'il n'existe pas deux constitutions politiques semblables entre elles, de même qu'il n'existe pas deux structures économiques semblables. La vérité est que la formule en question n'est absolument pas l'expression directe d'une loi naturelle qui sauterait tout de suite aux yeux. Entre les prémisses (structure économique), et la conséquence (constitution politique), les rapports sont loin d'être simples et directs; et l'histoire d'un peuple ne s'appuie pas sur les seuls faits économiques. L'enchaînement de cause à effet est complexe et embrouillé, et seule peut le démêler une étude approfondie et étendue de toutes les activités spirituelles et pratiques; et cette étude n'est possible qu'après que les événements se sont

intégrés dans une continuité, c'est-à-dire longtemps, très longtemps après le déroulement des faits. Le spécialiste peut affirmer avec assurance qu'une certaine constitution politique ne triomphera pas (c'est-à-dire ne durera pas de façon constante), si elle n'adhère pas indissolublement et de manière intrinsèque à une structure économique déterminée, mais cette affirmation n'a qu'une valeur d'indication globale; comment en effet pourrait-il savoir, alors même que les faits se déroulent, de quelle façon précise va s'établir cette dépendance? Les inconnues sont plus nombreuses que les faits vérifiés et contrôlables, et chacune de ces inconnues risque d'infirmer une induction téméraire. L'histoire n'est pas un calcul mathématique : elle ne comporte pas de système métrique décimal, de numérotation progressive de quantités égales rendant possibles les quatre opérations, les équations et les extractions de racines : la quantité (la structure économique), y devient qualité, puisqu'elle devient instrument d'action entre les mains des hommes, ces hommes dont la valeur ne se ramène ni à leur poids, ni à leur taille, ni à l'énergie mécanique qu'ils peuvent développer à partir de leurs muscles et de leurs nerfs, mais qui comptent électivement dans la mesure où ils sont esprit, dans la mesure où ils souffrent, comprennent, jouissent, acceptent ou refusent. Dans une révolution prolétarienne, l'inconnue « humanité » est encore plus indéchiffrable que dans n'importe quel autre événement. Le niveau spirituel du prolétariat russe, comme celui des autres prolétariats en général, n'a jamais été étudié, et peut-être était-il impossible de l'étudier. Le succès ou l'échec de la révolution pourra nous fournir un document digne de foi sur sa capacité à créer l'histoire; pour le moment, il n'y a qu'à attendre.

Ceux qui n'attendent pas, et veulent prononcer immédiatement un jugement définitif, se proposent d'autres buts : ils ont des objectifs politiques immédiats, qu'ils poursuivent dans les rangs des hommes auxquels s'adresse leur propagande. Affirmer que Lénine est un utopiste ne relève pas de la culture, ce n'est pas un jugement historique, c'est un acte politique immédiat. Affirmer, avec autant de sécheresse, que les constitutions politiques, etc., ne relève pas de la doctrine, c'est une tentative pour provoquer un certain état d'esprit afin que l'action s'infléchisse dans un sens plutôt que dans l'autre.

Aucun acte n'est sans conséquences dans la vie, et le fait de croire une théorie plutôt qu'une autre a ses réper

*Utopie* 183

cussions particulières sur l'action; l'erreur elle-même laisse sa trace; dans la mesure où elle est répandue et acceptée, elle peut *retarder* (mais certes pas empêcher) la réalisation d'un objectif.



Voilà qui prouve que l'action politique n'est pas directement déterminée par la structure économique, mais par l'interprétation que l'on donne de cette structure et des soi-disant lois qui en gouvernent le déroulement. Ces lois n'ont rien de commun avec les lois naturelles; bien que ces dernières ne soient pas, elles non plus, des faits objectifs établis, mais seulement des constructions de notre pensée, des schémas pratiques à utiliser pour la commodité de l'étude et de l'enseignement.

Les événements ne dépendent pas du bon vouloir d'un seul, ni même de celui d'un groupe, fût-il nombreux. Ils dépendent des volontés de plusieurs, volontés qui se manifestent par l'accomplissement ou le refus de certaines actions, et par l'adoption des positions spirituelles correspondantes, ils dépendent également du degré de conscience qu'une minorité peut avoir de toutes ces volontés et de la façon dont elle sait plus ou moins bien les diriger vers un objectif commun, après les avoir encadrées grâce aux pouvoirs de l'État.

Pourquoi les individus, dans leur majorité, n'accomplissent-ils que certains actes déterminés? c'est parce qu'ils n'ont pas d'autre but social que la conservation de leur propre intégrité physique et morale : « c'est ainsi qu'ils s'adaptent aux circonstances, et répètent mécaniquement certains gestes qui, à travers leur propre expérience ou à travers l'éducation reçue (qui est le résultat de l'expérience d'autrui), se sont montrés efficaces pour atteindre le but poursuivi : réussir à vivre. Cette similitude entre les façons d'agir de la majorité entraîne une similitude dans les effets, elle donne à l'activité économique une certaine structure, le concept de loi prend ainsi naissance. Cette adaptation au milieu n'est altérée que par la poursuite d'un objectif plus élevé. Si la fin de l'homme n'est plus simplement survivre, mais vivre qualitativement, on accomplit de plus grands efforts, et si le désir d'atteindre cet objectif supérieur se généralise, on réussit à transformer le milieu, on instaure de nouvelles hiérarchies, différentes de celles qui réglaient jusqu'alors les rapports entre les individus et l'État, et ces hiérarchies tendent à remplacer définitivement les précédentes afin d'arriver à une vaste réalisation de l'objectif humain supérieur.

Ceux qui considèrent ces pseudo-lois comme quelque chose d'absolu, étranger aux volontés individuelles, et non comme une adaptation psychologique au milieu, due à la faiblesse des individus (à leur manque d'organisation et donc à l'incertitude de l'avenir), ne peuvent imaginer que la psychologie peut changer, que la faiblesse peut devenir force. Et pourtant c'est ce qui arrive, et la loi, la pseudo-loi, se brise. Les individus sortent de leur solitude et s'associent. Mais comment se produit ce processus d'association? On n'arrive à le concevoir, lui aussi, qu'à la façon d'une loi absolue, à l'aune de la normalité, et lorsque notre lenteur d'esprit ou nos idées préconçues font que la loi ne nous saute pas tout de suite aux yeux, on juge et on s'écrie : Utopie! utopistes!

Lénine est donc un utopiste; depuis le premier jour de la Révolution bolchevique, le prolétariat russe vit en pleine utopie, et, implacable, un terrible réveil l'attend.

Si l'on applique à l'histoire russe les schémas abstraits, généraux, établis pour permettre de suivre les étapes du développement normal de l'activité économique et politique du monde occidental, il ne peut y avoir d'autre conclusion. Mais chaque phénomène historique est un « individu»; son développement est soumis au rythme de la liberté; il s'agit de rechercher non la nécessité en général, mais la nécessité particulière. La relation de cause à effet doit être étudiée du point de vue des événements russes et non d'un point de vue générique et abstrait.

Le rapport de nécessité est indubitablement présent dans les événements de Russie, et c'est un rapport de nécessité capitaliste : c'est la guerre qui a été la condition économique, le système de vie pratique qui a déterminé l'État nouveau, qui a été la substance nécessaire à la dictature du prolétariat; cette guerre que la Russie arriérée a dû mener sous la même forme que les États capitalistes les plus avancés.

Dans la Russie patriarcale, il ne pouvait y avoir de ces concentrations d'individus qui se produisent dans un pays industrialisé et qui sont la condition qui permet aux prolétaires de se connaître entre eux, de s'organiser et de prendre conscience qu'ils ont une puissance de classe qu'ils peuvent orienter vers un objectif humain de portée universelle. Un pays d'agriculture intensive \* isole les individus, rend impossible une prise de conscience uniforme

\* Recte: extensive (N.d.R.).

et répandue. Il rend impossibles non seulement l'existence d'unités sociales prolétariennes, mais aussi la conscience de classe qui permet de mesurer sa propre force, et la volonté d'instaurer un régime qui trouve sa légitimation permanente dans cette force.

La guerre, c'est le maximum de concentration de l'activité économique entre les mains de quelques-uns (les dirigeants de l'État), et elle s'accompagne du maximum de concentration des individus dans les casernes et dans les tranchées. La Russie en guerre était vraiment la terre d'Utopie : avec des hommes dignes des hordes barbares, l'État a cru pouvoir livrer une guerre de technique, d'organisation, de résistance spirituelle, telle qu'aurait seulement été capable de la livrer une humanité que l'usine et la machine auraient cérébralement et physiquement trempée. C'est la guerre qui était une utopie, et la Russie tsariste s'est désagrégée sous la tension excessive de l'effort qu'elle s'était imposé et qui lui avait été imposé par un ennemi aguerrri. Mais les conditions suscitées artificiellement par la puissance démesurée de l'État despotique ont eu, inévitablement, leurs conséquences : ces grandes masses d'individus socialement solitaires, rapprochées, concentrées dans un petit espace géographique, ont engendré des sentiments nouveaux, ont engendré une solidarité humaine encore jamais vue. La révélation de la force collective existante fut d'autant plus grande, le désir de la conserver et de bâtir sur elle la société nouvelle fut d'autant plus irrésistible et acharné que les masses s'étaient auparavant senties faibles dans leur isolement, et s'étaient pliées au despotisme.

La discipline despotique s'est dissoute : une période de chaos lui a succédé. Les individus ont cherché à s'organiser, mais comment? et comment conserver l'unité humaine qui s'était créée dans la souffrance?

C'est là que le philistin s'avance et répond : « Il fallait que la bourgeoisie remette de l'ordre dans le chaos, parce qu'il en a toujours été ainsi, parce que toute économie patriarcale et féodale est toujours suivie par une économie bourgeoise et par une constitution politique bourgeoise. » Pour le philistin, il n'y a pas de salut hors des schémas préétablis, il ne conçoit l'histoire que comme un organisme naturel qui passe par des étapes fixes et prévisibles de développement. Si vous semez un gland, vous êtes sûrs qu'il ne peut en naître autre chose qu'une pousse de chêne, qui va lentement grandir et ne donnera de fruits qu'au

bout d'un certain nombre d'années. Mais l'histoire n'est pas un bois de chênes et les hommes ne sont pas des glands.

Où donc se trouvait en Russie la bourgeoisie capable de remplir cette tâche? et si sa domination est une loi naturelle, comment se fait-il donc que cette loi n'ait pas fonctionné?

Cette bourgeoisie ne s'est pas montrée : quelques rares bourgeois ont cherché à s'imposer et ils ont été balayés. Il fallait qu'ils aient la victoire, il fallait qu'ils s'imposent, bien que peu nombreux, incapables et faibles? Mais de quel saint chrême avaient-ils donc été oints, ces malheureux, pour devoir triompher même en perdant? Le matérialisme historique ne serait-il donc qu'une réincarnation du légitimisme, du droit divin?

Ceux qui trouvent Lénine utopiste, ceux qui affirment que la tentative de dictature du prolétariat en Russie est une tentative utopique, ne sauraient être des socialistes conscients, ils n'ont pas bâti leur culture en étudiant la doctrine du matérialisme historique : ce sont des catholiques, ils sont embourbés dans le Syllabus. Ce sont eux, les seuls et les vrais utopistes.

L'utopie consiste en effet à ne pas réussir à concevoir l'histoire comme un libre développement, à voir l'avenir comme un solide déjà profilé, à croire aux plans préétablis. L'utopie, c'est le philistinisme, tel que Henri Heine le tourne en dérision : les réformistes sont les philistins et les utopistes du socialisme comme les protectionnistes et les nationalistes sont les philistins de la bourgeoisie capitaliste. Heinrich Von Treitschke est le plus illustre représentant du philistinisme allemand (les statolâtres allemands sont ses fils spirituels), pareillement, Auguste Comte et Hippolyte Taine représentent le philistinisme français et Vincenzo Gioberti (1) celui d'Italie. Les utopistes, ce sont ceux qui prônent les missions historiques nationales, ou croient aux vocations individuelles, ce sont tous ceux qui hypothèquent l'avenir et croient l'emprisonner dans leurs schémas préétablis, ceux qui ne conçoivent pas la divine liberté et gémissent continuellement sur le passé sous prétexte que les événements se sont mal déroulés.

Ils ne conçoivent pas l'histoire comme un libre développement - fait d'énergies libres qui naissent et s'intègrent librement - différent de l'évolution naturelle, tout comme l'homme et les associations humaines sont différents des molécules et des agrégats de molécules. Ils n'ont pas appris que la liberté est la force immanente de l'histoire, qu'elle

fait éclater tout schéma préétabli. Les philistins du socialisme ont fait de la doctrine socialiste une serpillière de la pensée, ils l'ont souillée, et ils se mettent ridiculement en colère contre ceux qui, selon eux, ne la respectent pas.

En Russie, la libre affirmation des énergies individuelles et des énergies associées a renversé les obstacles des mots et des plans préétablis. La bourgeoisie a tenté d'imposer sa domination et elle a échoué. Le prolétariat a assumé la direction de la vie politique et économique et il réalise son ordre. Il réalise son ordre et non pas le socialisme, parce que le socialisme ne peut sortir d'un fiat magique : le socialisme est un devenir, une succession de moments sociaux qui se développent, toujours plus riches de valeurs collectives. Le prolétariat réalise son ordre, en créant des institutions politiques capables de garantir la liberté de ce développement, et d'assurer le maintien de son pouvoir.

La dictature est l'institution fondamentale qui garantit la liberté, qui empêche les coups de main des minorités factieuses. Elle est une garantie de liberté parce qu'elle n'est pas une méthode à perpétuer, mais qu'elle permet de créer et de consolider les organismes permanents dans lesquels la dictature se dissoudra, après avoir accompli sa mission.

Après la révolution, la Russie n'était pas encore libre, parce qu'il n'y avait pas de garanties à la liberté, parce que la liberté n'avait pas encore été organisée.

Le problème était de susciter une hiérarchie, mais une hiérarchie ouverte, qui ne pût pas se cristalliser en un ordre de caste et de classe.

A partir de la masse, à partir du nombre, on devait arriver au numéro Un, afin qu'il existe une unité sociale, afin que l'autorité soit seulement une autorité spirituelle.

Les noyaux vivants de cette hiérarchie sont les Soviets et les partis populaires. Les Soviets sont l'organisation primordiale qu'il faut intégrer et développer et les bolcheviks deviennent le parti du gouvernement, parce que les bolcheviks soutiennent que les pouvoirs de l'État doivent dépendre des Soviets et être sous leur contrôle.

Le chaos russe se coagule autour de ces éléments d'ordre, c'est le commencement de l'ordre nouveau. Une hiérarchie se constitue : de la masse inorganisée en proie à la souffrance, on passe aux ouvriers et aux paysans organisés,

aux Soviets, au parti bolchevique, et enfin au numéro Un: Lénine. C'est la gradation hiérarchique du prestige et de la confiance, qui s'est formée spontanément, qui se maintient par libre choix.

Où donc est l'utopie dans cette spontanéité? L'utopie, c'est l'autorité et non la spontanéité, et elle est utopie dans la mesure où elle se transforme en carriérisme, où elle se transforme en caste, et se présume éternelle; la liberté n'est pas utopie, parce qu'elle est une aspiration primordiale, parce que l'histoire des hommes est tout entière lutte et travail pour susciter des institutions sociales qui garantissent le maximum de liberté.

Une fois formée, cette hiérarchie développe sa logique. Les Soviets et le Parti bolchevique ne sont pas des organismes fermés : ils se complètent continuellement. La voici, la domination de la liberté, les voici, les garanties de la liberté. Ce ne sont pas des castes, ce sont des organismes en continu développement. Ils représentent la progression de la prise de conscience, ils représentent la possibilité d'organisation de la société russe.

Tous les travailleurs peuvent faire partie des Soviets, tous les travailleurs peuvent influer afin de les modifier et de les rendre plus représentatifs de leurs volontés et de leurs désirs. La vie politique russe est infléchie de façon à tendre à coïncider avec la vie morale, avec l'esprit universel de l'humanité russe. Il se produit un échange continu entre toutes ces étapes hiérarchiques : l'individu grossier s'affine au cours de la discussion pour l'élection de son représentant au Soviet, il peut devenir lui-même ce représentant; il contrôle ces organismes parce qu'il les a toujours sous les yeux; ils sont tout proches géographiquement. Il acquiert le sens de la responsabilité sociale, il devient un citoyen qui décide activement des destinées de son pays. Et le pouvoir, la conscience, à travers cette hiérarchie, s'étendent depuis le numéro Un jusqu'à la masse, et la société est telle qu'il n'y en eut jamais de pareille dans l'histoire.

Tel est l'élan vital de la nouvelle histoire russe. Que peut-on y trouver d'utopique? Où peut-on y trouver le plan préétabli que l'on veut réaliser, quitte à aller à rebours des conditions économiques et politiques? La Révolution russe, c'est la liberté au pouvoir : l'organisation s'appuie sur la spontanéité et non sur l'arbitraire d'un « héros » qui s'impose par la violence. C'est une élévation humaine continue et systématique qui suit une

*D'abord, être libres*      189

hiérarchie, qui crée elle-même peu à peu les organismes nécessaires à sa nouvelle vie sociale.

Mais alors, n'est-ce pas là le socialisme?... Non, ce n'est pas le socialisme au sens stupide que donnent à ce mot les philistins bâtisseurs de projets mastodontes; c'est la société humaine qui se développe sous le contrôle du prolétariat. Lorsque ce dernier sera organisé dans sa majorité, la vie sociale sera plus riche de contenu socialiste qu'elle ne l'est actuellement, et le processus de socialisation pourra continuer à s'intensifier et à se perfectionner toujours davantage. Car le socialisme ne peut s'instaurer à date fixe, mais est un continuel devenir, un développement sans fin au sein d'un régime de liberté organisée et contrôlée par la majorité des citoyens ou par le prolétariat.

Signé A.G., Avanti !, édition piémontaise, 25 juillet 1918.

### D'ABORD, ÊTRE LIBRES (1)

Ce n'est certes pas là la thèse que le Grido a toujours soutenue et les lecteurs qui nous ont suivis peuvent facilement voir où est le point faible de l'article de Leonetti.

Leonetti fait abstraction de l'organisation, c'est-à-dire du phénomène social à travers lequel le socialisme se réalise. Et il oublie que l'organisation est d'ores et déjà une façon d'être qui détermine une forme de conscience et précisément cette forme de conscience que Leonetti suppose ne pouvoir se développer que lorsque nous serons « libres », c'est-à-dire lorsque nous aurons conquis les pouvoirs gouvernementaux et instauré la dictature du prolétariat.

C'est pourquoi Leonetti parle de « nous » et du « peuple », comme de deux entités distinctes : nous (mais de qui donc s'agit-il?), parti d'action; le peuple, troupeau d'aveugles et d'ignorants. Et il entend parti d'action comme pouvaient l'entendre les carbonari de 1848, non tel qu'il est de nos jours, tel que le modèle la lutte politique moderne, lutte à laquelle participent au grand jour des multitudes innombrables et qui ne se limite pas au factieux affronte

ment entre une poignée de conjurés et une poignée d'argousins.

Pour les socialistes, le problème est tout autre. Pour tout ce qui touche au développement de l'individualité, il a été formulé par Carena avec rigueur et précision (1). Mais pour nous c'est aussi, c'est surtout un problème social et en ce sens, il ne peut être résolu qu'à travers l'organisation.

L'individualisme économique du régime capitaliste détermine l'associationnisme politique. Cette nécessité immanente du régime a été Synthétisée par Marx dans son mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous! » Marx a fait de la nécessité une volition, de l'obscur et vague besoin, une conscience critique : l'instinct est devenu et continue à devenir, à travers la propagande socialiste, spiritualité, volonté. L' « union » n'est pas seulement le rapprochement des corps physiques, c'est une communion d'esprits, la collaboration de la pensée, un soutien mutuel dans l'effort de perfectionnement individuel, une éducation réciproque et un contrôle réciproque.

Cette activité, implicite dans l'organisation économique et politique, tend à devenir elle-même spécifique, à assumer une forme qui lui est propre. Le mouvement socialiste se développe, il rassemble des multitudes au sein desquelles les individus sont préparés à des degrés divers à l'action consciente, et préparés à des degrés divers à partager la même vie sociale dans le régime futur. Chez nous, cette préparation est d'autant plus faible que l'Italie n'a pas passé par l'expérience libérale, qu'elle a connu peu de libertés et que l'analphabétisme est, aujourd'hui encore, plus répandu qu'il ne ressort des statistiques.

Pour le prolétariat organisé, le devoir n'en est que plus grand de s'éduquer, d'arriver à faire jaillir de son sein le prestige nécessaire afin d'assurer la gestion sociale sans avoir à redouter que des chouanneries viennent détruire les conquêtes du parti d'action.

L'éducation, la culture, la diffusion systématique du savoir et de l'expérience, cela signifie l'indépendance des masses par rapport aux intellectuels. C'est le travail d'intensification de la culture, d'approfondissement de la conscience, qui constitue la phase la plus intelligente de la lutte contre le despotisme des intellectuels de profession et des compétences de droit divin. Ce travail-là, il

### *L'exemple anglais 191*

n'est pas question de le remettre à demain, au moment où nous aurons la liberté politique. Il est lui-même liberté, il est lui-même stimulant à l'action et condition de l'action. La conscience de sa propre impréparation, la crainte d'échouer à l'épreuve lors de la reconstruction, n'est-ce pas là



la plus rigide des entraves où s'empêtre l'action? Et il ne peut en être autrement; le socialisme c'est l'organisation, et c'est non seulement l'organisation politique et économique, mais même et surtout l'organisation du savoir et de la volonté, obtenue à travers l'activité de la culture.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 31 août 1918.

### L'EXEMPLE ANGLAIS (1)

Les journaux anglais consacrent de nombreux articles aux prochaines élections législatives du Royaume-Uni. L'opinion publique se passionne pour la discussion et tous les hommes politiques anglais participent aux polémiques qui se sont ouvertes. Il est utile que notre public soit tenu au courant du grand événement politique qui se prépare outre-Manche [huit *lignes censurées*].

La Chambre des communes, actuellement en fonction, avait en 1917 prorogé elle-même ses propres pouvoirs, comme l'ont fait les autres Parlements, mais contrairement à ces derniers, elle s'était contentée d'une prorogation d'une année. La promulgation de la nouvelle loi électorale a rendu impossible l'application du système actuellement en vigueur. En effet la nouvelle loi octroie le droit de vote à plusieurs millions de citoyens dont la majorité est constituée par des femmes : les députés élus selon l'ancien mode de scrutin ne représentent donc plus le corps électoral. Dans ces conditions le gouvernement a compris la nécessité de faire appel au suffrage universel, pour savoir si ses options coïncident avec la pensée du pays, et pour conférer aussi une plus grande autorité et une plus grande dignité à la Chambre des communes. La date des élections avait été initialement fixée au mois d'octobre; mais la longueur des travaux préliminaires à l'établissement des nouvelles listes électorales, a contraint à les renvoyer. En outre le

vote des soldats qui se trouvent au front exigera une organisation spéciale dont le fonctionnement est très délicat : on prévoit aujourd'hui que les élections ne pourront pas avoir lieu avant le mois de janvier ou, tout au plus, au mois de décembre.

Un nouveau facteur, très important, va modifier profondément la politique britannique. Il s'agit de la nouvelle organisation du *Labour Party*. On sait que les travailleurs anglais étaient groupés jusqu'ici dans deux organisations : l'une, corporative, les *Trade Unions*; l'autre, politique, le *Labour Party*, divisé lui-même en trois fractions : la Société des Fabians, le Parti Indépendant (*Independent Labour Party*) et le Parti socialiste britannique (*British Socialist Party*, anciennement *Social Democratic Federation*). En vue de la prochaine bataille électorale, les travailleurs et les socialistes anglais ont constitué un organisme unique destiné à coordonner les efforts de tous les candidats désignés par le *Labour Party*. On présentera et on défendra courageusement plus de trois cents candidatures. Les *Labourmen* qui disposent aujourd'hui d'une trentaine de sièges à la Chambre des communes, se préparent à en gagner plusieurs autres; on prévoit que la nouvelle Chambre comptera plus de cent députés labouristes.

La nouvelle tactique du *Labour Party* privera les libéraux de quelques-uns de leurs meilleurs éléments de gauche. Ils perdront des hommes de très grande valeur, tels que John Burnes, Charles Trevelyan, Ponsonby, etc. Les leaders libéraux Asquith, et E. Grey devront travailler d'arrache-pied pour assurer la victoire de leur parti. En effet le parti libéral perd non seulement son aile gauche qui passe aux *Labourmen*, mais aussi son aile droite qui passera aux conservateurs, Lloyd George en tête. L'ancien leader radical, qui a perdu le contact chaque jour davantage avec ses représentants, est obligé de recruter dans un autre domaine une nouvelle armée : il ne la trouvera que chez les conservateurs.

Ainsi, nous assisterons à une inévitable dislocation des partis actuellement en lutte, et à un reclassement des tendances, des courants, des hommes et des forces. Il est presque oiseux de rappeler que la question de la guerre, et par conséquent celle de la paix, sera au premier plan de la discussion et déterminera dans une large mesure le résultat de la grande consultation nationale. Le vote des femmes, le vote des soldats, l'action autonome des travailleurs - voilà les nouvelles forces qui modifieront la situation poli

### *L'exemple anglais 193*

tique anglaise. Événement décisif qui pourra influencer sur la situation mondiale. Naturellement le gouvernement fait appel à toutes ses ressources pour gagner l'épreuve, et l'on parle déjà d'un remaniement du cabinet Lloyd George, lequel tient à s'entourer d'hommes sûrs, prêts à lutter à ses côtés pour un programme commun bien clair.

L'Angleterre nous a donné aussi un autre exemple celui du maintien tout au long de la guerre des libertés publiques dont notre pays a perdu jusqu'au souvenir. La censure n'existe pas dans les Iles britanniques; les réunions sont autorisées et la propagande peut s'exercer librement. Des citoyens peuvent prêcher la guerre «jusqu'au bout ~ (never-endists), tandis que d'autres peuvent prêcher la paix. Les brochures, les revues, les journaux, peuvent être distribués largement et partout, dans les réunions comme dans la rue. Toutes les opinions sont libres et respectées. Et l'Angleterre n'en est pas gênée, au contraire. Récemment, à une conférence du ministre Barnes sur la Société des Nations, une partie du public, des socialistes révolutionnaires, entonna des chants subversifs. Il n'y eut rien de grave, et la conférence eut lieu quand même; personne ne fut arrêté et condamné pour défaitisme.

Du reste le pouvoir central ne pourrait même pas tenir la nation sous son contrôle politique. En Angleterre il n'y a pas de préfets ni de sous-préfets, comme il n'y a pas non plus toute la nuée de commissaires de police. Si l'Angleterre est libre, c'est que la lutte politique et parlementaire y a détruit les organismes d'oppression : le Parlement domine, car il est l'unique pouvoir centralisé, en tant qu'il représente la loi unique, reconnue par la majorité, et qu'il est la garantie de la liberté, et non un instrument de tyrannie.

Les journaux socialistes ont fait un notable bond en avant depuis le début de la guerre. Dans le Royaume-Uni un journal ne peut vivre que s'il dispose d'énormes capitaux, qui lui permettent de concurrencer les services d'information des journaux bourgeois. Ainsi l'extrême gauche n'a pas de quotidien. Mais les hebdomadaires sont nombreux, riches, nourris et très diffusés. Ce sont eux qui créent le courant de l'opinion publique, qui dirigent la pensée, qui forment l'éducation politique. Le *Herald* vend plus de cent mille copies, et nos camarades anglais espèrent en faire bientôt un quotidien. Le *Labour Leader*, organe de l'Independent Labour Party, le *Call*, organe du British Socialist Party, le *Forward* (de Glasgow), etc., sont des périodiques que les socialistes de tous les pays ne peuvent

qu'envier. Pour ce qui est des revues : *Socialist Review*, *Cambridge Magazine*, *U.D.C.*, etc. elles n'ont rien de comparable dans les pays latins.

Ainsi le mouvement socialiste anglais dispose-t-il non seulement d'une armée très nombreuse, forte et disciplinée, mais aussi d'un état-major parfaitement préparé. On peut espérer beaucoup d'une force sociale semblable, dirigée par des hommes de premier ordre, et au service de la cause la plus juste que l'homme puisse concevoir : la fraternité des peuples, l'émancipation des travailleurs, le socialisme.

Le *Labour Party* tire sa force et sa grande activité de l'esprit méthodique qui préside à ses travaux et à sa propagande. Quels précieux enseignements pour les socialistes de ces pays où le génie latin illumine tous les fronts!

Comparons un congrès socialiste britannique avec nos congrès. En Angleterre le bureau exécutif qui convoque la conférence établit un ordre du jour, avec un horaire adéquat. Le temps assigne aux orateurs est strictement limité; inexorable, le président exige des congressistes une discipline rigoureuse et, d'un *time* ! implacable, interrompt l'orateur qui dépasse les limites qui lui ont été assignées.

En Italie et en France, les délégués arrivent en retard la première matinée est perdue; sous prétexte d'une « discussion » générale les orateurs se succèdent et parlent de questions les plus disparates : les discussions se chevauchent sans ordre et sans méthode; si l'on veut limiter le temps de parole des orateurs, on s'époumone inutilement; les orateurs sont continuellement interrompus par leurs adversaires; les contradicteurs rivalisent d'intolérance; le congrès se termine dans le chaos, le vote se déroule dans le tumulte, la plus grande partie des questions n'a pas été discutée. Dans les réunions de ce genre, les « manœuvriers » et les politiciens de carrière peuvent exercer leur « talent »; on assiste à une « cuisine » qui n'ajoute rien au prestige du socialisme; le texte des motions est emberlificoté : les factions rivales arrivent toujours à un compromis; et à la fin des débats les militants se regardent, abasourdis, sans comprendre où les dirigeants les ont conduits et pourquoi ils ont voté une résolution plutôt qu'une autre.

Les coutumes anglaises sont tout à fait différentes. Les camarades anglais se respectent, tolèrent l'exposé de toutes les thèses, prêtent attention à leurs adversaires et votent en parfaite connaissance de cause, sans avoir été l'objet d'aucune manœuvre et sans avoir subi la moindre pression.

Lorsque l'ordre du jour a été épuisé et que le résultat des discussions apparaît clair aux yeux du public, les congressistes se séparent à l'heure fixée.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 31 août 1918.

## LA DÉMOCRATIE ITALIENNE

Quelle valeur historique peut bien avoir la polémique qui a opposé, il y a une vingtaine de jours, deux groupes de la presse bourgeoise italienne, à propos de la politique étrangère de Monsieur Sonnino (1) ou, plus précisément, des « voies nouvelles » de la politique étrangère italienne ?

En Italie, il n'existe pas de partis politiques organisés contrôlant l'attitude des journaux et des personnages publics de la classe bourgeoise ; partant, les idées générales, les programmes concrets, ne trouvent personne dans la société pour les répandre et les défendre efficacement. La démocratie italienne est encore une « démagogie », puisqu'elle ne s'est pas encore constituée en organisme hiérarchique, puisqu'elle n'obéit pas à une discipline d'idées liée à un programme auquel elle aurait librement adhéré ; cela signifie qu'en Italie la démocratie n'est qu'un mot, une phrase toute faite, une figurine de mode anglo-américaine, elle n'est pas devenue une foi, elle n'a pas déterminé de distinction entre les citoyens, elle ne nourrit pas la lutte politique de passion morale.

Les journaux remplacent les partis. D'où le manque de continuité de la vie politique italienne, la confusion, l'arrogance effrontée de certaines manifestations, et la servilité qui les conclut nécessairement. Dans la vie sociale bourgeoise, personne n'est responsable de ses actes ou de ses assertions : il n'existe aucune sanction à l'égard de ceux qui agissent avec légèreté, à l'égard des aventuriers, à l'égard des faussaires, à l'égard de ceux qui retournent leur veste. Avec une bourgeoisie ainsi faite, essentiellement démagogue, superficiellement sceptique (c'est-à-dire intimement consciente de sa propre incapacité et de son impuissance), il est naturel que les hommes qui gouvernent

deviennent des despotes, qu'ils suivent leur voie en se refusant à donner des explications à leurs actes.

Il n'existe pas de partis organisés, disciplinés autour d'un programme vivant parce que répondant à des intérêts moraux et économiques largement répandus; l'opposition au gouvernement prend l'aspect d'une révolte; elle éclate à l'improviste, elle est pleine de pièges et de sous-entendus, de menaces ou de promesses; elle s'apaise d'un seul coup. Après, que se passe-t-il ? le travail continue, dans les salons, dans les bureaux des banques ou des firmes industrielles, dans les sacristies ou dans les couloirs du Parlement. Et si l'opposition-révolte n'a pas abouti dans sa tentative, elle reprend sa polémique dans les journaux, sa polémique stérile, sans avoir un objectif défini que les lecteurs pourraient suivre et contrôler, sans que, depuis la masse, à travers les partis nationaux et les groupes parlementaires, on puisse changer organiquement la ligne du gouvernement et imprimer à l'activité nationale cette direction qui est pourtant celle que la majorité des bourgeois estime être la plus utile.

Par son absence de scrupules, par sa répugnance à admettre et à respecter une discipline politique de parti, par son amour de l'originalité creuse et des « nouveautés » les plus rebattues, la démocratie bourgeoise italienne est condamnée à ne pas avoir de vie politique valable et à s'épuiser en des luttes factieuses où elle finira toujours par être la victime, dupée et tournée en dérision, des aventuriers.

Sans signature,

*Il Grido del Popolo*, 7 septembre 1918.

## L'OEUVRE DE LÉNINE

La presse bourgeoise de tous les pays et particulièrement la presse française (cette distinction particulière repose sur des raisons intuitives) n'a pas caché son immense joie à la nouvelle de l'attentat contre Lénine (1). Sans pudeur, les sinistres croque-morts de l'antisocialisme ont dansé d'une joie frénétique sur ce qu'ils croyaient être le cadavre sanglant de Lénine (' destin cruel, combien de pieux désirs, combien de suaves idéals tu as brisés), ils ont exalté

*L'œuvre de Lénine 197*

le glorieux homicide, ils ont remis à neuf la tactique, tout particulièrement bourgeoise, du terrorisme et du crime politique.

Les croque-morts ont été frustrés : Lénine vit et nous lui souhaitons, pour le bien du prolétariat, de retrouver rapidement sa vigueur physique et de reprendre son poste de militant du socialisme international.

La bacchanale des journalistes aura eu elle aussi son rôle historique - les prolétaires en ont saisi la signification sociale. Lénine est l'homme le plus haï du monde, comme le fut un jour Karl Marx. *[Douze lignes censurées.]*

Lénine a consacré toute sa vie à la cause du prolétariat la contribution qu'il a apportée au développement de l'organisation et à la diffusion des idées socialistes en Russie est immense. Homme de pensée et d'action, il trouve sa force dans son caractère moral; la popularité dont il jouit parmi les masses ouvrières est un hommage spontané à sa rigoureuse intransigeance à l'égard du régime capitaliste : il ne s'est jamais laissé aveugler par les apparences superficielles de la société moderne, que d'aucuns ont prises pour la réalité, ce qui explique qu'ils se sont enfoncés dans une suite d'erreurs.

En appliquant la méthode élaborée par Marx, Lénine trouve que la réalité c'est l'abîme profond, impossible à combler que le capitalisme a creusé entre le prolétariat et la bourgeoisie, que c'est l'antagonisme toujours grandissant des deux classes. En expliquant les phénomènes sociaux et politiques et en fixant au parti la voie à suivre dans tous les moments de sa vie, il n'a jamais perdu de vue le ressort le plus puissant de toute l'activité économique et politique: la lutte de classe. Il compte parmi les défenseurs les plus fervents et les plus convaincus de l'internationalisme du mouvement ouvrier. Toute action prolétarienne doit être subordonnée à l'internationalisme, coordonnée par lui : elle doit pouvoir avoir un caractère internationaliste. Toute initiative qui, à quelque moment que ce soit, n'eût-elle qu'un caractère transitoire, entre en conflit avec cet idéal suprême, doit être combattue inexorablement : car toute déviation si minime soit-elle, du chemin qui conduit directement au triomphe du socialisme international est contraire aux intérêts du prolétariat, intérêts à long terme ou immédiats, et ne sert qu'à exacerber la lutte et à prolonger la domination de la classe bourgeoise.

Lui, le « fanatique », l' « utopiste », il appuie sa pensée et son action, et celle du parti, uniquement sur cette profonde

et incoercible réalité de la vie moderne, et non pas sur les phénomènes superficiellement voyants qui conduisent toujours les socialistes qui se laissent aveugler par eux, vers des illusions et des erreurs qui mettent en danger l'ensemble du mouvement.

C'est pourquoi Lénine a toujours vu triompher ses thèses, alors que ceux qui lui reprochaient son « utopisme » et exaltaient leur propre « réalisme », se trouvaient misérablement emportés par les grands événements historiques.

Aussitôt après l'éclatement de la révolution et avant de partir pour la Russie, Lénine avait envoyé à ses camarades l'avertissement suivant : « Méfiez-vous de Kerenski » ; les événements qui se sont déroulés ensuite lui donnent entièrement raison. Dans l'enthousiasme de la première heure pour la chute du tsarisme, la majorité de la classe ouvrière et nombre de ses dirigeants s'étaient laissé convaincre par la phraséologie de cet homme qui, avec sa mentalité petite-bourgeoise et du fait qu'il était dépourvu de tout programme et de toute vision socialiste de la société, pouvait conduire la révolution à l'effondrement et entraîner le prolétariat russe sur une voie dangereuse pour l'avenir de notre mouvement. [Trois *lignes censurées*.]

Arrivé en Russie, Lénine se mit aussitôt à développer son action essentiellement socialiste, et qui pourrait être synthétisée dans le mot d'ordre de Lassalle : « Dire ce qui est » : une critique serrée et implacable de l'impérialisme des cadets (Parti constitutionnel démocratique, le plus grand parti libéral de la Russie), de la phraséologie de Kerenski et de la collaboration de classe des mencheviks.

En se basant sur une étude critique approfondie des conditions économiques et politiques de la Russie, des caractères de la bourgeoisie russe et de la mission historique du prolétariat russe, Lénine en était venu dès 1905 à la conclusion qu'en raison du haut niveau de conscience de classe du prolétariat, et étant donné le développement de la lutte des classes, toute lutte politique se transformerait nécessairement en Russie en lutte sociale contre l'ordre bourgeois. Que la société russe se trouvât dans une situation particulière, c'est ce que démontrait l'incapacité même où était la classe capitaliste de mener une lutte sérieuse contre le tsarisme pour le remplacer par sa propre domination politique. Après la révolution de 1905, dans laquelle fut démontrée expérimentalement l'énorme force du prolétariat, la bourgeoisie eut peur de tout mouvement politique auquel participerait le prolétariat et, mue par un



instinct de conservation historique, elle devint foncièrement contre-révolutionnaire. L'expression fidèle de cet état d'âme fut donnée par Milioukov lui-même dans un de ses discours à la Douma : Milioukov affirma qu'il préférerait la défaite militaire à la révolution.

La chute de l'autocratie n'a changé en rien les sentiments et les directives de la bourgeoisie russe; au contraire, sa substance réactionnaire est allée en augmentant à mesure que la force et la conscience du prolétariat se concrétisaient. La thèse de Lénine s'est avérée juste : le prolétariat est devenu le gigantesque protagoniste de l'histoire, mais c'était un géant naïf, enthousiaste, plein de foi en lui-même et dans les autres. La lutte de classe, menée dans un contexte de despotisme féodal lui avait donné la conscience de son unité sociale, de sa puissance historique, mais ne l'avait pas éduqué à la méthode froide et réaliste, ne lui avait pas formé une volonté concrète. Alors la bourgeoisie a rusé : elle s'est faite toute petite, elle a caché ses caractères essentiels sous des phrases bien timbrées : pour son travail d'illusionniste, elle s'est servie de Kerenski, l'homme le plus populaire parmi les masses au début de la révolution; les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires (non marxistes, héritiers du parti terroriste, intellectuels, petits-bourgeois) l'ont aidée inconsciemment, avec leur attitude de collaboration, à cacher ses intentions réactionnaires et impérialistes.

C'est pour déjouer ce piège que s'est dressé vigoureusement le Parti bolchevique sous la direction de Lénine, démasquant implacablement les véritables intentions de la bourgeoisie russe, combattant la tactique néfaste des mencheviks qui livraient le prolétariat pieds et poings liés à la bourgeoisie. Les bolcheviks revendiquaient pour les Soviets tous les pouvoirs, car c'était le seul moyen pour garantir la révolution contre les menées réactionnaires des classes possédantes.

Au début, les Soviets eux-mêmes, sous l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, s'opposaient à cette solution et préféraient partager le pouvoir avec les divers éléments de la bourgeoisie libérale; et la masse aussi laissait faire, mis à part une minorité plus avancée, parce qu'elle ne voyait pas clair dans la réalité des choses, mystifiée qu'elle était par Kerenski et par les mencheviks siégeant au gouvernement. *[Dix-sept lignes censurées.]*

Les événements se déroulaient de manière à donner

entièrement raison à la critique serrée et rigoureuse de Lénine et des bolcheviks, qui avaient soutenu que la bourgeoisie n'avait ni le désir ni la capacité de donner une solution démocratique aux objectifs de la révolution, mais que, aidée inconsciemment par les socialistes « collaborationnistes », elle conduirait le pays à la dictature militaire, instrument politique nécessaire pour la réalisation de ses buts impérialistes et réactionnaires. Éclairées par la propagande des bolcheviks, les masses ouvrières et paysannes commencèrent à se rendre compte de ce qui arrivait, elles acquièrent une maturité et une sensibilité politiques sans cesse grandissantes : leur exaspération éclata la première fois en juillet avec le soulèvement de Petrograd facilement réprimé par Kerenski. Bien que justifié par la funeste politique de Kerenski, ce soulèvement n'avait toutefois pas le soutien des bolcheviks ni de Lénine, car les Soviets continuaient encore à refuser d'assumer eux-mêmes tout le pouvoir et par conséquent tout soulèvement se dirigeait virtuellement contre les Soviets qui, bien ou mal, représentaient la classe ouvrière.

Il fallait donc continuer la propagande de classe et persuader les ouvriers d'envoyer dans les Soviets des délégués convaincus de la nécessité que les Soviets prennent en main tout le pouvoir dans le pays. Une telle orientation montre de toute évidence le caractère essentiellement démocratique de l'action bolchevique, tournée vers le but politique, de sorte que la dictature du prolétariat s'instaurât de manière organique et apparût comme la forme mûre d'un régime social économique et politique.

Ce qui contribua à hâter le développement des événements, outre l'attitude de plus en plus provocante de la bourgeoisie, ce fut la tentative militaire faite par Kornilov, de marcher sur Petrograd pour s'emparer du pouvoir, et également l'attitude de Kerenski qui se permit des gestes napoléoniens, forma un cabinet composé de réactionnaires notoires, réunit un pré-parlement non élu au suffrage universel et interdit enfin le Congrès panrusse des Soviets, véritable coup d'État contre le peuple, début de la trahison bourgeoise à l'égard de la révolution.

Les thèses de Lénine et des bolcheviks, soutenues, répétées, propagées par un travail persévérant et tenace dès le début de la révolution, trouvaient dans la réalité une absolue confirmation : le prolétariat, tout le prolétariat des villes et des campagnes fit résolument masse autour des bolcheviks. renversa la dictature personnelle de

*L'œuvre de Lénine 201*

Kerenski et remit le pouvoir au congrès des Soviets de toute 1 a Russie.

Comme on pouvait le prévoir, le Congrès panrusse des Soviets qui avait été réuni malgré l'interdiction de Kerenski, confia dans l'enthousiasme général la charge de président du Conseil des Commissaires du peuple à Lénine, qui avait montré tant d'abnégation pour la cause du prolétariat et tant de clairvoyance pour apprécier les faits et pour tracer le programme d'action de la classe ouvrière. *[Trente-cinq lignes censurées.]*

La presse bourgeoise de tous les pays a toujours représenté Lénine comme un « dictateur » qui s'est imposé par la violence à un peuple immense et qui l'opprime féroce­ment. Les bourgeois ne réussissent à concevoir la société qu'encadrée dans leur schéma doctrinaire : la dictature pour eux, c'est Napoléon, voire Clemenceau, c'est le despotisme qui concentre tout le pouvoir politique dans les mains d'un seul homme, ce pouvoir étant exercé au moyen d'une hiérarchie de valets armés d'un fusil ou d'une plume pour émarger la paperasse bureaucratique. Aussi la bourgeoisie a-t-elle dansé d'une joie frénétique à la nouvelle de l'attentat perpétré contre notre camarade, et elle en a décrété la mort : une fois disparu le « dictateur » irremplaçable, c'est le nouveau régime tout entier, selon leur conception, qui devrait lamentablement s'écrouler. *[Soixante-trois lignes censurées.]*

Il a été attaqué alors qu'il sortait d'une usine où il avait fait une conférence aux ouvriers : le « féroce dictateur » continue donc sa mission de propagandiste, il est toujours en contact avec les prolétaires auxquels il apporte la parole de la foi socialiste, qu'il incite à l'œuvre tenace de résistance révolutionnaire, pour construire, pour créer des conditions meilleures, pour professer en s'appuyant sur le travail, le désintéressement, le sacrifice. Il fut atteint par le revolver d'une femme, d'une socialiste-révolutionnaire, d'une vieille militante de la subversion par les méthodes terroristes. Dans cet épisode est contenu tout le drame de la Révolution russe. Lénine est le savant qui analyse froidement la réalité historique, qui vise à la construction organique d'une société nouvelle fondée sur des bases solides et permanentes, selon les préceptes de la conception marxiste : c'est le révolutionnaire qui construit sans se faire d'illusions frénétiques, en obéissant à la raison et à la sagesse. Dora Kaplan (1) était une humanitariste, une utopiste, une fille spirituelle du jacobinisme français,

c'est-à-dire quelqu'un qui ne réussit pas à comprendre la fonction historique de l'organisation et de la lutte de classe, qui croit que socialisme signifie paix immédiate parmi les hommes, paradis idyllique de joie et d'amour; qui ne comprend pas combien la société est complexe, combien difficile est le devoir des révolutionnaires dès qu'ils sont devenus les gérants de la responsabilité sociale. Elle était certainement de bonne foi et croyait sincèrement pouvoir faire que l'humanité russe atteigne à la félicité une fois qu'elle l'aurait libérée du « monstre ». Ceux qui ne sont certainement pas de bonne foi, ce sont ses glorificateurs bourgeois, les croque-morts nauséabonds de la presse capitaliste. Ils ont exalté le socialiste-révolutionnaire Tchaïkovski qui à Arkhangelsk avait accepté de se mettre à la tête du mouvement antibolchevique et qui avait renversé le pouvoir des Soviets : maintenant qu'il a accompli sa mission antisocialiste et qu'il a été envoyé en exil par les bourgeois russes dirigés par le colonel Tchaplina, ils se rient du vieux fou, du rêveur.

La justice révolutionnaire a puni Dora Kaplan; le vieux Tchaïkovski, lui, expie dans une île de glace le crime de s'être fait l'instrument de la bourgeoisie, et ce sont les bourgeois qui l'ont puni et qui se moquent de lui.

Sans signature, *Il Grido del Popolo*, 14 décembre 1918.

## APRÈS LE CONGRÈS

Le Congrès de Rome a réaffirmé le triomphe, au sein de l'organisation politique des travailleurs, de la fraction intransigeante révolutionnaire (1), il a réaffirmé, au sein du Parti socialiste italien, le triomphe du socialisme.

Les mots sont une chose, l'action effective que l'on parvient à exercer sur l'histoire en est une autre. Les mots peuvent être prononcés par n'importe qui, le premier aventurier venu qui se propose de bâtir sa fortune personnelle en abusant de la crédulité populaire et de la poltronnerie des classes dirigeantes peut brandir le drapeau. Dans l'action, les buts réels apparaissent; les volontés se matérialisent, la fraude politique n'est plus possible, et les

Après le Congrès 203

contrebandiers sont démasqués. Le Congrès de Rome, le premier Congrès du Parti socialiste italien rénové, a été fait d'action plus que de mots, parce qu'il a établi une discipline d'action inflexible, parce qu'il a tenu à donner à l'action un caractère constant et clairement marqué. Il ne veut plus de politique personnelle, mais il veut une organisation de l'activité politique, il ne veut

plus de liberté d'initiative, mais il veut un contrôle de la liberté. La majorité du parti a ainsi prouvé qu'elle avait atteint un degré supérieur de conscience sociale et politique, un niveau historique vraiment exceptionnel; les socialistes ont prouvé qu'ils étaient au sein de la nation italienne, la force sociale la plus sensible aux appels de la raison et de l'histoire, qu'ils étaient une aristocratie qui mérite d'assumer la gestion de la responsabilité sociale. La mesure du progrès historique est en effet donnée par l'affirmation toujours plus nette du principe d'organisation, opposé à l'arbitraire, au caprice, aux vagues impulsions d'une originalité vide de contenu concret; elle est donnée par la formation de solides hiérarchies démocratiques, librement constituées en fonction d'un but concret qu'il serait impossible d'atteindre si l'on n'y tendait de toutes les énergies réunies en gerbe.

Le Parti socialiste italien est né, à l'origine, de la convergence chaotique d'individus venus des horizons sociaux les plus divers; il a tardé à devenir l'interprète de la volonté de classe du prolétariat. Il a été une arène où se sont affrontées des personnalités bizarres, des esprits tourmentés; à défaut des libertés politiques et économiques qui aiguillonnent les individus en les poussant à l'action et renouvellent constamment les couches dirigeantes, c'est le Parti socialiste qui a fourni des personnalités nouvelles à la somnolente et paresseuse bourgeoisie. Les journalistes les plus estimés, les hommes politiques les plus capables et les plus actifs de la classe bourgeoise sont des déserteurs du mouvement socialiste; le parti a été le tremplin des réussites politiques italiennes, il a été pour l'individualisme jacobin le plus efficace des cribles.

Cette incapacité du parti à fonctionner selon l'esprit de classe était liée au bas niveau social de la nation italienne. La production était encore dans l'enfance, les échanges étaient faibles; le régime était, comme il l'est encore, non pas parlementaire, mais despotique, c'est-à-dire petit-bourgeois plutôt que lié au capitalisme. Le socialisme italien lui aussi était petit-bourgeois, besogneux, opportu

niste, et il servait d'intermédiaire pour procurer des privilèges gouvernementaux à quelques rares catégories de prolétaires.

Le sursaut de classe a commencé à Reggio Emilia, il a continué à Ancône (1), il a maintenant fait à Rome la preuve qu'il était ancré dans les consciences. Les réformistes, ces héritiers de la mentalité petite-bourgeoise préhistorique, ont été mis en minorité après qu'eurent été expulsés de l'équipe socialiste les plus compromis, les plus indisciplinés. Mais l'œuvre de régénération n'est pas terminée : le Congrès a tracé les grandes lignes, il s'agit de poursuivre le travail d'élaboration individuelle des consciences, il faut éduquer des militants capables d'accomplir *spontanément* des actes conformes aux directives de classe, capables de contrôler toutes les instances de l'organisation prolétarienne, afin que cette dernière devienne une puissante machine de combat, dont chaque rouage vibre sous l'impulsion d'une volonté unique.

Le parti devance en esprit les étapes du développement historique de la société, et il se prépare pour être capable de les dominer quand elles se réaliseront : il est lui-même un facteur actif de l'histoire italienne. C'est à chaque instant de sa vie qu'il déploie son activité révolutionnaire. L'intransigeance a une valeur révolutionnaire dans la mesure où elle oblige les bourgeois à assumer toutes leurs responsabilités et où elle est l'engrenage indispensable à l'Internationale prolétarienne; grâce à elle on agit de l'intérieur même du bloc bourgeois, en minant les couches qui se sont enracinées au pouvoir et sont devenues des parasites de la production, et l'on agit également sur le plan international puisque seuls peuvent honnêtement entrer dans un organisme international, pour y prendre une part active et disciplinée, ceux qui sont exempts de compromis avec l'État national. L'autonomie et l'indépendance de ses membres est la première condition nécessaire de la vitalité et de l'historicité d'une association : après avoir éliminé les francs-maçons, à cause de la double discipline à laquelle ils restaient liés, il fallut éliminer les partisans de la collaboration de classe et les opportunistes. Mais la bataille ne fait que commencer : il faut détruire l'esprit de collaboration de classe et l'esprit réformiste, il nous faut formuler avec exactitude et précision ce que nous entendons par État, et comment, dans la position que le parti prend de plus en plus nettement, il n'y a rien qui soit en contradiction avec la doctrine

Après le Congrès 205

marxiste. Il faut préciser, et faire pénétrer dans la conscience des masses que l'État socialiste, c'est-à-dire l'organisation de la collectivité qui suit l'abolition de la propriété privée, ne continue pas l'État bourgeois, n'est pas une évolution de l'État capitaliste basé sur les trois pouvoirs : exécutif, parlementaire et judiciaire, mais qu'il prolonge et développe systématiquement les organisations professionnelles et les organismes locaux que le prolétariat a déjà su susciter

spontanément sous le régime de l'individualisme. L'action immédiate que le prolétariat doit mener ne doit donc, en aucune façon, tendre à une hypertrophie des pouvoirs et de l'intervention de l'État, mais elle doit tendre à la décentralisation de l'État bourgeois, à l'amplification des autonomies locales et syndicales en dehors de la loi de réglementation. L'organisation que l'État capitaliste a adoptée en Angleterre est beaucoup plus proche du régime des Soviets que ne veulent l'admettre es bourgeois de chez nous quand ils parlent d' « utopie léniniste »; le reconnaître revient à affirmer la vitalité éternelle de la doctrine marxiste et l'historicité de la révolution maximaliste qui représente un moment nécessaire du devenir historique.

Le triomphe de notre fraction au Congrès ne doit pas nous faire illusion (1) et nous induire à ralentir notre effort de culture et d'éducation; au contraire, il nous crée davantage de responsabilités. Le monde capitaliste est fortement secoué, le passage de l'épargne du plus grand nombre entre les mains de quelques rares capitalistes donne de l'audace à la bourgeoisie, mais provoque en elle une lutte intestine; on voit se dessiner, dans un temps qui n'est pas lointain, un choc formidable qui opposera, à propos des tarifs douaniers, les intérêts des industriels et ceux des agriculteurs, le Nord au Midi. L'État bourgeois, ou plutôt petit-bourgeois, risque d'être un moment à découvert... [Dix lignes censurées.]

Sans signature,

Il Grido *del Popolo*, 14 septembre 1918.

## LA LUTTE PROCHAINE

Les journaux italiens, et surtout les journaux « radicaux-socialistes », font une large place aux informations concernant l'activité électorale du Labour Party (1). Quels hommes, quelles masses, quelle discipline : prolétaires, travailleurs italiens, suivez l'exemple admirable de vos camarades anglais!

Les « radicaux-socialistes » italiens exagèrent dans leur enthousiasme : le prolétariat anglais leur réserve de nombreuses désillusions. Les journaux « radicaux-socialistes » laissent de côté toute une partie de la propagande électorale du Labour Party et c'est, comme par hasard, la partie essentielle, celle qui caractérise la reprise, l'élan vital du socialisme britannique : les labouristes demandent que les représentants directs des organisations prolétariennes participent à la Conférence de la paix. C'est là, semble-t-il, une requête légitime, tout à fait anodine. Mais la bourgeoisie anglaise dans tous ses secteurs, des conservateurs aux radicaux-socialistes, n'en juge pas ainsi. Démagogie, bolchevisme, protestent indignés tous les grands thuriféraires de l'État parlementaire et du suffrage universel; les travailleurs sont des citoyens anglais comme les autres, ils peuvent élire autant de représentants qu'ils le veulent à la Chambre des communes; ils peuvent devenir la classe dirigeante de l'État; leur permettre d'avoir une représentation autonome à la Conférence de la paix, serait reconnaître que l'État libéral, que le parlementarisme, sont incapables, avec leurs organes administratifs et officiels, de satisfaire les exigences des intérêts légitimes.

Et c'est précisément ce que pense une partie du prolétariat anglais, et cette partie jouit d'un tel prestige qu'elle a réussi à imposer son postulat à l'organisation tout entière; ce qui est inouï et sans précédent dans la vie politique anglaise. Le prolétariat s'échappe de l'orbite du libéralisme individualiste, bouleverse toutes les traditions, et accepte un principe dont le développement dialectique et pratique, conduit tout droit à la dictature du prolétariat, à l'exécrable léninisme, à la tyrannie rouge des Soviets des ouvriers et des paysans.

Voilà ce qu'il en est : et c'est ainsi que cela se passera.

*La lutte prochaine 207*

Le prolétariat anglais, pour la première fois, participe aux élections avec un programme bien à lui, et, en refusant de collaborer avec la gauche bourgeoise, il pose un préalable critique qui considère le Parlement et le suffrage universel comme des organismes usés, désormais insuffisants; des mécanismes représentatifs qui ne sont acceptés que provisoirement, comme le



moyen suffisant et nécessaire de développer la puissance ouvrière, de garder le contact avec les grandes masses et d'acquérir du prestige. Le prolétariat ne reconnaît pas dans le pouvoir exécutif, qui émane du Parlement, le dépositaire de ses intérêts et de ses aspirations. Le pouvoir exécutif du prolétariat réside dans ses organismes de classe : seuls ceux-ci ont vocation de représenter les intérêts et les aspirations du prolétariat à la Conférence de la paix; c'est en eux que réside la dialectique constitutionnelle de l'Ordre nouveau que le prolétariat anglais veut instaurer pour faire partie de l'Internationale mondiale, basée sur la socialisation des moyens de production et d'échange.

Cette position critique n'est pas encore devenue conscience organique distincte de tout le prolétariat anglais : s'il en était ainsi, l'Angleterre aurait déjà atteint le moment historique de la révolution sociale. Mais elle le deviendra. Le simple fait que le Labour Party ait fait sienne l'expression élémentaire du postulat maximaliste, démontre que si les maximalistes ne sont pas encore la majorité, ils tendent à le devenir. Ils suivent la tactique social-démocrate que les bolcheviks ont appliquée en Russie avec tant de succès : les prolétaires doivent se convaincre par eux-mêmes que seuls les organismes de classe représentent leurs intérêts de classe et leurs aspirations, qu'il faut travailler pour que le pouvoir exécutif de la nation passe du gouvernement parlementaire aux organisations, aux Conseils des ouvriers. L'État bourgeois est victorieux, les institutions libérales jouissent encore de beaucoup de prestige parmi les prolétaires, et il n'est pas facile de réaliser une majorité prolétarienne énergique et décidée. Mais les maximalistes anglais sont tenaces; le Parlement qui sortira de ces élections aura une orientation impérialiste et conservatrice, le gouvernement s'en servira pour imposer à l'Allemagne révolutionnaire une paix de Brest-Litovsk, pour essayer d'abattre la République des Soviets. Mais, à côté du gouvernement parlementaire, surgit et se développe le libre pouvoir des travailleurs anglais. Le conflit entre les deux pouvoirs ne tardera pas à éclater et à

grandir et c'est le pouvoir des travailleurs qui vaincra. C'est dans l'avènement de la dictature du prolétariat anglais qu'est le salut des Républiques socialistes de Russie et d'Allemagne, le destin de l'Internationale prolétarienne, de l'Ordre nouveau mondial.

Sans signature, *Avanti !*, édition piémontaise, 12 décembre 1918.

## LE SPECTRE

« Un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies dans une Sainte Alliance pour traquer ce spectre. » Les puissances de la vieille Europe ont changé depuis ces jours de février 1848 où K. Marx écrivait l'exorde du *Manifeste communiste*: il reste le pape bien amoindri dans son prestige spirituel et dans son pouvoir historique; le tsar a été englouti et, sur les ruines de la Sainte Russie, le communisme construit l'Ordre nouveau; il ne reste plus les descendants de Metternich, qui, d'Autriche, se sont réfugiés en Occident; il reste les radicaux français et les policiers allemands qui luttent dans les rues de Berlin contre les colonnes d'ouvriers et de soldats conduits par Karl Liebknecht.

Le spectre est devenu un être en chair et en os : et pour cela plus épouvantable encore. Le spectre s'est matérialisé en un État qui a ses frontières, son armée, son trésor public; qui a une organisation qui se développe sans cesse et qui offre aux prolétaires, non plus un *Manifeste*, impitoyablement corrosif, de pure critique négative, mais un patrimoine d'expériences positives, une méthode d'action, une « pratique » qui vivifie la théorie et rassemble les individus dans une nouvelle forme sociale vibrante d'énergie en mouvement vers le plus parfait et le plus distinct.

Le spectre est devenu un incubé qui hante les vieilles bigotes des Églises politiques désertées par la foi : il a pris un nom, Lénine, un nom démoniaque qui bouleverse les consciences endurcies et les agite de fureur aveugle, de délires spasmodiques. Une de ces pâles et tremblantes bigotes hantées par le démon est Napoleone Colajanni,

### *Le spectre 209*

le vieux républicain qui fait un bruit du diable pour que l'on ferme les portes et les fenêtres de l'Église désertée par la foi et que l'on repousse le démon léniniste qui danse sur la place, agile et leste, prêt à s'introduire et à souiller le temple sacré. Napoleone Colajanni a répudié le Congrès républicain de Florence (1), il ne le reconnaît pas, il met en garde les congressistes qui croient ingénument travailler pour la république. Les congressistes ont travaillé et travaillent pour le léninisme. La politique est léninisme, l'existence des partis est léninisme, le libre examen est

léninisme, construire des programmes est léninisme, la vie est léninisme. Ce n'est que dans la mort, dans le silence, dans l'inertie que sont l'ordre et le salut. Les hommes sont devenus trop inquiets, ils réfléchissent trop, ils observent trop : on n'arrive plus à les comprendre, ils sont fous, ils sont obsédés. Il est devenu impossible de prévoir le futur: on travaille pour la république, et voilà que ces terribles scélérats, que sont les hommes, s'aperçoivent que la république doit être celle des Soviets, et ils appellent la « vraie » république, la république des « bourgeois et des renégats ». On travaille pour avoir la Constituante et une fois qu'on l'a obtenue, voilà que ces mêmes individus méprisables, après l'avoir exploitée pour leurs louches objectifs, la méprisent, la renient, la dissolvent et exaltent une souveraineté populaire dont aucun manuel n'a jamais débattu, qui n'a jamais trouvé place dans aucun des textes sacrés de la démocratie. C'est pourquoi il ne faut pas travailler, il ne faut pas bouger, il faut faire le mort, il faut feindre d'être idiot. Le spectre démoniaque se troublera, il ne comprendra plus rien, il sera lui aussi mort qu'une momie. Se passera-t-il par hasard quelque chose? Le monde sera-t-il bouleversé? Mais pas du tout; le monde est tranquille; tout le monde est content; il faut le croire et le soutenir, si l'on veut exorciser le spectre, si l'on veut se défendre de la lumière léniniste.

En définitive la lettre de Colajanni a été la manifestation la plus sincère du Congrès républicain.

Sans signature, *Avanti !*, édition piémontaise, 13 décembre 1918; édition milanaise, 16 décembre 1918.

## LA CROISADE CONTRE LA RUSSIE

Il paraît que les gouvernements de l'Entente ont renoncé à leur croisade contre la Russie des Soviets. Les journaux et les agences ont soudain changé de ton. Non qu'ils aient mis un terme à leurs calomnies grossières et à leurs basses injures contre les hommes qui représentent le pouvoir du prolétariat russe, mais ils se sont aperçus tout à coup qu'une expédition militaire en Russie signifierait pour l'Entente le début d'une nouvelle guerre colossale, l'éloignement de la patrie de leurs fils bien-aimés, qui doivent au contraire travailler à la reconstruction; ce serait prolonger encore la période des restrictions, puisque les flottes marchandes seraient encore une fois réquisitionnées pour les transports militaires; cela représenterait un risque financier, etc. etc. Voilà pourquoi on affirme aujourd'hui que les récentes déclarations de lord Milner ne représentent que son point de vue personnel et que lui-même doit être considéré comme virtuellement démissionnaire; on dénie aujourd'hui toute valeur officielle et officieuse au communiqué de l'agence Reuter, diffusé en Italie par la Stefani (1); M. Milioukov vient d'être expulsé de Paris et les autres victimes éminentes du bolchevisme débarquées ces derniers jours à Paris et à Londres (lorsque lord Milner a déclaré ceci, la Reuter cela et Wilson a eu un entretien) ont été piteusement consolés par la grande presse et priés de mettre leur âme en paix, puisque, malheureusement, on ne peut rien en faire.

Que signifie ce changement de ton des grands journaux capitalistes? On ne peut croire à une conversion due exclusivement à une évaluation plus approfondie des difficultés techniques d'une expédition militaire en Russie. Beaucoup d'autres facteurs ont dû y contribuer et, en particulier les rivalités entre les grandes puissances Capitalistes et l'attitude résolue du prolétariat anglais, qui peut s'opposer plus directement à la volonté réactionnaire du capitalisme, parce que c'est en Angleterre que se nouent et se renouent les fils de toutes les conjurations antibolcheviques.

C'est sur un rythme toujours croissant que se diffusent au sein du prolétariat anglais les courants socialistes qui

La croisade contre la Russie 211

s'inspirent dans leur propagande théorique et dans leurs

tactiques, des expériences révolutionnaires du Parti communiste russe des bolcheviks. Aux premiers jours de décembre les journaux anglais ont publié une déclaration de miss E. Silvia Pankhurst qui démentait avoir fait acte de candidature aux élections : « Celle candidature n'a jamais existé: je considère le Parlement comme un système anachronique et j'espère et je crois

que le système des Soviets, comme on l'appelle en Russie, sera bientôt établi dans noire pays. La Fédération des travailleurs socialistes (Workers' Socialist Federation) - à laquelle je suis inscrite - a voté à son dernier Congrès en faveur du système du gouvernement des Soviets et a décidé que son programme politique devait être élaboré de manière à hâler le plus possible l'instauration de ce système en Angleterre.»

Le prolétariat anglais a gardé des relations avec le prolétariat russe. Il y a quelques jours le « Soviet panrusse de la Fédération du textile » et l' « Administration supérieure de l'industrie textile » de la République russe ont envoyé un message à la Fédération des ouvriers textiles de Manchester, pour féliciter le prolétariat anglais d'avoir « commencé la lutte contre la classe capitaliste »; le message conclut : « Espérons que la lutte s'achèvera bientôt par votre victoire sur les oppresseurs et que dans un avenir très proche le prolétariat russe et le prolétariat anglais pourront travailler fraternellement pour instaurer dans le monde entier, l'ordre socialiste.»

Le prolétariat anglais a valeureusement combattu, au cours de la campagne électorale, la politique russe du gouvernement britannique, et il a été aidé en cela par les grands journaux radicaux. Les radicaux anglais sont préoccupés par le sort de l'empire; ils se souviennent que l'attitude de Pitt à l'égard de la Révolution française a coûté à l'Angleterre vingt ans de guerres napoléoniennes et a fait peser une menace incessante sur les Indes. Pitt ne put empêcher le triomphe de la Révolution française : on pourrait éviter aujourd'hui que les Indes se soulèvent. Les bolcheviks ont déjà constitué un bureau chargé des soins de la propagande aux Indes - au début du mois de novembre, Moscou a accueilli solennellement une délégation de musulmans venant de Delhi. L'Angleterre a-t-elle intérêt à exaspérer les bolcheviks? Et si les Alliés organisaient une expédition militaire contre la Russie, quelle garantie aurait l'Angleterre que les Alliés ne finiraient pas par la laisser seule avec sur les bras une

insurrection coloniale et, à l'intérieur, une révolution prolétarienne ? La puissance que la Grande-Bretagne a acquise pendant la guerre n'est certainement pas faite pour lui gagner beaucoup de sympathies : les alliances sont très aléatoires. Le Japon pourrait très bien se ranger contre l'Empire britannique et collaborer aux Indes avec les bolcheviks : en attendant, le Japon appuie le gouvernement de Semenov contre le gouvernement de Koltchak dans cette partie de la Sibérie où convergent les routes du Turkestan, de l'Afghanistan et de l'Inde. C'est pour cela que les radicaux anglais soutiennent le prolétariat dans sa campagne contre l'intervention et que le *Manchester Guardian* pose aux ouvriers cette question, démagogique pour les conservateurs : « Les ouvriers anglais permettront-ils que leurs fils et leurs frères soient envoyés en Russie pour noyer dans leur sang et dans le sang des ouvriers russes, un système social qui répond à leurs aspirations? »

C'est cet enchevêtrement de motifs contradictoires qui a pu déterminer le changement d'attitude de la presse capitaliste sur le problème de l'intervention. Mais il ne faut pas trop se réjouir. Le salut de la Révolution russe est basé essentiellement sur l'énergie du prolétariat international, sur le rythme toujours croissant de la reprise de la lutte de classe dans les pays de l'Entente. La République des Soviets ne pourra avancer dans la voie du communisme intégral que si le monde entier ou du moins si les nations dont le rôle est décisif pour la production et pour les échanges, instaurent le régime des Soviets. C'est d'ailleurs ce qu'ont toujours affirmé Lénine et les autres camarades socialistes russes. Et déjà la solidarité entre la Russie et l'Internationale produit ses effets bénéfiques pour le salut du socialisme et de la classe travailleuse.

Sans signature, *Avanti !*, édition piémontaise, 27 décembre 1918.

## DEUXIÈME PARTIE

« *L'Ordine Nuovo* » et les *Conseils d'usine*  
1919-1920

## LA RUSSIE ET LE MONDE

La résolution adoptée à la Conférence de la paix, à l'égard de la République russe des Soviets, est encore aujourd'hui différemment commentée par les journaux de l'Entente (1). Comme impression générale, on peut parler d'une complaisance diffuse dans la presse anglaise pour le fait que ce soit le programme du président Wilson qui ait prévalu dans cette décision particulière, et d'un ton amer et déconcerté dans la presse française.

Mais ces commentaires de la presse bourgeoise n'ont qu'une importance relative; ils ne peuvent guère servir qu'à établir une orientation générale permettant de fixer à quel niveau de culture politique sont arrivés les cercles de journalistes et les « milieux généralement bien informés » qui dirigent les grands courants de l'opinion publique internationale.

Le problème posé par la résolution de la Conférence de Paris n'est pas un problème littéraire d'histoire de la culture; c'est le problème essentiel du monde d'après-guerre, c'est la question fondamentale d'une nouvelle assise juridique et économique de la société humaine qui recherche un nouvel équilibre pour la reprise de la production et des échanges non seulement des marchandises mais aussi des idées.

Une coexistence pacifique est-elle en soi possible entre la République des Soviets et le reste du monde, si l'on suppose que dans le reste du monde, se poursuit une domination politique de la classe possédante conçue par elle comme établie à perpétuité? Est-il possible d'engrener, en quelque manière, l'activité internationale de la République des Soviets, autrement dit d'un État socialiste, avec

l'activité des États bourgeois, même dans l'hypothèse où régnerait dans ces derniers le libéralisme le plus radical?

Nous ne le croyons pas, même en accordant à la résolution de Paris toutes les sacramentelles qualités wilsoniennes de la loyauté, de la sincérité ou du respect de la force majeure. L'impossibilité est dans les choses, elle est dans le tissu vivant de l'économie et du contexte social. La bonne volonté des hommes politiques peut remédier à de légères oppositions de forme, elle peut établir des institutions internationales transitoires, en contraignant les belliqueux à reconnaître leur condition subalterne dans la hiérarchie des États, à condition toutefois qu'il existe une homogénéité de substance et de forme entre les États qu'on entend ordonner et subordonner.

Entre la République des Soviets et les autres États du monde, il n'existe pas d'homogénéité, il ne peut donc subsister une quelconque cohésion. De même que les prolétariats nationaux ne peuvent collaborer avec les bourgeoisies sans se dissoudre comme énergie historique et spirituelle et sans appauvrir et obscurcir toute la vie du monde, de même la République des Soviets ne peut collaborer avec les États bourgeois, elle ne peut s'engrener sur un ordre international dominé par le capitalisme, sans trahir la mission historique inscrite au plus profond de ses origines et de son développement progressif.

La résolution de Paris doit donc être considérée comme un épisode des Plus contingents de la vie internationale, et qui ne présente aucune possibilité de développements juridiques et historiques qui aient un caractère quelconque de stabilité.

Elle pourra bien aboutir à un pacte ne différant guère en substance d'un arbitrage entre patron et ouvriers, mais elle ne pourra pas aboutir à un traité d'alliance ouvrant à une coopération permanente : avec l'abolition de la lutte des classes partout où s'exerce sa souveraineté, l'État russe est devenu un État prolétarien qui se trouve face aux États capitalistes, dans la position dialectique de la lutte des classes.

La Russie collabore dans le monde avec le prolétariat international, elle partage avec lui espérances et douleurs, elle est sensible aux succès et aux échecs de la lutte que mène le prolétariat international pour conquérir la domination politique et abolir les classes sur le territoire des divers États capitalistes.

La résolution de Paris pourra bien aboutir à une trêve



dans la lutte, trêve d'ailleurs purement militaire; mais le danger ne disparaîtra pas parce que l'effort militaire aura cessé. Lorsqu'elle oppose des États, la lutte des classes peut avoir les mêmes effets qu'un conflit militaire. Ainsi l'échec d'une grève signifie-t-il souvent la dissolution d'une alliance professionnelle : s'il l'emporte dans la lutte de classe entre États, le monde capitaliste peut provoquer la dissolution par épuisement de l'État prolétarien russe.

La paix militaire ne signifie donc pas pour la République russe, le libre développement de la Révolution communiste. Ce libre développement est conditionné par l'existence dans le monde d'une grande organisation prolétarienne et par le développement de celle-ci contre l'organisation capitaliste. La Commune russe se réalise avec la réalisation du socialisme dans le monde, elle n'est guère plus socialiste que n'est socialiste le reste du monde, elle entrera dans le processus définitif de socialisation quand le prolétariat aura réalisé sa dictature politique dans le reste du monde.

Dans la mesure où elle est le produit réel d'un équilibre des forces entre les classes en lutte au sein des États de l'Entente, la résolution de Paris est un épisode contingent; sa productivité dépend de l'énergie des divers prolétariats et du temps qu'il faudra au prolétariat des principaux États bourgeois du monde pour que l' « arbitrage » devienne « contrat » permanent et que la République des Soviets agisse en solidarité avec le reste du monde.

Signé A.G.,  
Avanti !, édition piémontaise, 27 janvier 1919.

## LE PAYS DE POLICHINELLE

Quotidiennement, les journaux officieux de tel ou tel des pachas irresponsables et incontrôlés qui constituent le ministère Orlando (1) publient un bulletin de santé sur la censure. Pas plus tard qu'avant-hier le Popolo Romano annonçait :

« Nous apprenons avec le plus vif plaisir de source sûre que des dispositions ont été prises par le ministère de l'Intérieur afin que les services de la censure s'en tiennent

scrupuleusement aux tout derniers décrets de la Lieutenance \*, en évitant des interprétations excessives et les réclamations qui s'ensuivent (1).»

Les nouvelles dispositions accordées ne modifieront en rien les choses qui continueront à être soumises au régime de l'arbitraire qui depuis quatre ans a réduit les « fils de Rome» au rang d'une tribu de cannibales de la Papouasie.

Les doctrinaires du droit constitutionnel discutent sur la formule la plus propre à définir l'État italien. L'État italien est-il parlementaire, constitutionnel, absolu? Ou bien unit-il en une brillante synthèse, reflet des qualités éminemment pragmatiques de notre peuple, tout ce qui s'est montré valable dans les expériences démocratiques des autres peuples? A travers l'épreuve de la guerre, l'État italien a finalement révélé son essence profonde : c'est l'État de Polichinelle, c'est le domaine de l'arbitraire, du caprice, de l'irresponsabilité, du désordre immanent, génération d'un désordre toujours plus asphyxiant. Dans les États absolus, il existe un seul autocrate, dépositaire de la souveraineté et du pouvoir; au pays de Polichinelle, les autocrates se multiplient par génération spontanée : la tribu des secrétaires et des sous-secrétaires d'État est une pépinière de pouvoirs autocratiques, dont chacun opère pour son propre compte, fait, défait, amoncelle et détruit, détruit la richesse nationale; les préfets sont des autocrates, les sous-préfets, les commissaires qui unifient le fatras des dispositions, circulaires, décrets pris au nom du bon plaisir; les hommes de la Censure qui, choisis sur le critère de la bienfaisance, pour assurer une vieillesse décente aux ratés du journalisme et de la bureaucratie, jouent le jeu sonninen-conservateur (2) et taillent et défigurent l'Avanti !, en ne se préoccupant que de prolonger à perpétuité leur canonicat et les somptueux apanages qui vont avec la charge; autocrates les généraux, les délégués, les policiers. Chacun de ces « serviteurs» du pouvoir exécutif a transformé la sphère de son action en une satrapie qui échappe aux lois générales, en un État dans l'État, où l'abus et le passe-droit constituent l'activité quotidienne qui emporte et dissout les traditions, la sûreté, les intérêts dits légitimes, les hiérarchies sentimentales et autoritaires, les rapports sociaux.

\* Devenu chef des armées du fait de la guerre, le roi d'Italie avait délégué ses pouvoirs législatifs à un lieutenant, d'où le nom de « décrets de la Lieutenance », au lieu de - décrets royaux ~ (N.d.T.).

*Les ruses de l'histoire* 219

Nous traversons la phase critique du procès de dissolution de l'État capitaliste, contraint par les événements à faire plus qu'il ne peut alors qu'il est incapable de faire tout court, qui intervient dans le domaine d'action des initiatives privées et n'y engendre que confusion, trouble, arrêts de

développement, qui proclame à tous les échos la liberté et l'ordre et tremble au moindre mot hétérodoxe, à la moindre affirmation théorique de principe. L'État italien, c'est l'État de Polichinelle où personne ne commande parce que le commandement appartient à une infinité d'irresponsables, où personne ne crée parce que les incompetents mènent la danse autour des prébendes et des sinécures, où le lendemain est sombre parce qu'il n'existe pas une activité générale organisée qui suive en droite ligne une voie connue. C'est le pays du désordre permanent, de la censure permanente, de l'état de siège permanent, même si des décrets et des dispositions particuliers annoncent, confirment, répètent, avertissent, assurent. Il n'existe plus d'État? Il n'existe plus de lois générales? Il n'existe plus d'autorité hiérarchisée qui parvienne à obtenir l'obéissance des subalternes? Polichinelle tremble; il a entendu du bruit et la terreur blanche lui a arrêté le cœur, lui a brisé les nerfs, lui a atrophié le cerveau.

Sans signature,

Avanti !, édition piémontaise, 30 janvier 1919.

### LES RUSES DE L'HISTOIRE (1)

Les sycophantes de l'idéologie des coffres-forts conçoivent l'histoire comme une prostituée que le souteneur, mécontent de ses maigres profits, peut étrangler ou poignarder. Mais l'histoire est une femme très prolifique et très rusée, qui ne se laisse supprimer ni par le poignard, ni par les bombes incendiaires, ni par les mitrailleuses; elle ne craint pas les coups d'audace des aventuriers soudoyés, ni l'action complexe et systématique de l'appareil autoritaire.

L'histoire qui est liberté, finit toujours par démantibuler et rendre inutilisables les lourdes machines rouillées du

pouvoir et de la répression; leste et légère, à peu de frais, elle immobilise les catapultes les plus menaçantes.

L'histoire qui est une activité permanente et essentielle de vastes énergies associées, ne s'arrête, ni ne faiblit parce qu'on supprime des individus : l'histoire peut très bien être comparée à l'héroïque mère romagnole qui, à l'ennemi implacable qui torture ses enfants, d'un geste d'une obscénité grandiose exhibe son sexe générateur de nouveaux lutteurs acharnés.

Le mensonge, la déloyauté, le piège sournois voudraient tuer l'histoire qui n'est que vérité, loyauté, conscience claire et droite. A l' « initiative privée » qui se promet - par les complots, par le poignard, par des gestes audacieux - d'anéantir l'élan irrésistible de la lutte de classe, menée par le prolétariat pour son autonomie dans la production industrielle et agricole et dans les obscurs méandres de la politique internationale, l'appareil autoritaire de l'organisation étatique ajoute l'artillerie lourde de ses institutions : la censure, le monopole du télégraphe, du téléphone, de la poste, des chemins de fer, l'agence Stefani. L'artillerie légère de l'initiative privée attaque la classe prolétarienne, elle tue ses hommes, elle détruit son petit patrimoine, création du lourd et patient sacrifice de millions de volontés, riches de foi. L'artillerie lourde de l'appareil d'État protège les dévastations de l'artillerie légère; le mensonge diffusé par les agences est multiplié par les millions de feuilles de milliers de journaux, forteresses des coffres-forts; la vérité est expulsée du téléphone et du télégraphe, et si elle réussit malgré tout à passer, elle est caviardée par la censure. Mais l'histoire qui est essentiellement liberté, et vérité, ne se laisse pas enfermer dans une bouteille comme le diable par le magicien. L'histoire qui est lutte de classe, s'adapte spontanément, originalement, pour dépasser le mensonge et la déloyauté.

Hier les journaux de la bourgeoisie de Milan et de Turin n'ont pas paru : la solidarité de classe des typos a supprimé pour un jour la déloyauté et le mensonge antiprolétarien. La Vérité, mutilée, a triomphé dans cette modeste édition turinoise de l'Avanti !. Épisode qui est un signe des temps. La classe des ouvriers et paysans a elle aussi son artillerie lourde; la classe ouvrière et paysanne se révèle, avec une efficacité toujours accrue, comme l'Anti-État, qui peut opposer à l'État capitaliste un colossal appareil de forces, d'autant plus puissant qu'il sera pleinement conscient. L'action de classe des typographes, leur intervention soli

*Une débâcle et une genèse*      221

daire dans la lutte toujours plus furieuse et sauvage, peut être décisive.

Le journal est la grande tranchée de la lutte de classe; mais le journal est fabriqué par les ouvriers, c'est grâce au travail de l'ouvrier que la nouvelle et l'opinion prennent une forme

sensible. Une censure radicale a été exercée *pendant une seule journée* contre la déloyauté et le mensonge; la révolte ne restera pas un geste éphémère, elle ne s'épuisera pas *en un seul jour*. La lutte de classe s'adapte avec agilité aux événements : l'histoire est une femme très féconde et très rusée, qui ne s'arrête point [*deux lignes et demie censurées*]. Chaque force adverse doit être combattue avec des forces adéquates : à la censure du mensonge et de la déloyauté, qui veut impunément poursuivre et intensifier le travail ravageur de la délinquance privée, au mensonge et à la déloyauté, la classe prolétarienne doit opposer, dans ses corporations compétentes, la censure rouge. L'initiative de Turin et de Milan ne doit pas rester un acte isolé : la conscience et la volonté de classe doivent en étudier les conséquences et en élaborer l'expérience. La ruse de l'histoire doit devenir action coordonnée et méthodique et réaliser ainsi des rapports civils supérieurs de la vie sociale, et redonner ainsi au rôle du journal la valeur éthique que le capitalisme dissolvant avait cru acheter avec les « dépenses diverses » de ses budgets.

Sans signature,

*Avanti !*, édition piémontaise, 18 avril 1919.

## UNE DÉBÂCLE ET UNE GENÈSE

Les conflits intimes et les antagonismes irréparables, immanents à la structure économique de la société capitaliste, ont affleuré à grand fracas à la surface de l'histoire, après avoir remué jusqu'aux couches les plus profondes et les plus obscures de la masse humaine. On peut dire qu'en cette période de la vie du monde, il n'existe plus aucun individu qui ne soit troublé par une préoccupation politique, c'est-à-dire qui ne comprenne et ne ressente les liens qui unissent le destin de chaque individu

à la forme de l'État national et à la forme d'équilibre international à l'intérieur de laquelle les différents États se coordonnent et se subordonnent.

Ce phénomène est capital dans le processus de développement historique de la civilisation; c'est lui qui représente les colonnes d'Hercule des possibilités historiques de la classe capitaliste, qui est allée jusqu'à l'épuisement de sa mission.

La bourgeoisie a distillé tout le mal et tout le bien qu'elle pouvait distiller : dans la période que nous vivons, la somme des maux est démesurément plus longue que n'importe quel catalogue de bienfaits que l'esprit historique le plus impartial pourrait dresser en éloge posthume à cette force sociale, la plus dynamique et la plus efficiente qui soit jamais apparue au cours des lents et ternes millénaires de l'histoire du genre humain.

Le tableau de la vie internationale, telle qu'elle a pris forme durant ces derniers mois, évoque une épouvantable tempête sur un paysage de ruines. Un monde s'est écroulé, et la métaphore est d'autant moins emphatique que l'écroulement a été simultanément dans le monde entier. L'organisation de la civilisation mondiale, qui s'était bâtie au cours d'un processus très lent de juxtapositions et de suprématies nationales et impériales partielles, s'est désagrégée dans sa totalité.

Les États libéraux métropolitains se décomposent à l'intérieur dans le même temps que le système colonial et celui des sphères d'influences s'effrite; ce processus de décomposition se déroule à un rythme d'une rapidité foudroyante qui menace la cohésion de l'humanité dans ses plus profondes racines vitales : la faim et les épidémies ont déployé un livide manteau sépulcral sur la race des hommes.

La production des biens matériels est tarie, le dense réseau de trafics entre les grands marchés de production et de consommation a été démantelé, le ressort de l'activité industrielle et agricole a été brisé. On ne produit plus si l'on n'est plus assuré de vendre, on n'achète plus si l'on ne produit ni ne vend.

Les rapports de production, avec tous les rapports sociaux qui en découlent entre classes, entre nations, entre continents, sont radicalement bouleversés. Il en est résulté un déchaînement de forces démoniaques que la classe dirigeante bourgeoise, qui a usé son intelligence et son humanité dans l'âpre exercice du pouvoir, durant les

années de guerre, ne peut ni freiner ni contrôler. *[Vingt lignes censurées.]*

C'est dans la classe internationale des ouvriers et des paysans que se trouve la renaissance jeunesse de la civilisation humaine. L'histoire est pérennité : le mal ne peut prévaloir, le désordre et la barbarie ne peuvent prévaloir, l'abîme n'engloutira pas les hommes. Le monde est en train de se sauver lui-même, avec ses propres énergies qui naissent dans la douleur et le désespoir, avec un trésor d'énergie morale et une potentialité de sacrifice et de sérieux sans pareils. Une société, la société capitaliste, est en train de s'écrouler; une révolution, la Révolution communiste, arrive à marche forcée. La chose morte s'efforce de contaminer la chose vivante, mais désormais le triomphe de la vie, comme le destin, est sûr et certain.

La classe prolétarienne internationale est en train de se modeler, son idéologie et sa puissance sont en train de prendre une forme concrète qui est déjà la révolution en action, qui est déjà l'ordre nouveau qui s'organise parmi les ruines, les gravats et la puanteur des cadavres. *[Vingt lignes censurées.]*

La psychologie de la classe prolétarienne internationale a changé. Le chômage qui s'étend et la famine qui menace, funestes conséquences du marasme de l'industrie et du commerce, font que les rangs se serrent, poussent vers de nouvelles formes de vie sociale prolétarienne qui

*[Neuf lignes censurées.]*

[ ... ) sont une école de vie dans laquelle s'éduque et acquiert une conscience responsable la classe nouvelle qui dirigera le destin de l'humanité et s'identifiera, par la suite, après une très rapide évolution, avec l'humanité tout entière.

Nous enregistrerons et nous étudierons dans cette chronique, les phénomènes révélateurs du double processus historique à travers lequel la société se décompose et se renouvelle, meurt et renaît de ses cendres, auxquelles nul ne rend hommage. La décomposition des États libéraux, qui, pour se défendre, se suicident en reniant le principe de liberté qui leur avait donné naissance, et grâce auquel ils s'étaient développés, le lent et tenace effort que les noyaux les plus conscients et les plus historiquement efficaces du prolétariat mondial accomplissent pour s'organiser [ ... ]  
[Une ligne censurée.]

[ ... ] recréer les tissus conjonctifs sociaux, susciter une

unité morale du monde qui soit plus vaste et comprenne davantage d'éléments, réaliser les thèses marxistes du communisme en instaurant une république fédérative (1) [...] [*Deux lignes censurées.*]

Sans signature,  
*L'Ordine Nuovo*, 1, 1, 1er mai 1919.

### MAJORITÉ ET MINORITÉ DANS L'ACTION SOCIALISTE (2)

Majorités et minorités, réformes et révolutions, ce ne sont là que mots archaïques et vides de sens, s'il faut les prendre au sens traditionnel, codifié par les livres et défini par les actes des congrès.

Il n'existe plus de majorités ni de minorités : ce qui existe, c'est le chaos social. Il n'existe plus de possibilité de réforme; là où il n'y a rien le roi lui-même perd ses droits, à plus forte raison le réformiste ! Le réformisme est un luxe des temps d'abondance, c'est la prodigalité du mauvais riche envers Lazare affamé. Le concept de révolution, lui aussi, a pris corps de façon originale : aujourd'hui il a une signification « constitutionnelle », il a pris une valeur concrète idéale et historique; il désigne le processus conscient d'instauration d'un nouveau type d'État, la République des Conseils ouvriers et paysans.

Il existe une organisation usée et rouillée et c'est tout l'ensemble des institutions économiques, politiques et morales, engendrées par la structure économique de la propriété privée capitaliste, par l'État parlementaire national. Elle ne parvient plus à faire le compte de ses adhérents, car ils la désertent, car ils fuient terrorisés ou écœurés par sa domination. La « majorité » de la bourgeoisie est un mythe impudent, la réalité effective peut être exprimée par les équations que voici : une mitrailleuse vaut mille hommes; mille citoyens, membres de la « garde blanche », mobilisés en permanence pour remplir leur rôle si subtilement en rapport avec les principes de la démocratie, valent cent mille citoyens contraints à aller en usine s'ils veulent se nourrir, et nourrir leurs familles .

#### *Majorité et minorité dans l'action socialiste 225*

Et il existe une organisation en devenir, celle des ouvriers et des paysans. *Elle non plus ne peut faire le compte de ses adhérents, empêchée qu'elle en est, arbitrairement et illégalement, par les pouvoirs de l'État; c'est pourquoi elle n'est pas aussi bien ordonnée et disciplinée que le*



bon *philistin le souhaiterait*. Mais elle a en elle la virtualité de s'ordonner et de discipliner, elle est un tout homogène, qui n'est momentanément privé de son unité formelle que par une violence extérieure et mécanique.

La fiction juridique du contrat statutaire de coexistence pacifique entre les classes et les couches en concurrence légale pour la conquête de l'État est irrémédiablement tombée. Elle avait permis à la classe possédante de digérer en toute tranquillité les castes et les institutions féodales; elle avait servi à la nouvelle classe prolétarienne pour se retrouver, et tracer les grandes lignes de son unification. Elle est devenue dangereuse dans la mesure où la force du prolétariat est déjà suffisante pour pouvoir « légalement » abolir les classes et les institutions capitalistes. C'est pourquoi l'État, en tuteur vigilant de la classe possédante, a déchiré allégrement le contrat et a placé dans la force armée l'espoir que sa pupille ne serait pas congédiée. Les armes sont la raison suprême, la façon dont la classe possédante résout ses problèmes intérieurs et extérieurs, qui se ramènent à des problèmes de propriété.

Si l'on est des gens comme il faut, il n'est plus permis de discuter de légalisme. La légalité n'existe plus *et ne pourra plus* exister. Telle est la caractéristique de la période actuelle : les États libéraux renient leurs principes vitaux, ce qui veut dire qu'ils sont en pleine banqueroute; les forces bourgeoises indépendantes, irresponsables, agitées, tendent à déborder les pouvoirs légitimes et ceux-ci n'ont même pas la force d'opposer une résistance. Sur ce point, il n'est permis ni de s'illusionner, ni de laisser illusionner autrui.

Il est nécessaire d'accomplir avec un courage intrépide et une conscience inflexible le sauvetage de la civilisation, d'empêcher que la décomposition ne ronge et ne pourrisse les racines de la société humaine : l'arbre dépouillé et sec peut reverdir. Nous n'y sommes pas préparés? C'est là notre sort tragique, et nous ne sommes en rien responsables de son accomplissement. Cependant notre responsabilité serait énorme si nous ne prenions pas conscience de la tragédie, et si nous ne nous efforcions pas de la circonscrire et de la dépasser.

La guerre, avec ses dévastations irréparables, n'a pas été engendrée par notre action politique et économique. Elle a produit une configuration sociale qui aurait été la même si elle avait découlé de la maturité de développement de la technique industrielle : le monopole du pouvoir et de la richesse est entre les mains d'une minorité non point sélectionnée au cours d'Un long processus, mais choisie au hasard, souvent inepte et incapable; et les travailleurs sont concentrés en d'immenses communautés de douleur et d'attente.

Les thèses marxistes (et l'essence du marxisme est précisément dans cette configuration extrême des forces sociales, et certes pas dans les schémas ou les normes, car sans cela Marx aurait été un *cabaliste* \* et non un génie) se sont pleinement réalisées. Il est suprêmement ridicule de gémir parce que la réalité n'est pas telle que nous la voudrions. Non *ridere*, non *lugere*, *sed intelligere* et travailler avec foi et avec ferveur. Disciplinons-nous, organisons-nous, constituons l'armée prolétarienne avec ses caporaux, avec ses services, avec son appareil offensif et défensif. Mais faisons le de façon originale, en accord avec les lois vitales du développement de la société communiste. L'histoire de la lutte des classes est entrée dans une phase décisive après les expériences concrètes de la Russie : la révolution internationale a pris forme, elle a pris corps depuis que le prolétariat russe a inventé (au sens bergsonien du mot) l'État des Conseils, en tirant de son expérience de classe exploitée, pour l'étendre à la collectivité, un système d'organisation qui synthétise la forme de vie économique prolétarienne organisée au sein de l'usine autour des comités d'entreprise, et sa forme de vie politique, organisée dans les cercles de quartier, dans les sections urbaines et rurales, dans les fédérations provinciales et régionales qui sont les articulations du Parti socialiste. Le régime des congrès qui élaborent, la loi, est le régime traditionnel de la vie sociale prolétarienne. Tout progrès accompli en vue de le concrétiser largement dans les consciences et à travers des institutions historiques est un progrès essentiel de la Révolution communiste. Dans cette perspective nous devons travailler activement, dans toutes les sphères

\* On appelle cabalistes, en Italie et tout spécialement à Naples, les spécialistes qui, de l'interprétation des songes et des événements de la vie, déduisent le « bon numéro » à jouer au jeu de Lotto (N.d.T.).

*L'unité du monde* 227

d'action du mouvement prolétarien et socialiste; et c'est là le but de notre revue.

Sans signature,

*L'Ordine Nuovo*, 1, 2, 15 mai 1919.

## L'UNITÉ DU MONDE

Avec le traité de Versailles et l'alliance militaire qu'il prévoit entre les États-Unis, l'Angleterre et la France, s'achève un cycle de l'histoire politique italienne. L'égaré politique et l'incapacité de ceux qui ont dirigé l'État italien après le début de la guerre européenne ont mûri leurs fruits empoisonnés.

La politique étrangère de l'État italien avait continué la politique étrangère traditionnelle de l'État piémontais, inaugurée au XVI<sup>e</sup> siècle par les ducs de Savoie. Politique purement et cyniquement utilitaire, de perpétuel balancement entre les grands regroupements de puissances qui se disputaient l'hégémonie en Europe et dans le monde. Entre la France des Bourbons et les Habsbourg, entre la France du troisième Bonaparte et les Hohenzollern prussiens qui tendent à remplacer les Habsbourg dans la Confédération germanique, entre la France républicaine, cléricale ou démocratique et les Empires centraux.

Les cléricaux français et de larges courants démocratiques (voir le pamphlet de Proudhon contre l'unité italienne (1)) étaient hostiles à la constitution, aux côtés de la France d'une grande puissance unitaire italienne. Camille de Cavour profita habilement du moment où Napoléon III tentait de se donner une base dynastique en s'appuyant sur les milieux du grand commerce récemment arrivés au pouvoir, et il obtint l'aide de la France pour la guerre de 1859. Quand, par l'entremise de sa femme Eugénie, Napoléon III se rapprocha de la France cléricale et prit à son compte la politique française traditionnelle, en s'opposant ainsi à l'unité allemande comme à l'achèvement de l'unité italienne, la dynastie de Savoie se rapprocha de la Prusse et conquiert la Vénétie. Avec la Triple Alliance (2), elle s'assura tant contre un retour offensif de l'Autriche que contre toute agression des cléricaux ou des démo

crates français : en outre, c'est par l'intermédiaire de la Triple Alliance, qu'elle participa à l'expansion coloniale des grandes puissances européennes.

Avec la dissolution de l'Autriche et la prostration de l'Allemagne, les conditions dans lesquelles l'Italie capitaliste pouvait vivre et se développer, ont disparu. Le mythe de la guerre - l'unité du monde dans la Société des Nations - s'est réalisé dans les modalités et dans la forme qui seules étaient possibles dans un régime de propriété privée et nationale : dans le monopole du globe que détiennent les Anglo-Saxons et l'exploitation qu'ils en font. La vie économique et politique des États est étroitement contrôlée par le capitalisme anglo-américain : toutes les marchandises, toutes les voies terrestres, maritimes, fluviales, le sol et le sous-sol, tout le complexe de la production et des échanges dans le monde est contrôlé par le capitalisme anglo-américain. La guerre pour la liberté des peuples au sein des États, *[une ligne censurée]* tendance des États et des peuples. Comme tous les autres États du monde, l'Italie est devenue un État prolétaire (1), ce qui signifie qu'elle est exploitée dans sa totalité par le capitalisme anglo-américain.

C'est la mort de l'État qui est, dans la seule mesure où il est souverain et indépendant; le capitalisme national -en est réduit à la condition de vassal. De même que l'ouvrier n'est pas autonome dans l'industrie, dans l'enceinte de l'usine, ainsi les capitalistes italiens ne sont-ils pas autonomes dans l'enceinte de l'État qui est leur usine, car c'est de lui que dépend leur existence en tant que capitalistes. En devenant une zone d'influence, un monopole entre les mains d'étrangers, l'État national est mort. Le monde est « unifié » dans le sens où il s'est créé une hiérarchie mondiale qui régit et contrôle avec des méthodes autoritaires le monde tout entier; ce qui est arrivé en fait c'est une concentration maximum de la propriété privée, le monde entier est un trust aux mains de quelques dizaines de banquiers, d'armateurs et grands industriels anglosaxons. Les conditions du communisme international sont réalisées totalement : le communisme est le prochain lendemain de l'histoire des hommes et c'est en lui que le monde trouvera son unification, non autoritaire, non de monopole, mais spontanée, par adhésion organique des nations.

Signé A. G., *L'Ordine Nuovo*, 1, 2, 15 mai 1919.

*L'Internationale communiste* 229

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'Internationale communiste est née (1) et s'est développée à partir des révolutions prolétariennes et avec les révolutions prolétariennes. Déjà trois grands États prolétariens, à savoir les républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Hongrie, en forment la base historique réelle.

Dans une lettre à Sorge du 12 septembre 1874, Friedrich Engels écrivit à propos de la Ire Internationale en voie de désagrégation : «L'Internationale a dominé dix ans d'histoire européenne et peut regarder son œuvre avec fierté. Mais la forme dans laquelle elle a survécu est dépassée. Je crois que la prochaine Internationale sera, après les quelques années nécessaires pour que l'œuvre de Marx opère son action, directement communiste et qu'elle instaurera nos principes.»

La Iie Internationale ne réalisa pas les espoirs d'Engels ; après la guerre, au contraire, et après les expériences positives de la Russie, on voit se dessiner nettement les contours de l'Internationale révolutionnaire, de l'Internationale d'inspiration communiste.

La nouvelle Internationale a pour base (2) l'acceptation de ces thèses fondamentales, qui sont élaborées sur la base du programme du groupe Spartacus d'Allemagne et du Parti communiste (bolchevique) de Russie :

1. L'époque actuelle est l'époque de la décomposition et de la faillite de tout le système capitaliste mondial, ce qui signifiera la faillite de la civilisation européenne si le capitalisme n'est pas supprimé avec tous ses antagonismes irrémédiables.

2. La tâche du prolétariat à l'heure actuelle consiste dans la conquête des pouvoirs de l'État. Cette conquête signifie : suppression de l'appareil de gouvernement de la bourgeoisie et organisation d'un appareil gouvernemental prolétarien.

3. Ce nouveau gouvernement prolétarien est la dictature du prolétariat industriel et des paysans pauvres, qui doit être l'instrument de la suppression systématique des classes exploiteuses et de leur expropriation. Le type de l'État prolétarien, n'est pas la fausse démocratie bourgeoise,

forme hypocrite de la domination de l'oligarchie financière, mais la démocratie prolétarienne qui réalisera la liberté des masses travailleuses; ce n'est pas le parlementarisme, mais l'autogouvernement des masses par l'intermédiaire de leurs propres organes électifs; ce n'est pas la bureaucratie de carrière mais les organes administratifs créés par les masses elles-mêmes, avec la participation réelle des masses à l'administration du pays et à l'œuvre socialiste de construction. La forme concrète de l'État prolétarien est le pouvoir des Conseils ou d'organisations semblables.

4. La dictature du prolétariat est le levier de l'expropriation immédiate du capital et de la suppression du droit de propriété privée sur les moyens de production, qui doivent être transformés en propriété de la nation tout entière. La socialisation de la grande industrie et de ses centres organisateurs, les banques; la confiscation des terres des propriétaires fonciers et la socialisation de la production agricole capitaliste (en entendant par socialisation la suppression de la propriété privée, le passage de la propriété à l'État prolétarien et l'établissement de l'administration socialiste par la classe ouvrière); le monopole du grand commerce; la socialisation des hôtels particuliers dans les villes et des châteaux dans les campagnes; l'introduction de l'administration ouvrière et la concentration des fonctions économiques dans les mains des organes de la dictature prolétarienne, telle est la tâche du gouvernement prolétarien.

5. Afin d'assurer la défense de la Révolution socialiste contre les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur, et de porter secours aux autres fractions nationales du prolétariat en lutte, il est nécessaire de désarmer complètement la bourgeoisie et ses agents, et d'armer tout le prolétariat, sans exception.

6. La situation mondiale au moment présent exige le maximum de contact entre les différentes fractions du prolétariat révolutionnaire, ainsi qu'avec le bloc complet des pays dans lesquels la révolution socialiste est déjà victorieuse.

7. La méthode principale de lutte est l'action des masses du prolétariat jusqu'au conflit ouvert contre les pouvoirs de l'État capitaliste.

Tout le mouvement prolétarien et socialiste mondial s'oriente avec décision vers l'Internationale communiste. Les ouvriers et les paysans sentent tous, même si c'est

confusément et vaguement, que les Républiques soviétiques de Russie, d'Ukraine et de Hongrie sont les cellules d'une nouvelle société qui réalise toutes les aspirations et les espérances

des opprimés du monde. L'idée de la défense des révolutions prolétariennes contre les assauts du capitalisme mondial doit servir à stimuler les ferments révolutionnaires des masses : sur ce plan, il est nécessaire de concerter une action énergique et simultanée des partis socialistes d'Angleterre, de France et d'Italie, afin d'imposer l'arrêt de toute offensive contre la république des Soviets. La victoire du capitalisme occidental sur le prolétariat russe signifierait une Europe livrée pendant vingt ans à la réaction la plus féroce, la plus impitoyable. Aucun sacrifice ne sera trop grand s'il réussit à empêcher que cela arrive, s'il réussit à renforcer l'Internationale communiste, qui seule donnera au monde la paix dans le travail et dans la justice.

Signé A. G., *L'Ordine Nuovo*, 1, 3, 24 mai 1919.

## LE PARTI AMÉRICAIN DU TRAVAIL

Le Parti américain du travail (1) a fait ses premières armes dans les récentes élections de Chicago : il a obtenu 50 000 voix sur 700 000 votants. Une déception pour ceux qui attendaient une victoire fracassante.

Les forces politiques américaines subissent un processus de renouvellement radical. La bourgeoisie s'unifie : les partis traditionnels, les républicains et les démocrates, ont désormais le même programme et tôt ou tard ils se fondront. Les ouvriers sont au contraire divisés en divers groupes bien définis et, au moins pendant un certain temps encore, ils combattront séparément.

Dans le mouvement prolétarien américain, on distingue au moins cinq groupes sociaux :

1. Les *farmers* (propriétaires de petites exploitations agricoles) et les plus riches métayers. Ils ont une conscience de classe uniquement dans la lutte contre les grandes corporations industrielles (compagnies ferroviaires et de transport), mais leur psychologie est essentiellement celle du propriétaire. Politiquement, ils peuvent être représentés

par une organisation semblable à la «Ligue des sans-parti (1)», qui s'occuperait de coopération locale et de tarifs des transports.

2. Le mouvement des Trade Unions : il se transforme lentement en un mouvement de guildes d'entreprise. Il est constitué essentiellement par des ouvriers qualifiés. Son action politique tend au contrôle industriel de la part des ouvriers. Il acquiert progressivement une conscience de classe (2).

3. Le mouvement des ouvriers non qualifiés qui est devenu très fort pendant la guerre (3). Il a une robuste conscience de classe et une psychologie révolutionnaire. Leur situation dans l'industrie est toujours incertaine et obscure; aussi consacrent-ils toute leur attention aux revendications immédiates de socialisation des industries locales et nationales.

4. Une minorité de salariés, un petit nombre de *farmers* et une fraction des milieux professionnels forment le mouvement politique révolutionnaire, dont le but est d'instaurer le socialisme international (4). La majorité des salariés n'adhérera au mouvement que lorsque la révolution aura commencé. Ce mouvement a surtout une tâche éducative : garder et diffuser les idéals du socialisme international.

5. Les ouvriers nomades, les travailleurs des champs de condition plus basse, tous ces ouvriers les plus exploités qui sont dépourvus de toute propriété, n'ont ni maison, ni famille, ni droit de vote. Ils étendront le mouvement des I.W.W. qui méprise l'action politique et met l'accent sur l'expropriation directe de l'industrie (5).

Le Parti du travail représente en soi un progrès de la conscience de classe, dans la mesure où il tend à s'organiser sur une base nationale. Il peut remplir l'office de nouer des liens entre les divers groupes ouvriers, en suscitant ainsi une plus grande solidarité prolétarienne. Pour un membre de la Trade Union, l'entrée au Parti du travail signifie être moins conservateur et particulariste, ce qui représente un gain énorme tant sur le plan individuel que social. Mais pour un socialiste qui a déjà une conscience de classe, abandonner les principes internationalistes pour les doctrines relativement nationalistes du Parti du travail, c'est un pas en arrière. En réunissant dans une même organisation la majorité des travailleurs, en élargissant leur horizon politique, en donnant conscience d'une solidarité plus étendue, le Parti du travail peut

*Einaudi ou « de l'utopie libérale »* 233

offrir un terrain où le Parti socialiste peut développer plus efficacement sa mission éducative de réveil de la conscience révolutionnaire.



Signé A. G., *L'Ordine Nuovo*, 1, 3, 24 mai 1919.

EINAUDI

OU « DE L'UTOPIE LIBÉRALE »

Dans la *Nuova Rivista Storica*, Umberto Ricci (1) a proposé que soient réunis en un volume les innombrables articles par lesquels le professeur Luigi Einaudi a, pendant une vingtaine d'années, instruit le peuple italien, dans les colonnes de *La Stampa* et du *Corriere della Sera*, sur les problèmes de notre vie économique nationale. Nous nous associons à cette proposition de Ricci et nous la faisons nôtre : que la direction du parti fasse établir une anthologie de ces écrits et la diffuse : ce sera une contribution efficace à la propagande communiste, un document de premier ordre sur l'utopie libérale.

Einaudi restera dans l'histoire économique comme un des écrivains qui ont le plus travaillé à construire sur le sable. Sérieux comme un enfant plongé dans son jeu, il a tissé une interminable toile de Pénélope que, quotidiennement, la cruelle réalité lui a défaits. Constant et impavide, il n'a jamais cessé de rédiger ses articles sobres, sages, patients, pour expliquer, pour éclairer, pour inciter la classe dirigeante italienne, les capitalistes italiens, industriels et agrariens, à suivre leurs véritables intérêts. Étrange et stupéfiant miracle : les capitalistes n'ont jamais rien voulu savoir de leurs véritables intérêts, ils ont continué à s'engager sur leur raccourci fangeux et épineux, au lieu de rester résolument sur la grand-route de la liberté commerciale intégralement pratiquée. Et les écrits d'Einaudi de devenir une éternelle déploration, un gémissement étouffé qui déchire le cœur : « Ah ! si on avait fait ceci !... Ah, si le Parlement !... Ah, si les industriels ! Ah, si les ouvriers !... Ah ! si les paysans !... Ah, si l'école !... Ah ! si

les journaux!... Ah! si les jeunes!...» Depuis vingt ans, c'est la même élogie qui retentit des Alpes à Lilybée, et les hommes n'ont pas changé, et la vie économique n'a qu'imperceptiblement déplacé son axe, et la corruption, la tromperie, l'illusion démagogique, le chantage, la duperie parlementaire, l'ankylose bureaucratique, sont restés les forces suprêmes qui dirigent l'activité économique nationale.

Einaudi est un antimarxiste implacable, il ne reconnaît aucun mérite à Marx : n'est-il pas allé récemment, dans une polémique avec Benedetto Croce (1), jusqu'à lui dénier le mérite, tout extérieur, d'avoir donné une impulsion aux recherches économiques dans l'étude de l'histoire? Pour Einaudi, Marx n'est pas un homme de science, ce n'est pas un savant procédant systématiquement à la découverte de la réalité économique effective; c'est un jongleur de l'imagination, un acrobate de l'amateurisme, ses thèses sont arbitraires, ses démonstrations sont des sophismes, sa documentation est partielle.

Et pourtant, le développement réel de l'histoire donne raison à Marx; les thèses marxiennes se réalisent avec rigueur, alors que la science d'Einaudi tombe en morceaux et que le monde libéral se désagrège, en Angleterre avec plus de fracas qu'ailleurs. La vérité est que la science économique libérale n'a que l'apparence du sérieux, et que sa rigueur expérimentale n'est qu'une illusion superficielle. Elle étudie les « faits », et elle néglige les « hommes », les processus historiques sont vus comme étant réglés par des lois immuables immanentes à la réalité économique, conçue en dehors du processus historique général de la civilisation. La production et l'échange des marchandises deviennent des fins en soi; ils se déroulent au sein d'un mécanisme de chiffres rigides et autonomes, qui peut certes être « troublé » par les hommes, mais n'est ni déterminé ni vivifié par eux. Cette science est en somme un schéma, un plan préétabli, une des voies de la Providence, une utopie abstraite et mathématique qui n'a jamais eu, qui n'a, et n'aura jamais aucun point de contact avec la réalité historique. Ses adeptes ont une mentalité toute sacerdotale; ils se plaignent et sont toujours mécontents, parce que les forces du mal empêchent que la Cité de Dieu soit construite par eux en ce bas monde.

Ils accusent Marx d'abstraction, parce que ses théories de la plus-value sortent du domaine de la rigueur scientifique. Rigueur scientifique signifie pour eux formulaire

*Einaudi ou « de l'utopie libérale » 235*

de la doctrine scientifique. Marx établit donc une comparaison entre l'économie capitaliste et le communisme, comparaison arbitraire parce que le communisme est une hypothèse vaine et sans objet. Mais toute l'économie libérale n'est-elle pas une comparaison entre la réalité antiscientifique et un schéma doctrinaire? Quand donc s'est-elle réalisée dans l'histoire du genre

humain? Et, si elle ne s'est pas réalisée, cela ne signifie-t-il pas qu'elle est irréalisable, qu'elle revêt les caractères révélateurs de l'utopie?

Mais non, disent nos prophètes, son règne va venir! Travaillons, soyons patients, ne nous troublons pas, les forces du mal seront repoussées, la vérité resplendira aux yeux des hommes abusés et pervers! En attendant, la guerre a détruit toutes les conquêtes de l'idéologie libérale. La liberté, économique et politique, a disparu de l'ensemble de la vie des États et des rapports internationaux. L'État est apparu dans sa fonction essentielle : celle de distributeur de la richesse aux capitalistes privés; la concurrence politique pour le pouvoir est supprimée par l'abolition des Parlements. La bureaucratie a pris de l'extension et est devenue plus lourde et plus encombrante. Le militarisme, improductif selon l'économie libérale, est devenu le plus puissant moyen pour accumuler et conserver le profit, en mettant à sac les économies étrangères et en faisant régner la terreur blanche à l'intérieur des frontières. Le monopole s'est renforcé dans tous les domaines de l'activité, assujettissant le monde entier aux intérêts égoïstes de quelques capitalistes anglo-saxons.

Les schémas du libéralisme se sont désagrégés, les thèses marxistes se réalisent. Le communisme est un humanisme intégral : il étudie dans l'histoire tant les forces économiques que les forces spirituelles, il les étudie dans leurs interactions réciproques, dans la dialectique qui se dégage des heurts inévitables entre la classe capitaliste, économique, par essence, et la classe prolétarienne, spirituelle, par essence, entre le conservatisme et la révolution. La démagogie, l'illusion, le mensonge, la corruption de la société capitaliste ne sont pas de simples accidents secondaires de sa structure, ils sont inhérents au désordre, au déchaînement des passions brutales, à la féroce concurrence dans laquelle vit la société capitaliste. Ils ne peuvent être abolis, sans que soit abolie la structure qui les engendre. Les sermons, les incitations, les cours de morale, les raisonnements, la science, les « si » sont inutiles et ridicules. La propriété

privée capitaliste détruit tout rapport d'intérêt général, elle rend les consciences aveugles et troubles. Le lucre individuel finit toujours par triompher de tout bon propos, de tout idéal supérieur, de tout code moral; pour gagner cent mille liras, on affame une ville, pour gagner un milliard, on détruit vingt millions de vies humaines et deux milliards de richesses. La vie des hommes, les conquêtes de la civilisation, le présent, l'avenir, tout est en continuel danger. Ces aléas, cette façon de risquer toujours l'aventure peut satisfaire ceux qui vivent en amateurs et ceux qui peuvent se mettre à l'abri avec les leurs, mais la grande masse en devient l'esclave, et elle s'organise pour se libérer, pour conquérir la possibilité d'assurer la vie et le maintien de la civilisation, de prévoir l'avenir, de travailler à produire pour le bien-être et le bonheur et non pour l'aventure et les forces perverses. Voilà pourquoi le développement du capitalisme, qui a atteint son point culminant dans la destruction causée par la guerre, a provoqué la constitution des immenses organisations prolétariennes, unies par une même pensée, par une même foi, par une même volonté : le communisme, instauré à travers l'État des Conseils ouvriers et paysans, le communisme, qui est l'humanisme intégral, tel que l'a conçu Karl Marx, et qui triomphe de tous les schémas abstraits et de tous les jacobinismes de l'utopie libérale.

Signé A. G., *Avanti !* de Turin, 25 mai 1919.

#### LA SOUVERAINETÉ DE LA LOI

Aujourd'hui le peuple italien devrait fêter le 71<sup>e</sup> anniversaire de l'avènement au pouvoir de la souveraineté de la loi (1), Depuis soixante et onze ans les Italiens ne sont plus des esclaves à la merci des pouvoirs irresponsables de l'État; le bon plaisir et l'arbitraire ont disparu de la scène sociale : la société est une société de « citoyens » égaux en droits et en devoirs, également protégés et garantis par la charte fondamentale du royaume. Aujourd'hui, ce devrait être le jour du peuple, la journée consacrée à la liberté et au progrès.

La dérision ne saurait être plus atroce après cinq ans de guerre et de régime de décrets. Toutes les garanties

#### *La souveraineté de la loi* 237

de liberté ont été supprimées, toute sécurité, toute norme de vie juridique a disparu. L'« État » est redevenu l'arbitre suprême de nos destins, de notre vie physiologique élémentaire comme de notre vie supérieure spirituelle. L'« État », cela signifie les détenteurs actuels du pouvoir gouvernemental; le président du Conseil des ministres avec le système administratif qui en dépend, la hiérarchie des préfets, sous-préfets, commissaires généraux, commissaires, délégués,

flics. Aujourd'hui un flic « vaut » davantage qu'un député; le flic est un élément du pouvoir, le député est une fiction juridique. *[Une ligne censurée.]*

La société est devenue une énorme caserne, régie par l'irresponsabilité dans le désordre et le marasme : toutes les activités critiques sont contrôlées, passées au crible, organisées (1), privées de toute autorité. Le mythe antisocialiste de l'État-caserne est devenu une terrible et asphyxiante réalité bourgeoise, qui pousse la société vers un abîme d'indiscipline, de frénésie, de marasme homicide. Nous sommes enserrés dans une camisole de force qui nous rend fous et exaspérés.

Tout ceci était dans l'ordre fatal des événements historiques. Le Statut - fiction juridique de la souveraineté impartiale et supérieure de la loi votée par les représentants du peuple - a marqué en réalité le commencement de la dictature de la classe possédante, la conquête « légale » du pouvoir suprême de l'État. La propriété privée est devenue une institution fondamentale de l'État, garantie et protégée tant contre l'arbitraire du souverain, que contre les violences des paysans expropriés. Grâce au *Statut* on enlève au roi tout pouvoir d'intervenir dans la réglementation des questions de propriété privée; bien plus, la dynastie est liée au sort de la propriété privée. La société est dégagée de tout lien collectif et réduite à son élément primordial : l'individu-citoyen. C'est le commencement de la dissolution de la société rongée par les acides corrosifs de la concurrence : des dents de dragon ont été semées parmi les hommes et il en sort, gigantesques, les passions frénétiques, les haines insatiables, les antagonismes irréductibles. Tout citoyen est un gladiateur qui voit dans les autres des ennemis à abattre ou à soumettre à ses intérêts. Tous les liens supérieurs d'affection et de solidarité se dénouent, depuis les corporations artisanales et les castes, jusqu'à la religion et la famille. La concurrence est instaurée comme fondement pratique de la société humaine : l'indi

vidu-citoyen est la cellule de la nébuleuse sociale, élément agité et inorganique qui ne peut adhérer à aucun organisme. Sur ce caractère inorganique et sur cette instabilité sociale se base précisément le concept de souveraineté de la loi, concept purement abstrait, escroquerie en puissance de la bonne foi et de l'innocence populaire. Concept antisocial, parce qu'il imagine le « citoyen » en éternel conflit avec l'État, parce qu'il considère les hommes comme des ennemis perpétuels et implacables de l'État, qui est le corps vivant et malléable de la société, et considère par conséquent les hommes comme étant les ennemis d'eux-mêmes : le *Statut* est la codification du désordre et du marasme antihumain.

Une fois le principe de la société bourgeoise reconnu juridiquement comme perpétuel, commence l'ère du prolétariat. Le prolétariat naît comme une protestation du devenir historique contre tout raidissement ou tout embourbement du dynamisme social. La critique marxiste de l'économie libérale s'attaque au concept de perpétuité des institutions humaines économiques et politiques, elle réduit tout fait à l'historicité et à la contingence, elle est une leçon de réalisme pour les pseudo-savants amateurs d'abstractions, défenseurs des coffres-forts.

Au début, les prolétaires reçoivent les bénéfices de la concurrence bourgeoise : ils acquièrent le droit de se déplacer et de vendre à de meilleures conditions leur force de travail. Mais cette « liberté » se tourne bien vite contre le prolétariat : le travailleur devient une marchandise assujettie à tous les contrecoups du marché, sans garantie, sans assurance pour sa vie, pour son lendemain, les conditions du salarié deviennent pires que celles de l'esclave ou du serf attaché à la glèbe. La faim, le chômage qui le frappent, le danger qu'il court de mourir d'inanition, se traduisent par autant de chiffres dans le jeu de la concurrence capitaliste : les coffres-forts s'engraissent du sang des travailleurs, la splendeur de civilisation suscitée par le capitalisme cache une tragique réalité de larves douloureuses, de barbaries, d'iniquités sans limites.

Le mouvement ouvrier est le réveil spirituel de l'humanité qui se dresse contre les nouveaux et impitoyables feudataires du capital; il est la réaction de la société qui veut se remodeler en un harmonieux organisme solidaire, régi par l'amour et la pitié. Le « citoyen » est renié par le « camarade »; l'atomisme social est renié par l'organisation. Spontanément naissent les cellules de l'ordre nouveau,

### *La rançon de l'histoire* 239

elles adhèrent l'une à l'autre, elles fondent des stratifications solidaires plus vastes. Le pouvoir maléfique de la « liberté » est limité et contrôlé, le domaine des capitalistes à l'intérieur de l'usine est circonscrit. L'ouvrier conquiert un peu d'autonomie, un peu de liberté effective. Il n'est plus un seul contre tous : il est membre de collectivités qui s'engrènent dans d'autres

collectivités toujours plus vastes et puissantes, qui couvrent d'un dense réseau tout le globe terrestre. La concurrence commence sur une nouvelle base et sur une échelle gigantesque : au lieu d'être concurrence d'individus, elle est concurrence de classe : une nouvelle classe mondiale s'oppose à l'exploitation de toutes les classes nationales bourgeoises et vise à les exproprier des moyens de production et d'échange, de la propriété privée et nationale du sol et du sous-sol, des ports, des fleuves, des océans. Le choc formidable ébranle toute la superstructure du capitalisme, accélère le processus de décomposition et de désordre. Toute fiction juridique tombe : la liberté est supprimée, le Parlement est fermé, les garanties individuelles s'écroulent, c'est un désordre, un vacarme, un marasme sans limites. Derrière la façade de la plus rigide discipline, par laquelle on a réduit la société humaine à n'être qu'une caserne méphitique, règne l'arbitraire et la plus impudente des déloyautés.

Et tous ceux qui ont violé le *Statut*, tous les « citoyens » qui ont juré d'observer fidèlement le *Statut* et les autres lois de l'État « pour le bien indissociable du roi et de la patrie » et qui font quotidiennement litière de la liberté individuelle, vont fêter aujourd'hui l'avènement de la liberté, de la souveraineté de la loi, du « citoyen ». Atroce dérision qui ne durera pas longtemps encore car le « citoyen » sera remplacé par le « camarade », la liberté individualiste par la liberté sociale, le désordre par l'organisation, l'État du mensonge et de la déloyauté par l'État social du travail et de la solidarité.

Signé A. G.,  
*Avanti !* de Turin, 1er juin 1919.

## LA RANÇON DE L'HISTOIRE

Que demande encore l'histoire au prolétariat russe pour légitimer ses conquêtes et les rendre permanentes ?